

Jacques MASCOTTO et Pierre-Yves SOUCY

Respectivement sociologue, département de sociologie, UQÀM
et Docteur en sciences sociales et professeur de sociologie

(1979)

Sociologie politique
de la *question nationale*

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Jacques Mascotto et Pierre-Yves Soucy

Sociologie politique de la question nationale.

Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 181 pp.
Collection : Recherches et documents.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

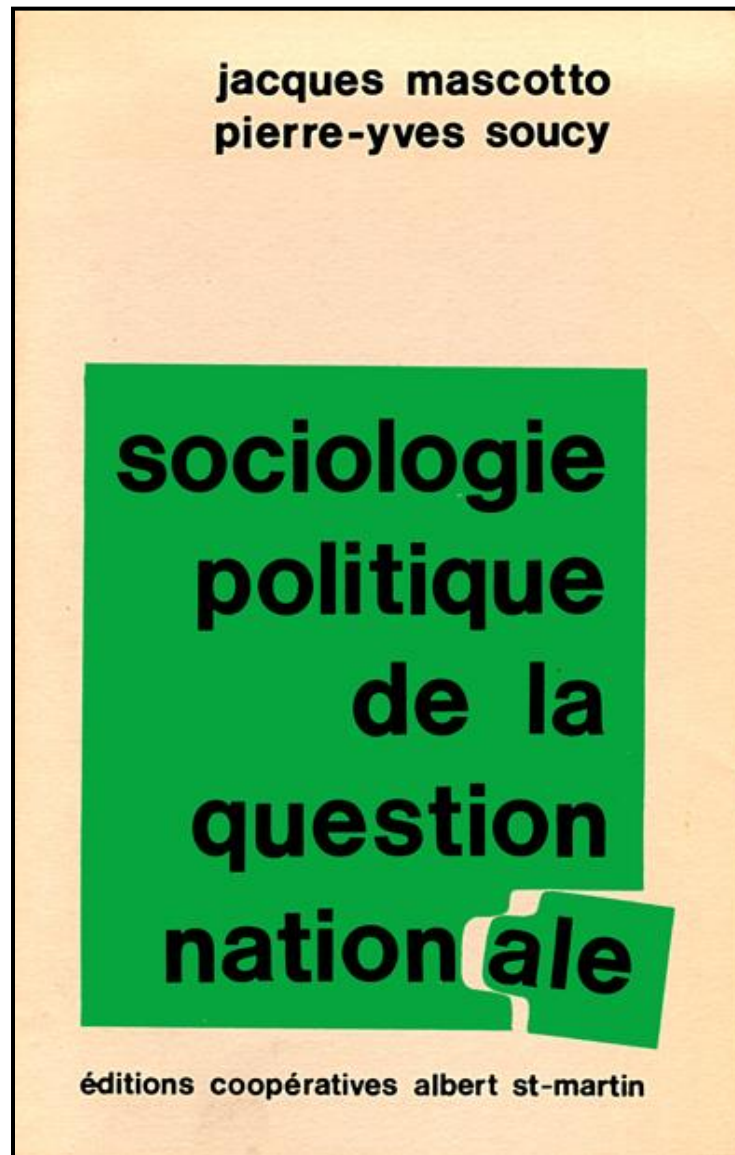
Édition numérique réalisée le 27 novembre 2020 à Chicoutimi, Québec.



Jacques MASCOTTO et Pierre-Yves SOUCY

Respectivement sociologue, département de sociologie, UQÀM
et Docteur en sciences sociales et professeur de sociologie

Sociologie politique de la question nationale.



Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 181 pp.
Collection : Recherches et documents.

**Sociologie politique
de la question nationale**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

La vitalité des mouvements nationaux contemporains, la reviviscence des luttes d'émancipation culturelle, les revendications linguistiques sur les lieux de travail, dans l'ensemble des rapports sociaux, ne confluent-elles pas à cette question : les classes et la nation, la conscience de classe et la conscience nationale sont-elles, peuvent-elles être des réalités séparées, disjointes ?

Les auteurs analysent ici des problèmes cruciaux tels que les rapports entre les États-nation et l'unité du marché mondial, la crise idéologique et territoriale de ces États, la stratégie des multinationales et le néo-colonialisme, la division culturelle du travail, la stratification poussée des sociétés industrielles. À partir d'un cas précis, le Québec, ils explorent les mécanismes d'intégration socio-culturelle et de mobilisation politique à l'intérieur d'une nation dominée et étudient le développement historique des syndicats dans leur perspective nationalitaire, c'est à dire en prenant la question nationale comme cadre de référence analytique et terrain des enjeux politiques.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[181]

Sociologie politique de la question nationale

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#) [5]

[Introduction](#) [7]

1^{ère} partie.

[LA QUESTION NATIONALE TOUT AZIMUT](#) [15]

1. [La question de l'impérialisme et de l'hégémonie](#) [23]
2. [L'impérialisme, les multinationales et l'État](#) [29]
3. [Le néo-colonialisme, l'État et la question nationale](#) [35]
4. [Formation sociale, nation et État](#) [41]
5. [Les nationalités et la crise de l'État](#) [49]
6. [Conclusions et perspectives](#) [55]

2^{ième} partie.

[LE CANADA ET LE QUÉBEC :
SUR L'AU-DELÀ D'UNE QUESTION LINGUISTIQUE](#) [57]

7. [L'état canadien et les dispositifs de l'oppression nationale](#) [63]
8. [Les formes et les manifestations de l'oppression nationale](#) [71]
9. [Les classes, l'État et la question nationale](#) [85]
10. [Mouvement ouvrier et question nationale au Québec](#) [95]

3^{ième} partie.

[LA NATION :
LIEU ET ENJEU DE L'HÉGÉMONIE](#) [125]

[CONCLUSION](#) [145]

[NOTES](#) [153]

[BIBLIOGRAPHIE](#) [171]

[5]

Sociologie politique de la question nationale

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Ce texte était à l'origine adressé au public des îles britanniques qui y peut trouver — du moins l'espérons-nous — une réponse délibérément passionnée et opiniâtre aux propos commis l'an dernier par l'historien anglais Eric J. Hobsbawm dans une tentative aussi vaine que futile de voler au secours de l'État-nation colonisateur et centralisateur.¹

À mesure que nous progressions dans notre réplique, nous ressentions le besoin et la nécessité d'approfondir et éclaircir les problèmes sociaux, idéologiques et politiques de la formation nationale québécoise. Nous dûmes alors recourir à certaines précisions et explications qui peuvent paraître superfétatoires ou inutiles à un public québécois.

Néanmoins, notre passion d'un Québec indépendant que les derniers développements politiques et constitutionnels, que les réalités nationales, ne manquèrent pas de nourrir et qui contribuèrent même à la stimuler davantage, nous poussèrent à prendre des positions plus claires et à définir des alternatives précises. C'est pourquoi ce qui devait être une réponse d'une soixantaine de pages à l'auteur britannique devint

¹ Hobsbawm, Eric ; "Some reflections on 'The Break-up of Britain'", in "New Left Review", no 105 (sept. oct. 1977) pp. 3-23.

une sociologie politique de la question nationale à la lumière de la conscience nationale existant au Québec. C'est pourquoi le présent travail dépasse les intentions premières de donner au public des îles britanniques quelques clés pour l'analyse de la question nationale au Québec, pour intervenir le plus directement possible dans les débats actuels qui sont les prodromes d'une intensification prochaine de la lutte idéologique et politique.

Dans cette entreprise nous fûmes encouragés et aidés par notre ami Tom Nairn du Scottish International Institute et aidé par Louis Le Borgne et Yves Bélanger à qui il nous fait plaisir d'adresser nos remerciements les plus sincères. En outre nous avons trouvé auprès des adhérents du Centre de formation populaire un échange d'idées plus que stimulant. Il nous reste enfin à remercier vivement Mlles Franc@ Saint Gelais et France Riendeau du département de science politique et Mlles Johanne Faucher et Suzanne Duchesnes du département de sociologie à l'UQAM. Ainsi que Charles Halary pour l'aide qu'il nous a apportée pour la mise en forme de notre manuscrit.

[6]

[7]

Sociologie politique de la question nationale

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Le travail que nous présentons ici a été sollicité par l'empressement dont le célèbre auteur marxiste, Eric J. Hobsbawm, a fait preuve dans une entreprise, qui disons-le avoue à peine son but et dissimule mal l'idéologie et les intérêts politiques dont elle se réclame, de dénigrement systématique et de marginalisation à tout crin de la question nationale. Dans notre réponse, concédons à Eric Hobsbawm qu'elle déborde quelques fois le cadre d'analyse et la thématique qu'il nous a proposés, nous avons voulu indiquer et, peut-être, expliquer la carence et certaines lacunes de la théorie marxiste (kautskyste-léniniste) en matière de question nationale. Du moins désignons-nous une longue tradition imprégnée de déterminisme économique, de volontarisme érigé en méthode, d'objectivisme investi de messianisme et d'utopie, qui débouche dans la plupart des cas, sur l'opportunisme politique.

Cependant, notre but n'est pas de présenter un bilan négatif ou de faire ressortir les apories du discours marxiste — plus généralement révolutionnaire — sur la question nationale, mais de situer les enjeux d'une période que des auteurs avisés et perspicaces caractérisent comme celle de l'urgence des changements constitutionnels, des remaniements administratifs, des transferts et délégations de pouvoir législatif. Il s'agit, en d'autres termes, de la période de la crise territoriale de l'État, des possibilités de désintégration politique de l'État-nation qui exigent des réponses appropriées, des actes d'anticipation, une volonté de négociation, de la part des classes dominantes, face à "la prolifération

[8] des mouvements nationaux" qui menacent l'équilibre constitutionnel et l'intégrité politique de l'État ².

La période actuelle est aussi celle de l'incompatibilité entre le développement économique et l'extension ou le maintien de la démocratie que les classes dominantes voudraient pallier en renforçant les mécanismes de contrôle politique et judiciaire sur les organisations syndicales, en s'efforçant d'atomiser et fragmenter les classes populaires et dépolitiser les revendications des salariés ³. La présente période se caractérise par la crise tant au niveau économique que politique, culturel et idéologique ; cela signifie aussi — et c'est la conséquence de toute crise du système capitaliste — que le front des classes exploitées et subordonnées se trouve désuni, subit l'émergence de nouvelles divisions et l'apparition d'anciennes : entre les travailleurs des grandes compagnies et ceux qui ont un travail précaire, mal rémunéré ou dont l'entreprise est en faillite, entre ceux qui ont un emploi et les chômeurs, entre les hommes (généralement ceux qui travaillent), les femmes et les étudiants (ceux qui sont le plus atteints par le chômage), entre les salariés du secteur public et ceux du secteur privé, etc. ...

Ajoutons également la compétition entre les salariés des différents pays qu'encouragent ou légitiment les politiques réformistes des directions politiques alignées sur les mesures d'austérité, de protectionnisme ou sur les "priorités à l'exportation" qui visent à

² cf. Anthony Birch ; "Political Integration and Desintegration in the British Isles". Londres, George Allen & Unwin, 1977.

- Antoine Maurice ; "L'attitude de Versailles. Du bruit que l'on n'écoute pas", in "Le Journal de Genève", 28 juin 1978 ; le journaliste, réagissant à l'attentat de Versailles commis par des Bretons, annonce le développement et la radicalisation du "problème régional" dans le contexte bien français de l'insistance de la répression étatique et de l'excès de centralisation.

- Piero Sompieri, "L'enjeu de l'élection présidentielle : l'avenir du compromis historique", in "Le Nouveau Journal", 29 juin 1978 ; le journaliste situe l'enjeu de la dernière élection présidentielle italienne dans le cadre d'"une sérieuse crise dans les rapports entre le corps électoral et les partis politiques" qui révèlent les succès électoraux du parti d'Union valdotaine qui a doublé ses gains (24.7 q/b) aux dépens du P.C.I. (19.5%) et de la D.C. (21.2%) et du "parti local" qui a obtenu 25.8% des suffrages à Trieste.

³ cf. "An interview with Lucio Magri", in "Socialist Revolution" no 36, 1977, p. 114 et p. 129.

maintenir un certain niveau d'emploi dans un pays au détriment des classes travailleuses dans un autre ⁴.

C'est dans un tel contexte que des personnes comme Hobsbawm (qu'il se rassure, tous les "marxistes" et autres déificateurs de l'État et adulateur du statu quo politique tiennent le même langage que lui) jugent bon de nous avertir que l'indépendance, les luttes d'émancipation nationales divisent la classe ouvrière, "le prolétariat". Nous voudrions montrer dans le présent ouvrage que la division ne se détermine pas, ne se découvre pas a priori, qu'elle n'émane pas de vertus dilatoires intrinsèques de l'indépendance nationale, qu'elle n'est pas le fait de l'emprise idéologique bourgeoise et ne traduit pas simplement une volonté politique si manichéenne soit-elle ⁵. D'ailleurs, précisons tout de suite que personne — même pas le virtuose Hobsbawm — ne nous a démontré en quoi et pourquoi l'indépendance nationale divisait-elle les classes exploitées. L'obsession de la division dénote dans de nombreux cas une bien curieuse manie de la centralisation de la suppression des différences, de la spontanéité et de l'originalité qui passe par une recherche ascétique de l'unité et révèle un conservatisme rigoureux en matière de culture.

L'oppression nationale opère une division, non seulement de la classe ouvrière, mais de tous les salariés et même des non-salariés qui vivent, [9] subissent, ressentent les effets morbides de l'oppression nationale ; l'indépendance nationale est la condition nécessaire pour dépasser cette division. À vouloir tout unir, tout amalgamer, on aplanit, on nivelle, on supprime les différences, tant au niveau culturel que psychique, qui sont une des sources d'énergie de l'activité (politique) humaine. La politique — faut-il le rappeler à Hobsbawm — ne se fait pas avec des images, des modèles, des archanges du passé, des demi-dieux (le prolétariat et le Grand Parti, Lénine et les autres) des constructions théoriques et imaginaires (la division et son semblable, l'unité) et encore moins avec des acteurs en série comme un peuple de santons tous identiques à eux-mêmes, mais avec des individus en chair

⁴ cf. Ernest Mandel, "The capitalist crisis and the working-class solution" in "Intercontinental Press Imprecor", vol. 16, no 46, 1978.

⁵ cf. Conrad Lagueux, "L'unité du Prolétariat Québécois et Canadien" Ronéoté, Montréal, 1977.

et en os, qui n'ont pas les mêmes habitudes et les mêmes manières, les mêmes idéaux que notre british auteur.

Enfin, quand on voit comment les partis communistes opèrent, soit au Portugal ou en Espagne, soit en France ou en Italie, c'est-à-dire en subordonnant toute action de classe à la stratégie de contenir les partis socialistes, d'empêcher la "contamination social-démocrate" de la classe ouvrière, c'est-à-dire en subordonnant toute lutte anti-capitaliste à l'infiltration des appareils d'États et à la pénétration de la société civile, on comprend fort bien pourquoi ils ont un intérêt essentiel à préserver les anciens cadres étatiques de la domination et de l'exploitation. Toute lutte d'émancipation nationale s'inscrit contre la stratégie globale des P.C. qui, à l'instar du parti de Santiago Carrillo, parce qu'ils n'arrivent plus ou pas à contrôler l'initiative des classes populaires, monnaient avec les classes dominantes leur participation à la lutte idéologique et politique. Aux uns quelques places dans les conseils d'université, les associations "nationales" de sociologie (par exemple), les institutions locales ou régionales, les média, etc. ... ; aux autres l'intégrité territoriale et idéologique de l'État. Tout cela, à la limite, ne serait pas tragique si leurs nouveaux postes ne servaient pas à étouffer, supprimer davantage les revendications et les initiatives des classes populaires, des mouvements nationalitaires et féministes.

On voit donc que toute position sur la question nationale met en scène de nombreux enjeux théoriques et politiques. Le lecteur comprendra donc que la présente réponse à E.J. Hobsbawm s'insère dans un ensemble de problèmes concernant les caractéristiques de l'impérialisme contemporain, le rôle de l'État, les mouvements nationaux en général et la question nationale au Canada et au Québec en particulier ; c'est pourquoi nous avons tenté de présenter l'esquisse d'une économie politique de la question nationale dont la complexité organique n'a jamais suscité autant de débats qu'aujourd'hui.

Cette complexité exige des concepts fusionnés, une analyse interdisciplinaire des faits sociaux et une approche globale de la crise actuelle [10] du système capitaliste ; c'est pourquoi la question nationale ne doit pas être identifiée au nationalisme ou à une forme idéologique quelconque comme le fait E.J. Hobsbawm avec tant de facilité et de désinvolture.

On devinera vite que si la nation est une construction idéologique, celle-ci ne peut être que bourgeoise, qu'une condition de l'accès de la bourgeoisie au pouvoir, qu'un stratagème et une manipulation de sa part pour contenir et subjuguier les classes laborieuses. À regarder de plus près, cette démarche procède du raisonnement circulaire suivant : la nation se révèle une création de la bourgeoisie ; le nationalisme est bourgeois parce qu'il est une idéologie, en tant qu'idéologie il ne peut se révéler que bourgeois.

Mais E.J. Hobsbawm objectera qu'il "reconnait" et prend en considération la nation comme tout bon marxiste English and British qui se respecte (tout comme G. Marchais qui crie, à qui veut l'entendre, qu'il n'y a pas de plus fidèles héritiers de Jeanne d'Arc que les "communistes français"). Non seulement ce type de discours appréhende la nation comme cadre géographique ou territorial, c'est-à-dire comme cadre étatique d'un pouvoir de classe et donc comme structure idéologique des classes dominantes mais suppose résolue la question nationale et définitif, sans appel, le statut de minorité qu'assigne l'État aux diverses nations qui ont été avalées, colonisées, absorbées, intégrées par et dans ledit État. Désigner le nationalisme comme idéologie bourgeoise signifie tout simplement reproduire le discours idéologique de l'adversaire, de l'Autre qui domine, assujettit, subjuge et subordonne ; réduire la nation à l'idéologie nationale, à l'État-nation, c'est capituler devant le discours des classes dominantes, c'est leur reconnaître un droit exclusif (et pourtant usurpé), un monopole dans et de la question nationale ; cela revient, en définitive, à leur abandonner le terrain de l'offensive, à abdiquer dans la lutte idéologique qui, on ne sait trop pourquoi, ne serait que l'apanage des classes dominantes. Au réductionnisme de la nation fait écho le culte de l'État.

Nous avons abordé dans cet ouvrage le problème de la stratification sociale et celui de la division internationale du travail qui lui est hé, pour pouvoir examiner les rapports entre les classes et la nation, entre les classes et l'État et donc dégager une analyse des formes évolutives de conscience sociale possible et une théorie de la conscience nationale à notre époque. Aussi notre polémique avec E.J. Hobsbawm a-t-elle été l'occasion de critiquer la conception assez répandue qu'il ne peut y avoir qu'une seule forme, qu'un seul parcours, qu'un seul ensemble de déterminations sociales de la conscience de classe. Les "classes" étant

toujours là, disponibles, le sujet révolutionnaire étant déjà désigné, prêt à surgir et à transcender le mouvement historique et la conscience [11] existante, il est évident que la nation se trouve reléguée au second plan et confinée dans le pratico-utilitaire, le domaine fonctionnel de la tactique et dans l'espace réduit de la conjoncture.

Si la nation est un phénomène historique, c'est donc que son contenu et sa structure changent dans le temps et dans l'espace, en fonction de besoins sociaux et politiques particuliers, selon les exigences de la praxis humaine et en rapport avec le développement du système capitaliste. Dans notre analyse de l'évolution de la question nationale dans les pays de la "périphérie" et dans celle ces changements structurels intervenus au sein de la formation sociale québécoise, nous avons voulu mettre l'accent sur les rapports nouveaux qui se sont instaurés entre les classes populaires et la nation, entre le combat quotidien pour des intérêts immédiats et les luttes d'émancipation nationale, entre le renforcement structurel des classes laborieuses et la conscience nationale, entre la crise de domination de l'État et la crise d'hégémonie de l'État-nation.

Nous avons intitulé le présent ouvrage : "*Sociologie politique de la question nationale*" ; certes cela dénote une certaine audace et une prétention que, du reste, nous ne cachons pas ; mais en fait, par ce titre, nous voulons suggérer qu'il est grand temps d'élaborer une théorie de la nation qui ne soit pas une pâle copie de la curieuse copie léninienne de la quelque peu malheureuse copie engelsienne de la nation jacobine qui, au moins, correspondait aux exigences d'une classe particulière à une époque bien déterminée. Marx a critiqué cette conception "achevée", "définitive" de l'économie politique sous le règne de la bourgeoisie ; pourquoi les penseurs qui se disent "marxistes", comme E.J. Hobsbawm pour ne citer que lui, adoptent-ils une vision arrêtée, statique de la nation ? Pourquoi requièrent-ils une ontologie historique privée de son historicité ?

À la base de notre analyse de la question nationale se trouve une périodisation du colonialisme et de l'impérialisme.

E.J. Hobsbawm se réclame avec insistance de la pensée de Lénine en cette matière et la formule du Droit à l'autodétermination nationale lui semble tout à fait indiquée pour mettre un terme à ses inquiétudes et à ses interrogations sur le visage fugace et la force tenace du

nationalisme. En fait cette formule de Lénine a connu un certain succès dans la révolution d'Octobre grâce aux erreurs de ses adversaires politiques, grâce aux exactions commises par les Généraux Blancs contre les nationalités non-russes et aussi grâce à une certaine démagogie et à des promesses vagues, générales, qu'elle contenait. Que les destinées de l'État soviétique se fussent accomplies contre l'indépendance des nations non-russes, que celles-ci eussent résisté au pouvoir des Bolchéviks, que l'Armée Rouge eût dû envahir la Géorgie et arraché le fruit [12] de leurs récoltes aux paysans ukrainiens, cela ne gêne en rien le candide auteur britannique et ne jette aucune ombre sur les vertus théoriques intrinsèques de la formule qu'il a adoptée.

La conception de Lénine que les mouvements nationaux devaient être utilisés par le parti révolutionnaire et considérés comme des alliés conjoncturels de la révolution prolétarienne émane d'un découpage historique précis et d'une analyse particulière de l'impérialisme qui, pour le chef bolchévique, était porteur de guerres et de rivalités interimpérialistes issues des crises de surproduction du capitalisme et, corollairement, des luttes acharnées entreprises par les diverses bourgeoisies nationales pour s'accaparer des débouchés sur le marché mondial. Dans ce contexte la formule démocratique du droit à l'autodétermination nationale révèle une analyse pertinente et perspicace de l'importance des tensions nationales et du bassin potentiel d'agitations politiques qu'elles contribuent à créer. L'erreur de Lénine sera de considérer la nation comme un facteur de la politique et non comme un ensemble où se concentrent des contradictions, les mouvements nationaux comme des ingrédients de la tactique militaro-politique et non comme des sujets révolutionnaires.

Aujourd'hui, même la pertinence tactique de la formule ne tient plus parce que la période historique a changé. La question nationale n'est pas tant déterminée par les conflits entre États et entre bourgeoisies nationales et une crise de surproduction, qui nécessite un partage belligère du monde, que par la concentration du capital et la décentralisation de la production qui viennent contrecarrer la baisse du taux de profit. La présente période se caractérise par une intégration poussée du marché mondial et une politique des classes dominantes

visant à renforcer l'unité du marché⁶. La décentralisation de la production que permet, entre autres, la diffusion de nouvelles techniques de production et d'information, nourrit le mouvement de massification et d'extension du travail et en même temps perturbe l'unité de l'État national. D'un côté on assiste à un renforcement structurel des classes laborieuses, de l'autre à une lutte que se livrent les fractions avancées et arriérées du capital pour réduire ou augmenter les interventions de l'État, les fractions fermement intégrées au marché mondial poursuivant une politique inflationniste, les autres menacées par la concurrence internationale exigeant une politique déflationniste créatrice d'emplois.

Cette compétition au niveau de l'État écrit Arrighi, participe d'une course que se livrent les différentes fractions du capital pour intégrer les "classes moyennes" et la classe ouvrière, afin de renforcer leurs positions politiques au sein de l'État. Cette bataille pour l'hégémonie contribue à diviser les classes laborieuses et affaiblit leurs capacités organisationnelles. C'est pourquoi le renforcement du travail sur plan [13] structurel n'implique pas forcément une amélioration qualitative correspondante sur le plan politique. La résistance quotidienne des classes laborieuses face à l'inflation, au chômage, aux attaques judiciaires ne témoigne pas toujours d'une croissance de la conscience politique.

Nous voyons dans les revendications nationales, dans une période de renforcement structurel du travail, la possibilité d'enrayer les jeux d'hégémonie des classes dominantes, d'unir les classes populaires et de contester le monopole idéologique de la bourgeoisie ou de partis populistes liés à un projet bourgeois de société en matière de question nationale. Aussi avons-nous consacré les deuxième et troisième parties de cet ouvrage à l'analyse des rapports entre la lutte nationale et les mouvements ouvrier et populaire au Québec qui sont indicateurs de la dynamique globale, des promesses et des riches potentialités de la réviviscence des mouvements nationaux dans les pays industriels développés.

⁶ cf. Giovanni Arrighi, "Towards a theory of capitalist crisis" in "New Left Review", no 111, 1978.

[14]

[15]

Sociologie politique de la question nationale

Première partie

LA QUESTION NATIONALE TOUT AZIMUT

[Retour à la table des matières](#)

[16]

[17]

Eric Hobsbawm, dans sa réponse à Tom Nairn, se propose d'apprécier d'un point de vue "réaliste" pragmatique, "concret" les tendances et le caractère du nationalisme à notre époque. Pour ce faire, il part, correctement à notre avis, de la forme et des fonctions changeantes du nationalisme, en soulignant par la suite l'importance de la nouvelle division internationale du travail, du rôle nouveau de l'État et de la signification nouvelle de ce qu'on appelle couramment "la viabilité économique" des États. Malheureusement notre accord avec E. Hobsbawm s'arrête et se confine à ces prémisses générales.

La méthode employée déroge absolument des principes énoncés plus haut. En effet notre célèbre auteur s'est empressé de placer de nombreux garde-fou à sa constatation que le nationalisme prend des formes nouvelles, dans l'espace et dans le temps. Nous avons ainsi droit au discours logomachique habituel.

- 1) "Les nationalistes par définition" (c'est nous qui soulignons) subordonnent tout à leur nation ⁷ ;
2. "Les marxistes en tant que tels ne sont pas nationalistes" ⁸ ;
3. Eric Hobsbawm parle des "nationalistes" qu'il oppose aux marxistes ; mais qui sont-ils ? Les nationalistes aujourd'hui (où ? dans quel pays ?) sont-ils les mêmes que ceux d'hier ?
- 4) E. Hobsbawm réduit le nationalisme aux partis petit-bourgeois et bourgeois (il cite d'ailleurs le SNP, le Plaid Cymru, il aurait pu citer le P.Q.) puisqu'auparavant il a cru qu'il était de bon aloi de vouloir faire passer un "test" aux marxistes et le produit de ce

⁷ Eric Hobsbawm, art. cit, p. 9.

⁸ Ibidem.

"test" est que là où il y a des nationalistes il ne peut y avoir, a priori, par définition, de marxistes. Cette réduction n'est rendue théoriquement possible que parce qu'Hobsbawm associe le nationalisme d'une classe à celui d'une autre et surtout parce qu'il confond l'idéologie nationaliste bourgeoise avec une conscience nationale objective.

5. E. Hobsbawm, après avoir parlé des formes nouvelles et changeantes du nationalisme, nous invite à un retour aux positions "pragmatiques" de Marx afin que les marxistes "en tant que tels" puissent venir aux termes avec le nationalisme. Le retour au pragmatique Marx passe par un détour au non moins pragmatique Lénine en arborant la formule du droit des peuples à l'autodétermination. Autrement dit on nous déclare qu'aucune théorie marxiste n'est possible en ce domaine. C'est peut-être vrai dans un certain corpus théorique, cela ne signifie pas cependant qu'aucune théorie critique et révolutionnaire en soit possible, à moins d'identifier Marx à Saint-Thomas.
- 6) Enfin le nationalisme nous est présenté non comme le recours de masses exploitées, dont la lutte nationale plonge ses racines dans [18] une lutte auto-défensive, contre une situation d'infériorité (sociale, économique et culturelle) imposée mais plutôt comme une idéologie bourgeoise, une manipulation du capitalisme et de ses agents ; non comme un fait objectif, une contradiction dans le développement du capitalisme, un terrain où s'organisent les alliances de classes, un lieu qui est un enjeu de la lutte des classes dans laquelle les masses exploitées ont des intérêts évidents mais comme un "séparatisme"⁹ opposé au socialisme et au marxisme.

⁹ Il est évident que le vocable "séparatisme" est souvent teinté d'une menace péjorative et sous la plume de notre auteur, il véhicule de vagues références à l'obscurantisme ou peut-être au mouvement "fedai" qui signifie en persan "dévoué", "sacrifié".

La méthode qui vient servir un tel discours est pour le moins étonnante. Le lecteur est convié à un vaste circuit touristique où défilent paysages variés, formations sociales différenciées etc. ... nous ne suivrons Hobsbawm dans cette dérive des continents à la Jules Verne que pour un temps et seulement pour en montrer le caractère fallacieux et trompeur. La baguette magique d'Hobsbawm transforme les Ecossais en sionistes, les militants syndicaux, les révolutionnaires, en nationalistes bourgeois, les luttes révolutionnaires en Angola, au Mozambique, en Afrique du Sud en de vulgaires luttes pour des républiques de bananes.

Pour E. Hobsbawm le nationalisme aujourd'hui c'est à dire le séparatisme fait partie de la stratégie des multinationales qui accouple balkanisation et néo-colonialisme dans le but d'affaiblir les capitalistes rivaux. Si l'on embarquait dans la même logique qu'Hobsbawm, on inviterait le lecteur à entreprendre un tour de piste mondial avec d'autres œillères. Et l'on ne manquerait pas de se poser les questions suivantes : E. Hobsbawm peut-il dire avec certitude que les USA favorisent l'indépendance des nations de la corne de l'Afrique ? Les USA subventionnent-ils les mouvements de libération dans le golfe persique ou bien le Chah d'Iran ? Les USA sont-ils pleinement disposés à entreprendre le démembrement de l'Afrique du Sud ? Les gouvernements impérialistes vont-ils risquer la séparation du Shaba ? Les USA sont-ils disposés à ne pas intervenir dans les affaires intérieures du Québec afin de faciliter son indépendance nationale ?

D'une façon générale même si l'impérialisme dans certaines conditions politiques se montre "favorable" à une indépendance nationale, c'est pour briser une lutte authentique et révolutionnaire de libération nationale.

Si les multinationales et a fortiori le gouvernement des USA, encouragent toujours, en n'importe quelles circonstances, le "séparatisme", pourquoi Joseph Sisco du secrétariat d'État aux Affaires du Proche Orient envoya en 1970 à la CIA un mémoire secret sur la question Kurde qui disait entre autres : "Les USA n'appuient pas le concept d'une entité autonome. Ainsi nous ne voulons pas être entraînés, même indirectement, dans des opérations qui auraient pour effet de prolonger [19] l'insurrection, encourageant par là les aspirations séparatistes et offrant peut être à l'Union soviétique une occasion pour

créer des difficultés à l'Iran et au Pakistan" ¹⁰. Un autre accord secret avec la CIA concernait la livraison d'armes à l'Iran pour que ce pays puisse assurer "la sécurité" et la "stabilité" du golfe persique : "L'Iran avait besoin d'une armée et d'une aviation modernes pour résister aux mouvements rebelles radicaux dans la Péninsule Arabe — à Amman par exemple" ¹¹.

En ce qui concerne la livraison d'armes aux Kurdes, Szulc nous rappelle qu'elles furent extrêmement réduites, dans le but unique d'affaiblir l'Iraq et non d'encourager la formation d'un État Kurde indépendant. La question Kurde révèle trois choses : la crédulité et la faiblesse du mouvement de Barzani, la lutte de l'impérialisme et du subimpérialisme contre ce mouvement d'émancipation nationale et le sort tragique de Kurdes balancés au gré du vent entre les intérêts des USA et de l'URSS (qui dans l'analyse d'Hobsbawm est merveilleusement absente).

Par ailleurs Moscou et Washington se gardent bien de vouloir fomenter des séparations en Iran où la question Kurde d'une part viendrait menacer la stabilité internationale ou régionale et poserait la question des Kurdes d'URSS et où la question religieuse d'autre part ne manquerait pas d'avoir des répercussions dans les nations musulmanes de l'URSS.

Si on poursuivait le raisonnement de notre auteur, on ne manquerait pas de s'interroger sur l'attitude des USA envers l'Europe de l'Est (en particulier la doctrine Sonnenfeldt ¹²) qui est loin de fomenter des séparatismes dans cette partie du globe. C'est plutôt l'URSS qui manipule la question des Hongrois de Transylvanie, des Macédoniens et des Albanais en Yougoslavie, dans le but d'affaiblir tel ou tel mouvement d'indépendance nationale.

Cette manipulation est une constante des relations entre l'URSS et les bureaucraties inféodées des pays d'Europe de l'Est, elle sert d'avertissement à ces bureaucraties ou plus précisément à certains de

¹⁰ Cité par Tad Szulc, "The Illusion of Peace : Foreign Policy in the Nixon Years", New York, the Viking Press, 1978, p. 584.

¹¹ Tad Szulc, *Ibid.*, p. 585.

¹² Doctrine qui prône le statu quo politique en Europe de l'Est selon une conception de l'équilibre des forces et des puissances et qui trouve sa source dans la "coexistence pacifique".

leurs membres qui montreraient des velléités d'autonomie sous l'influence des tendances centrifuges nationales. Elle résulte d'un découpage arbitraire des zones géographiques et ethniques de ces pays après la deuxième guerre mondiale qui avait pour but explicite de diviser et d'opposer les pays devenus satellites de l'URSS. À l'heure actuelle, il est clair que la bureaucratie du Kremlin cherche à opposer les aspirations nationales des slovaques au mouvement démocratique tchèque et à rappeler à Ceaucescu que son "roumanisme" repose sur l'oppression des Hongrois de Transylvanie. Toutefois la question nationale est un détonateur trop puissant en URSS et en Europe de l'Est pour que les U.S.A. négligent cet aspect de la question. Mais en aucun cas cette [20] éventualité ôte le droit, la légitimité et la possibilité, de l'Ukraine, des pays baltes, de la Géorgie, de la Pologne, du pays Tchèque et de la Slovaquie etc. ... de lutter pour leur indépendance nationale. À ce point de vue les accords d'Helsinki consacrent bel et bien le statut quo international, la stabilité des frontières de l'Europe de l'Est. L'Europe dont il s'agit est celle des États constitués et le droit des minorités nationales et des nationalités opprimées ne reste que lettre morte ou bien ne constitue qu'un tremplin supplémentaire de l'impérialisme contre l'URSS. Il est bien sûr évident que cette opposition aux États constitués doit être absolument associée à un projet démocratique, authentiquement décentralisateur et révolutionnaire. Mais dans ce cas cette pénétration de l'impérialisme s'organise par les forces du marché (l'unité mondiale du marché, la supériorité technologique des pays capitalistes) et non par une intention de favoriser des tendances centrifuges qui risqueraient de déstabiliser l'unité du marché et qui enclencheraient un processus de révolution politique en Europe de l'Est. Dans les pays industrialisés c'est le statu quo qui apparaît comme la stratégie politique de l'impérialisme correspondant ainsi aux tentatives des USA de formuler un ordre international économique sur la base de l'impérialisme informel (jeu du marché). Dans ce cadre la crise de l'État-nation, qui représente à notre avis un des traits principaux de l'impérialisme contemporain, concentre une série de contradictions structurelles, confère aux questions nationales un tempo et une place nouveaux dans le processus global de la lutte des classes. Qu'il s'agisse de l'unité de l'Allemagne, des contradictions nationales qui lézardent la structure multinationale et l'édifice bureaucratique de l'URSS ou bien des nationalismes basque ou catalan, il est clair que les USA et l'URSS ont intérêt au statu quo

géopolitique dans cette partie du monde. Ceci nous amène du reste à mettre en doute la méthode analytique et les arguments d'Hobsbawm, qui ne fait aucune distinction entre la place qu'occupe la question nationale dans les pays du centre, à l'intérieur du bloc soviétique et la place qu'elle occupe dans les pays de la périphérie. À ce point de vue la méthode qui consiste à comparer la question nationale dans les îles britanniques (l'Écosse en particulier) et les indépendances africaines des années 1960 n'a aucun fondement théorique. Ceci est d'autant plus évident que la place structurelle et la dynamique sociale de la question nationale dans les pays de la périphérie aujourd'hui sont radicalement différentes. La grande faiblesse de la réponse d'Hobsbawm tient à ce qu'elle n'offre aucune analyse des périodes historiques de l'impérialisme et à ce qu'elle reste fixée à une conception figée, statique des composantes sociales, politiques et culturelles de la lutte des classes. Le référendum sur l'indépendance que les USA ont récemment accordé à Porto Rico ne contredit nullement nos hypothèses sur la crise de l'État [21] national révolutionnaire portoricain de la place qu'occupent les travailleurs de l'Île au sein de l'économie américaine et de l'évolution des rapports avec Cuba. Le problème qui se pose aujourd'hui à Porto Rico, du point de vue de l'orientation de l'indépendance, est d'une certaine manière le même que celui auquel se trouve confronté le mouvement ouvrier au Québec : quel est le type d'indépendance ? quelles forces sociales en assurent la direction ? quel projet de société" quelle forme d'alliances de classes ?

Bien entendu Porto Rico n'est pas le Québec puisque nous avons à faire à une formation sociale située à la périphérie, ce qui sous-entend que les rapports entre l'oppression nationale et la structure sociale sont différents comme est différente la place de Porto Rico dans le système économique et politique mondial.

Il est probable qu'aujourd'hui, du point de vue des gouvernements capitalistes, la reconnaissance de l'existence de nations, de minorités nationales, l'acceptation théorique de leurs droits, ne constituent plus des obstacles à leur discours idéologique. Les questions qui entrent dans la stratégie des gouvernements sont plutôt : Comment éviter l'éclatement des États-nation du centre et partant, de l'unité mondiale de la production capitaliste ? Comment contrôler les mouvements nationaux à la périphérie, comment les diviser ou comment les écraser ?

Comment empêcher que les revendications nationales deviennent le tremplin ou le levier d'une radicalisation socialiste soit au centre, soit à la périphérie ?

[22]

[23]

Sociologie politique de la question nationale

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 1

LA QUESTION DE L'IMPÉRIALISME ET DE L'HÉGÉMONIE

[Retour à la table des matières](#)

Eric Hobsbawm fait référence à Marx et Lénine en soulignant que "l'attitude pratique des Marxistes envers les problèmes politiques concrets soulevés par la "question nationale" requiert à peine d'être modifiée" ¹³.

Ajoutons néanmoins que la parenté idéologique avec Kautsky n'est pas négligeable ici, même si Hobsbawm la passe sous silence.

En affirmant cela notre auteur ne se soucie pas d'appréhender le caractère différent de la période dans laquelle écrivaient Marx et Lénine et surtout ne se préoccupe guère de mettre en évidence en quoi consiste exactement l'apport de Lénine qui distinguait lui-même la période dans laquelle il écrivait de celle dans laquelle Marx avait vécu à partir de la célèbre distinction entre capitalisme "ascendant" et capitalisme "pourrissant". Précisons tout de suite que cet apport est bien situé historiquement. "La perception fondamentale de Lénine fut précisément de souligner la tendance de l'impérialisme à engendrer des mouvements de libération nationale, et que cette tendance constituait la

¹³ Eric Hobsbawm, art. cit. p. 21.

limite, au niveau des relations internationales, de l'impérialisme de son époque" ¹⁴.

L'analyse de Lénine sera confirmée par les évènements qui aboutiront [24] à la deuxième guerre mondiale. Lénine saisit donc la guerre et l'impérialisme comme catégories historiques concrètes, en tant que la guerre constituait selon lui, une étape inéluctable du capitalisme et qu'elle allait accélérer la révolution en exacerbant la crise de l'État capitaliste. L'analyse de Lénine était à la fois conjoncturelle et théorique en tant que celui-ci cherchait à définir une période, à ouvrir une perspective historique pour déterminer le type et le caractère de la lutte du prolétariat à l'époque de l'impérialisme ¹⁵. La méthode adoptée consistait non à cueillir des éléments épars, à rassembler des catégories abstraites mais à tenir compte de toutes les tendances présentes au sein d'une situation spécifique ¹⁶.

De ce point de vue soit Eric Hobsbawm suit la même méthode que Lénine et alors on en déduit que pour lui le caractère général de la période contemporaine se réduit à la manipulation du "séparatisme" et du "néo-colonialisme" par les multinationales ou soit Hobsbawm ne suit pas la méthode de Lénine — dont il se réclame en pêchant des facteurs isolés, des moments séparés dans le processus global de la lutte des classes. En effet pour analyser, pour appréhender les tendances historiques qui se dégagent d'une situation concrète, objective, Lénine faisait remarquer qu'"il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou des données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout l'ensemble des données sur les fondements de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier" ¹⁷. Aucune définition de la nation ou du nationalisme ne peut donc embrasser les implications théoriques et stratégiques de la question nationale. La guerre entre les pays capitalistes est donc le caractère fondamental de l'impérialisme.

¹⁴ Giovanni Arrighi, *The "Gemotry of imperialism"*, Londres, NLB, 1978, p. 91.

¹⁵ cf. Georges Haupt, *"L'intemazionale socialista dalla comune a Lenin"*, Turin, 1978, p. 323.

¹⁶ Georges Haupt, *ibid.*, p. 325.

¹⁷ Lénine, *"L'impérialisme stade suprême du capitalisme"* in *Œuvres*, tome 22, cf. Introduction.

Arrighi fait remarquer cependant que si l'analyse de Lénine s'applique aux années 1930, celle-ci n'est plus valable pour expliquer la période qui suit la Deuxième guerre mondiale. Cette constatation nous amène à aborder le problème de l'hégémonie au sein du système international.

L'État britannique au 19^e siècle dans le cours de son expansion combinait différentes formes (principales) de domination structurellement liées. Au Canada et en Australie il s'agissait d'une domination coloniale, en Inde l'État organisait un contrôle impérial, en Chine il exerçait une domination informelle et en Afrique du Sud il combinait plusieurs formes. La question du colonialisme et de l'impérialisme doit être envisagée selon des circonstances historiques déterminées, selon une orientation géo-politique précise de l'État-nation hégémonique, dans le but d'exercer la forme qui convienne le mieux au renforcement de l'hégémonie à l'intérieur du système international ¹⁸.

En Amérique latine cette orientation géo-politique et la situation [25] d'hégémonie de l'Angleterre favorisaient, de la part de l'État britannique, une politique de non-intervention, de libre échange afin de circonvenir à toute expansion éventuelle des USA ou de la France dans cette partie du monde. On ne peut pas en déduire pour autant l'attachement de l'État britannique à l'indépendance nationale et d'un autre côté le caractère "régressif" des indépendances latino-américaines ¹⁹.

Par ailleurs la situation géo-politique des USA (l'expansion interne, l'acquisition de l'Alaska au Nord, le contrôle de Panama au Sud, des îles du Pacifique et de la Californie) leur permettait une politique d'expansion impérialiste informelle et de se prononcer pour le principe du droit à l'autodétermination (doctrine Wilson) ²⁰. Cela signifie-t-il que Lénine était un contre-révolutionnaire et qu'il faisait le jeu de l'impérialisme ? On serait tenté de répondre par l'affirmative, en suivant la logique et la méthode utilisées par Hobsbawm.

N'oublions pas toutefois que cette "fameuse" "théorie" du droit à l'autodétermination a servi de couverture idéologique et pseudo-

¹⁸ G. Arrighi, *op. cit.* p. 49.

¹⁹ *Ibid.*, p. 64.

²⁰ *Ibid.*, p. 84.

démocratique à l'invasion de l'Ukraine et de la Géorgie, une invasion qui ressemblait beaucoup à une politique "impérialiste" ²¹.

Après la deuxième guerre mondiale la lutte pour l'hégémonie dans le système international se manifeste en faveur des USA et change la portée et la place des mouvements de libération nationale. Les USA se posent comme le principal allié des colonies et le garant de la souveraineté nationale, accélérant par là le processus de décolonisation (cependant, ce qu'Hobsbawm ne semble pas réaliser, c'est que le phénomène des indépendances est venu miner les relations passées de l'échange inégal et engendrer des contradictions entre les pays capitalistes eux-mêmes et non entre l'URSS et le "Monde libre" ; à ce niveau l'URSS a joué et joue plutôt un rôle de stabilisation du système international).

Ainsi vers la fin des années 1940, remarque Arrighi, "les tendances nationales du monde colonial commencèrent à diverger des tendances expansionnistes des États-Unis" ²².

Aujourd'hui, il serait erroné de prétendre que la balkanisation à tout crin constitue la réponse capitaliste globale à la crise de l'impérialisme et principalement de l'État-nation. Concernant l'Afrique par exemple le "Council on Foreign Relations" qui représente le cerveau de la politique étrangère américaine, est loin de fonder la stratégie de l'impérialisme US sur un accommodement avec les mouvements de libération nationale : "*Il se passera encore quelque temps avant que l'histoire complète de la réponse des États Unis à la révolution en Afrique du Sud ait épuisé son cours*" ²³. De toute façon même si la création de Bantoustans ne gêne point l'impérialisme, il reste à démontrer que l'Ecosse ressortit au même processus, c'est du moins ce que nous laisse [26] entendre Hobsbawm.

En fait dans son projet de constitution d'un nouvel ordre mondial pour les années 1980, le "Council" avance une alternative : la première

²¹ Voir à ce sujet, Serhii Mazlakh and Vasyli'shakhray "On the Current situation in the Ukraine", edited by Peter J. Potichnyj (introduction by Miahcel M. Luther), Ann Arbor, University of Michigan Press, 1970.

²² G. Arrighi, *op. cit.*, p. 94.

²³ Lawrence H. Shoup et William Minter, "Imperial Brain Trust ; The council on Foreign Relations and united states Foreign Policy", New York, Monthly Review Press, 1977, p. 219.

approche dite "réaliste" ou "approche de l'équilibre des puissances" met l'accent sur la souveraineté nationale, la stabilité économique-militaire entre la Chine, l'URSS et les USA. La seconde dite "internationaliste libérale" ou "trans-nationaliste" émerge comme la tendance dominante au sein du "Council" et de la Trilatérale qui lui est très proche. On considère dans ces milieux que l'État-nation a atteint ses limites et qu'il faut désormais se diriger vers une fédération économique-politique mondiale. On ajoute cependant que si l'État-nation a perdu de sa centralité, son rôle reste quand même crucial dans la présente période. La stratégie que l'on semble vouloir appliquer est celle du "Management of Interdependance". Les USA ne peuvent plus assumer de la même façon le "fardeau" de l'hégémonie et veulent déguiser cette hégémonie en interdépendance, créer un "collective management" dirigé par les USA et relayé par l'Allemagne et le Japon.

Ce n'est pas absolument pas de la balkanisation ou de la disparition des États nationaux dont il s'agit mais de leur coordination en créant si possible des institutions "supranationales" adéquates, c'est à dire ce que Brzezinski nomme "a more just global community". En retour cette coordination signifie un renforcement des appareils répressifs (il y a un excès de démocratie, la société souffre d'égalitarisme, affirme la Trilatérale). L'État répressif occupe donc une place essentielle dans la stratégie impérialiste graduelle pour structurer un nouvel ordre mondial. Cette stratégie vise donc à conjurer la crise des États-nations (qui fonctionnent de plus en plus à la répression sous le couvert de la "sécurité nationale" et de l'unité nationale") et aussi à contrecarrer les mouvements de libération nationale à la périphérie en mettant au point des rapports subimpérialistes, en "dépolitissant" (World Order Bargain) les rapports avec le "Tiers Monde", en agitant le mythe de la participation et d'une plus juste redistribution (approvisionnement rationnel des matières premières). Bref il s'agit d'ouvrir le "Tiers Monde" à la compétition économique et non plus de le diviser en sphères d'influence : "Dans ce schéma, la détente doit être étendue et les mouvements de libération, appuyés par la Chine et l'URSS, doivent être sapés"²⁴. La stratégie de l'impérialisme revêt les oripeaux du "pluralisme" et de toutes sortes de "dévolution" dans le cadre de l'interdépendance des États-nation. On ne saurait être plus précis que S.

²⁴ Lawrence H. Shoup et William Minter, *op. cit.*, p. 274.

Hoffmann lorsqu'il écrit : "*Vous devrions, plus généralement, éviter toute collusion directe entre les U.S. et les nationalismes qui émergent et qui fournissent la dynamique irrésistible de la politique mondiale. Quelques-uns de ces nationalismes nous déplaisent, parce qu'ici et là, [27] ils ont été capturés par le communisme ou se sont alliés avec lui*"²⁵. Cette déclaration d'Hoffmann n'indique qu'une facette de la politique de Washington qui consiste également à récupérer et ramener dans le bon enclos les "nationalismes égarés", c'est du moins ce qui se passe actuellement en Égypte en Angola, en Somalie etc. ...

Le "Council" et la Trilatérale essaient donc de remédier à la crise de l'hégémonie américaine en abandonnant l'impérialisme formel et en mettant en sourdine sa suprématie militaire (est-ce possible ?) afin que les USA puissent gouverner par les forces du marché grâce à l'unité du marché mondial²⁶. Cela ne peut à court et à moyen terme qu'accentuer les différences entre les États. Les multinationales qui règlent leurs profits sur les différences nationales vont-elles favoriser l'éclatement ou la balkanisation des États ? Si cela était le cas, ne menaceraient-elles pas l'unité capitaliste du marché mondial par laquelle s'opèrent les forces du marché ? Ne mettraient-elles en cause la puissante tendance à l'unification mondiale du processus de production capitaliste.

[28]

²⁵ Stanley Hoffmann, "Primacy or World order American Foreign Policy since the cold war", New York McGraw Hill, 1978, p. 260.

²⁶ Cela ne peut signifier qu'une tendance, la capacité militaire des USA et leurs ventes d'armes viennent sous-tendre cette politique.

[29]

Sociologie politique de la question nationale

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 2

**L'IMPÉRIALISME
LES MULTINATIONALES
ET L'ÉTAT**

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de la question nationale que nous entreprenons se situe dans le cadre d'une détermination de la période et d'une analyse de l'exacerbation des contradictions de l'impérialisme afin de dégager des objectifs politiques dont les plus importants concernent la destruction de l'État-nation et la formation d'alliances de classes.

Disons le tout de suite, il n'y a pas dans la réponse d'Hobsbawm de caractérisation de l'impérialisme à notre époque. C'est pour cela que son argument favori (la volonté des multinationales de balkaniser) n'échappe pas à une conception du marché mondial saisi comme marché extérieur d'entités nationales, alors que l'expansion des multinationales a créé une division internationale du travail "qualitativement nouvelle" formant ainsi un "cercle capitaliste international intégré", ce qui implique "une réelle articulation plurinationale des procès de valorisation"²⁷. Mais d'une part le travail abstrait, la valeur, ne se développe que dans la mesure où le travail

²⁷ Lucio Ferrari Bravo in Ferrari Bravo ed. "imperialismo classe operaia multinazionale", Milan, Feltrinelli, 1977, (2^e édition) p. 51.

concret se différencie en des formes variées d'exploitation du travail dans la totalité du marché mondial, et généralement par des moyens coercitifs concentrés dans l'État (national) qui se pose de facto comme une composante du fonctionnement de l'économie mondiale ²⁸. D'autre part cette articulation internationale s'opère contemporanément à une crise ouverte par la radicalisation de la classe ouvrière et des minorités nationales et des mouvements nationaux.

Par ailleurs si dans la phase mercantiliste colonialiste, l'État a joué un rôle plus ou moins passif ou plutôt inégal, dans la phase impérialiste [30] récente, l'État intervient d'une manière agressive et cette agressivité s'accroît en s'associant aux multinationales ²⁹. Le raisonnement d'Hobsbawm implique que la lutte du mouvement ouvrier (international) doit se situer dans le cadre des États-nation traditionnel afin d'éviter de faire le jeu des multinationales. Mais cela suppose en retour que la préservation des États nationaux constitue une digue contre les multinationales américaines (et les quelques autres) et que de cette façon le mouvement ouvrier européen saperait l'hégémonie américaine.

En fait si la crise de l'Hégémonie des USA constitue un des caractères de la période cela ne signifie pas que ceux-ci ont perdu leur hégémonie face aux États-nation européens et japonais. L'impérialisme américain dispose d'une bureaucratie syndicale qui lui permet de domestiquer la classe ouvrière, d'accroître la productivité et d'opérer des réformes de structures de l'appareil de production en gelant les salaires, ce qui permet une expansion soutenue sur le marché mondial ³⁰. La volte-face des États-nation d'Europe est un mythe. La réponse d'Hobsbawm tend également à nous faire croire au caractère neutre de l'État dont l'existence représenterait objectivement une possibilité de lutte contre les multinationales si des forces unies et démocratiques venaient à le contrôler. En fait l'État national capitaliste doit être détruit, il n'y a pas d'autre alternative à la pénétration des multinationales et à la construction du socialisme. Le texte

²⁸ *Ibid.*, p. 22 et cf. Research proposal, "Patterns of Development of the Modern world-system" in "Review" vol. 1, no 2, 1977.

²⁹ James O'Connor, "Il significato defl-imperialismo economico" in L. Ferrari Bravo, *op. cit.*, pp. 78-79, (The Economic Meaning of imperialism).

³⁰ cf. James Petras et Robert Rhodes, "The reconsolidation of US Hegemony", in "New Left Review", no 97, 1976.

d'Hobsbawm sous-estime considérablement le rôle de l'État aux côtés des multinationales qu'il érige par ailleurs en démiurges de l'histoire. La destruction de l'État s'impose parce que les États nationaux sont à la base de la circulation des capitaux au sein du marché mondial. Du reste comment nier que les appareils d'État de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne, de la Grande-Bretagne ou de la Belgique sont liés aux intérêts des multinationales américaines ? ³¹ Ainsi les multinationales contrôlent "les variables externes" (travail, matières premières) et l'État, intégré à l'activité des multinationales, règle les variables du procès de valorisation (marché du travail, politiques fiscales, contrôle de la classe ouvrière). Dans la grande majorité des cas l'internationalisation du capital continue de s'opérer sous la domination décisive du capital venant d'un pays déterminé ³². Par ailleurs les multinationales profitent des différences salariales entre les diverses zones du marché du travail et fondent leur stratégie sur les différences salariales afin de briser l'homogénéité sociale et politique de la classe ouvrière dans les pays du centre et de la périphérie ³³. Ainsi l'entreprise multinationale "en abolissant l'anarchie du marché international et en introduisant une division internationale du travail plus productive et plus extensive libère une grande énergie latente. Mais quand elle passe les frontières nationales, elle déchire les structures sociales et politiques et [31] mine l'unité de l'État national" ³⁴ en élargissant et reproduisant les déséquilibres régionaux à l'intérieur de l'État.

L'analyse des rapports entre les multinationales et l'État doit donc faire intervenir les éléments suivants :

- 1) aussi bien en Europe qu'à la périphérie une bureaucratie d'État est fortement sensible aux exigences du capital privé (nombreux scandales à propos des marchés d'avions). De nombreuses

³¹ Kent Lindkurst, "Il quadro globale degli investimenti diretti e i rapporti tra le grandi potenze Dominanza rivalità, integrazione" in "Multinazionale imperialismo e classe operaia", Milan, Franco Angeli ed. 1978.

³² Antonion Longo, "imprese multinazionali, Stato e borghesia nel processo di internazionalizzazione del capitale" in *ibidem*, p. 263.

³³ *Ibid.*, pp. 256 et 258.

³⁴ Stephen Hymer, "Le società multinazionale e le legge dello sviluppo diseguale" in L. Ferrari Bravo, *op. cit.* p. 280.

initiatives de l'État se trouvent intégrées dans les structures du marché privé.

- 2) La pluralité des capitaux particuliers ne se concentrent au sein du marché mondial que dans la mesure où l'État rassemble des conditions politiques et juridiques que des capitaux particuliers ne peuvent réaliser.
- 3) L'exportation du capital par le biais des prêts étatiques (secteur public) a remplacé peu à peu l'exportation du capital privé. De plus les prêts internationaux (Export-Import Bank, Banque Mondiale, FMI etc. ...) servent à préparer le terrain pour le capital privé qui bénéficie également de commandes militaires ³⁵.
- 4) Les particularités du développement de la lutte des classes dans chaque pays nécessitent un État national qui fonctionne comme appareil idéologique (nation, sécurité nationale et parlement) et comme appareil répressif. Nous voudrions aussi montrer que contrairement à ce que laisse entendre E. Hobsbawm (cf. ses références aux Fronts populaires et à la Résistance face aux armées d'Hitler), l'État et les Multinationales ne sont pas deux entités opposées possédant chacune un pouvoir propre dont l'alternative serait soit l'absorption du pouvoir d'État par les multinationales soit la résistance "nationale", le "rassemblement des forces nationales" de l'État et dans l'État. L'État n'est pas une chose, un objet passif entre les mains d'une classe, ce n'est ni un simple instrument entre les mains des monopoles et ni un sujet doté d'une volonté autonome mais la condensation d'un rapport de force déterminé par la lutte des classes.

La désignation d'"instrument" n'implique pas la nécessité d'un changement de main du pouvoir ou une utilisation différente de l'État pour un autre projet de société ou encore la nécessité de "capturer" l'État pour reporter sa destruction sine die ; mais aussi et surtout que les institutions politiques dans une société capitaliste sont structurées de telle manière qu'elles garantissent et exigent le contrôle capitaliste.

³⁵ cf. Michael Barratt-Brow, "From Labourism to Socialism the Political Economy of Labour in the 1970's", Spokesman Books, 1972 p. 54 et sqs.

Si l'on doit parler de l'autonomie de l'État c'est parce que celui-ci doit maintenir la cohésion du bloc au pouvoir et reproduire la structure globale exploitante de la société en tant que les classes sociales dominantes entretiennent un rapport variable avec l'État (situation de crise politique. d'arriération économique, équilibre des forces sociales) ³⁶.

[32]

Il faut donc éviter de se leurrer et de confondre autonomie et indépendance de l'État. En tant qu'il est autonome il est un État capitaliste, en tant qu'il est indépendant (même formellement), il peut être tout aussi capitaliste mais avec cette menace que les classes exploitées ont de plus grandes possibilités de développement autonome par rapport à l'État. Les multinationales utilisent l'autonomie de l'État (qui reflète la contradiction entre ouvriers et capital) pour "limiter" l'indépendance de l'État. Là contradiction n'existe donc pas entre l'État et la puissance hégémonique et ses multinationales mais se situe, se trouve exacerbée à l'intérieur de l'État qui augmente la répression envers les masses et les minorités et les nationalités dominées. La dynamique nouvelle — qui échappe totalement à Hobsbawm — de la question nationale plonge ses racines d'une part dans la période où a lieu l'intégration poussée du capital, qui est une période de radicalisation des masses et d'autre part dans le report de la crise de l'hégémonie US à l'intérieur des États-nation dont la crise est accentuée par les multinationales qui par leur politique propre de développement bousculent les "plans" nationaux, les politiques fiscales et monétaires et accroissent les déséquilibres régionaux. Les revendications nationalitaires se trouvent ainsi au coeur de la crise de légitimation que traversent les États-nation.

Avant d'examiner les "arguments" d'Hobsbawm concernant le néo-colonialisme, il nous semble bon de caractériser la période actuelle de l'impérialisme :

- 1) unité du marché mondial (intégration mondiale dans les structures des multinationales)

³⁶ cf. Hal Draper, "Karl Marx's theory of Revolution", 1^{re} partie "State and Bureaucracy", 2 vols, New York, Monthly Review press, 1977.

- 2) participation active du capital étatique dans les investissements internationaux (qui s'opèrent en grande partie dans les pays du centre)
- 3) Accentuation du développement inégal et des différences nationales (l'augmentation des salaires dans un pays se fait au détriment des travailleurs d'autres pays)
- 4) crise de l'hégémonie américaine (le gouvernement US garde cependant le contrôle de la classe ouvrière)
- 5) Crise de l'État-nation (due à cette crise de l'hégémonie et à l'effet des multinationales)
- 6) émergence de mouvements nationaux plus radicalisés à la périphérie (prolétarisation due à la concentration de la production)

À partir de ces caractères qui définissent selon nous la période contemporaine, nous pouvons exprimer les relations entre les firmes multinationales et les États-nation de la façon suivante :

[33]

- a) Les multinationales - malgré la terminologie - possèdent une allégeance nationale qui est principalement américaine et s'appuient toutes sur des États nationaux, notamment en tirant profit de leur rivalité qu'elles entretiennent.
- b) Les multinationales et les États-nation évoluent dans le cadre d'actions complémentaires ; leur degré de coopération est médiatisé par la lutte des classes sous toutes ses formes.
- c) Les multinationales arrivent à échapper certes au contrôle des gouvernements mais cela exprime la tendance à la fusion entre les élites politiques et les hommes d'affaires : en fait il est paradoxal de constater que cette perte d'initiative et de contrôle des États nationaux s'accompagne d'une intervention croissante de l'État dans l'organisation de la production.
- d) L'action des multinationales et la généralisation de l'intervention directe de l'État dans le système productif affaiblissent

conjointement l'État comme institution hégémonique globale et comme facteur de cohésion sociale ³⁷. Cette crise de légitimation appelle de toute évidence un fonctionnement parallèle de l'État à la répression et à la nation venant pallier ainsi le déclin du parlementarisme *"les attitudes socio-culturelles au Canada évoluent ; en particulier, une conception nouvelle et plus assurée de la nationalité semble être en train de poindre. Une nouvelle politique sur la mainmise étrangère pourrait vraisemblablement être considérée comme une manifestation utile de cette idéologie nationale"* ³⁸.

e) La question nationale dans les pays du centre ne doit pas être saisie à partir des "contradictions" entre les États-nation et les firmes multinationales cela pour deux raisons essentielles :

- 1- L'existence de multiples capitaux est nécessaire au développement du capital lui-même, du capital en général, dans un mouvement de pulsion et de répulsion.
- 2- La concurrence va de pair avec la concentration du capital.

La contradiction se situe plutôt entre les multinationales elles mêmes qui actualisent une rivalité entre les États, dans le sens où chaque économie nationale ne manque pas d'être affectée par une crise qui survient dans n'importe quelle partie du globe sous l'effet de l'intégration du marché mondial ³⁹.

f) En conséquence il est vain de ne voir dans les multinationales que puissances absolues dont la stratégie consisterait à allumer des foyers de déstabilisation afin de faire taire la voix

³⁷ cf. S. Picciotto et H. Radice, "Capital and State in the world Economy" in "Kapitalistate", no 1, 1973, p. 64.

³⁸ "Rapport Gray" cité par A.C. Decougle, "Formes multinationales et prospective du "système international" Laboratoire de Prospective Appliquée, 1973.

³⁹ cf. Alberto Martinelli et Eugenio Somaini, "Nation States and Multinational corporations", in "Kapitalistate", 1, 1973, pp. 77-78.

impertinente et l'orgueil exécration des États nationaux ; les multinationales et la forme d'intégration par laquelle elles procèdent, renferment l'instabilité, [34] elles sont elles-mêmes une source de déstabilisation du système capitaliste international.

- g) Subséquemment leur stratégie ne cherche pas la balkanisation des États-nation mais à des formes d'arbitrage, à la rationalisation du partage des marchés (l'URSS et la Chine sont donc visées), à la coopération dans la répression des tendances centrifuges au sein desdits États. — L'intégration du marché mondial s'établit à partir de la concurrence des capitaux et de la concentration du capital assistées par les États nationaux qui protègent les intérêts internationaux aussi bien que nationaux des firmes multinationales. Celles-ci par ailleurs ne sont pas identiques aux nations (dominantes) ; tant du point de vue institutionnel qu'idéologique, elles n'ont pas la capacité de remplacer l'État-nation : *"corporations are not nations"* — *"Les firmes ne sont pas des nations, et le monde en est encore, et de très loin, au stade du capitalisme national"* ⁴⁰.

Les nations ne sont pas des constructions purement idéologiques - même saisies au niveau de l'idéologie nationale - mais elles structurent les formes politiques des États et les sélections que ces derniers opèrent sur la lutte des classes.

⁴⁰ Joyce Kolko, "America and the crises of world capitalism", Boston Beacon Press, 1974, p. 52.

[35]

Sociologie politique de la question nationale

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 3

**LE NÉO-COLONIALISME,
L'ÉTAT ET LA QUESTION
NATIONALE**

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce domaine Eric Hobsbawm pose avec une sèche sagacité la question de l'avenir de l'indépendance nationale et partant de la menace que fait planer le néo-colonialisme sur toute stratégie de la question nationale.

Disons tout de suite que si personne ne peut prédire le futur, il apparait évident que les principaux problèmes socio-économiques (arriération, dislocation sociale, déséquilibres régionaux, rivalités tribales excitées par les colonialistes etc. ...) ne peuvent trouver un cadre plus propice que l'indépendance nationale pour leur résolution.

Par ailleurs parler du néo-colonialisme sans en examiner la genèse, les fondements nationaux et les différentes contradictions politiques dans l'ensemble du système international, c'est gommer un peu trop facilement l'histoire et c'est, anachroniquement, évacuer l'action consciente des individus dans le processus historique. En effet comment ne pas voir que dans les territoires qui furent libérés, ont émergé, pendant la lutte armée et aussi après la défaite de l'État colonial, des formes d'organisation radicalement nouvelles ? Comment ne pas tenir compte du fait, pourtant simple, que le mouvement de

libération national a engagé un processus évolutif qui rend une situation géopolitique post-coloniale différente d'une situation coloniale, au niveau des structures politiques, idéologiques et culturelles ? Et ne serait-ce qu'au niveau de la découverte par les masses de leur autonomie, de leur [36] capacité d'intervention dans l'histoire avec leurs initiatives, leur propre culture (que la lutte enrichit), leur langue, leurs organisations ⁴¹. Dans une perspective pédagogique révolutionnaire, la libération nationale née de la lutte armée, de la lutte idéologique et culturelle, de la lutte organisationnelle et pédagogique, a permis et permettra de montrer la possibilité et la nécessité d'un nouveau mode de production et en ce sens, constitue un gigantesque pas en avant.

En niant cette dynamique révolutionnaire globale, Hobsbawm en vient à passer sous silence l'impact des mouvements de libération nationale sur le processus de démocratisation et de révolution au sein des pays colonialistes (cf. Portugal). La célèbre phrase qu'un peuple qui en opprime un autre n'est jamais libre indique avant tout une unité mondiale et dialectique de la lutte des classes.

Nous répétons donc que c'est dans le cadre théorique et politique de cette unité qu'il faut appréhender les développements de la question nationale dans le monde. Cette unité renvoie au rôle du marché mondial dans la logique d'expansion des entreprises multinationales, aux besoins croissants de matières premières (fer, cuivre, nickel, manganèse, cobalt, phosphates, bauxite) des pays capitalistes et dans le "Tiers monde" à la formation de certaines bases industrielles qui offrent la possibilité d'exportation vers de plus larges marchés et qui constituent une demande pour les pays du centre (Afrique du Sud, Zaïre, Nigeria, etc. ...) ⁴² c'est pourquoi. *"Le développement des luttes révolutionnaires dans le Tiers Monde met en question la possibilité pour le Capital américain de fonctionner à l'échelle mondiale"* ⁴³ ; autrement dit : *"Les interventions cachées ont surtout été conçues pour*

⁴¹ cf. Basil Davidson, "The Politics of Armer Struggle ; National Liberation in the African Colonies of Portugal" in "Southern Africa the New Politics of Revolution", édité par Ronald Segal, Penguin Books, 1977, (2^e édition).

⁴² cf. Immanuel Wallerstein, "The Three Stages of African Envolvement in the the world-Economy" in : P. Guntkind et I. Wallerstein eds : "The Political Economy of contemporain Africa", Londres, Sage Publications, 1976.

⁴³ James Petras, "La nouvelle moralité du Président Carter et la logique de l'impérialisme", ronéoté, Montréal, 1977, p. 7.

renverser les gouvernements dont les réformes sociales et les politiques nationalistes allaient à l'encontre de la logique d'accumulation internationale du capital" ⁴⁴. Les multinationales et les gouvernements capitalistes ont donc un intérêt évident à maintenir, à préserver l'ordre néo-colonial hérité du passé colonial et mis en place dans un contexte de rapports de force nationaux et internationaux bien précis. Il est bien surprenant qu'Hobsbawm ne voit pas qu'aujourd'hui les luttes de libération nationale remettent en cause l'ordre néo-colonial, et non l'ordre colonial dans un contexte international différent.

Il est aussi légitime de s'interroger sur le bien-fondé d'une comparaison entre l'Ecosse et Singapour, d'une identification des mouvements nationaux des pays du centre à des mouvements politiques qui se parent une idéologie nationaliste. Notre auteur nous promène dans un voyage dans l'espace mais surtout dans le temps non sans avoir auparavant confisqué aux passagers (aux lecteurs) toutes les boussoles et toutes les breloques. Cet intérêt capitaliste à ne pas remettre en cause les frontières établies par les colonisations, à ne pas déstabiliser l'ordre mondial [37] dont elles font partie, est clairement exposé par la lutte du peuple saharoui dont la dynamique s'oppose à la France. l'Espagne et les USA ⁴⁵.

De plus les luttes de libération nationale. de notre époque ne possèdent pas les mêmes bases matérielles, si on les compare à celles de la fin des années 1940. Du fait que la majeure partie des investissements américains se situe dans les usines d'assemblage. la chimie légère, les mines et les manufactures de biens de consommation, les entreprises multinationales ont créé une main-d'œuvre rattachée à l'exploitation salariale tout en déracinant la paysannerie de son milieu traditionnel et en déstructurant les liens de communauté et de parenté. Une gigantesque prolétarianisation de la force de travail est à venir dans les pays dits du Tiers Monde tandis que le développement inégal du capitalisme mondial produit actuellement (et produira davantage) des sociétés de classes polarisées, politiquement beaucoup plus homogènes. La lutte nationale puise sa logique révolutionnaire dans

⁴⁴ *Ibid.*, p. 4.

⁴⁵ cf. Francis de Chasse, "Des Ethnies et de l'impérialisme dans la genèse des nations, des classes et des États en Afrique" in *"l'Homme et la société"*, nos 45-46, 1977.

cette nouvelle structure de classe et se construit sur une base tant urbaine que paysanne.

Les positions qu'affirme Hobsbawm sur la question nationale révèlent des implications étranges pour ce qui concerne le rôle de l'État dans les pays du "Tiers Monde". En insinuant d'abord que toute indépendance nationale (dans le sens de la création d'un nouvel État ou de la fragmentation - destruction d'un État existant) tombe dans la trappe néocolonialiste et qu'ensuite la remise en cause par les revendications nationalitaires du système international actuel se résume à une manipulation de l'impérialisme, notre auteur nous présente une extériorisation implicite de l'État par rapport à la structure de classe et aux relations de production. Ainsi dans les pays du centre comme à la périphérie, l'État n'a pas une nature de classe qui lui soit propre mais un caractère positif au négatif, progressiste au réactionnaire, selon qu'il soit dépendant du capital US ou du soutien de l'URSS ⁴⁶. La question qui devrait être posée serait : comment s'emparer de l'État sans le détruire et l'orienter différemment sur la chaîne des relations internationales ? ⁴⁷ Il est pourtant clair que dans le procès d'accumulation du capital dans les pays du "Tiers Monde" (face au problème du sous-développement) l'État ne joue aucun rôle positif. Prétendre le contraire revient à confondre un rapport social de production avec des investissements en capitaux, c'est laisser croire que l'accumulation se définit par une série d'investissements et non par des rapports sociaux de production ⁴⁸. Le rôle de l'État apparaît clairement si on réalise que le capital dans les pays sous développés a nécessairement besoin d'abaisser le prix de la force de travail au-dessous de sa valeur pour être compétitif sur le marché mondial ⁴⁹.

Certes si l'on se réfère au Brésil ou au Venezuela, pour ne citer [38] qu'eux, on peut se demander si l'État, associé au capital étranger,

⁴⁶ cf. Paresh Chattopadhyay, "The State and the Accumulation of Capital : Some theoretical considerations with Reference to the Third world", ronéoté, UQAM, 1978.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Christel Neusijss, "Il movimento del capitale come presupposto e fondamento della realizzazione di un saggio di profitto medio sul mercato mondiale" in L. Ferrari Bravo ed, *op. cit.* p. 226, traduit de : "Imperialismus and Weltmarktbeziehung des Kapital", Erlangen, 1972.

n'impulserait pas la croissance industrielle. Ne devrait-on pas y discerner une action positive ? En fait cette industrialisation capitaliste des pays du Tiers Monde présente les caractéristiques suivantes :

- 1) derrière la croissance industrielle se profile la fonction sub-impérialiste qui exige la stabilité politique régionale et interne. En retour l'intégration des classes sociales dans le processus politique qui découle de l'industrialisation est contenue par une féroce répression policière armée.
- 2) L'industrialisation, impulsée par l'État, est conjoncturelle et ne constitue pas une tendance acquise ou à long terme (le cas de l'Argentine est patent)
- 3) La croissance industrielle ne s'accompagne ni d'une création d'emplois suffisante ni d'une réforme agraire indispensable à une économie équilibrée.
- 4) Le type d'industrialisation mis en place avec l'aide des capitaux étrangers n'a pas une base technologique comparable à celle des pays du centre ⁵⁰.

Il est donc évident que dans le cadre de la détente (élargie ou non) de la coexistence pacifique, de la stabilisation du système d'États, dans la perspective de la constitution d'un nouvel ordre mondial — les luttes de libération nationale aggravées par la polarisation des classes sociales, la menace perpétuelle de la faim et l'intensification de l'exploitation, constituent le processus crucial de la transition socialiste : *"Sans l'intervention de l'État impérial, l'État néo-colonial aurait de la difficulté à se maintenir, et sans l'État colonial les conflits engendrés par l'accumulation impériale du capital deviendraient incontrôlables. Sans un "État fort", la polarisation de classe produirait une insurrection ; l'alternative que présente une alliance nationale-populaire dirigée par une petite bourgeoisie soit limiterait la capacité*

⁵⁰ cf. Bob Sutcliffe, "Imperialism and industrialisation in the Third world" in R. Owen et B. Sutcliffe eds : "Studies in the Theory of Imperialism", Londres, Longman, 1975, (2^e édition) p. 186.

du capital impérial à extraire le surplus de la force de travail soit conduirait à une transformation plus profonde de la société" 51.

L'État "national", l'État-nation, l'État colonial (qui en règle générale sont des États multinationaux) n'offrent aucune possibilité en soi d'évoluer vers le socialisme. Que ce soit en Afrique du Sud, au Pays Basque, en Catalogne, au Québec, dans le golf persique, au Kurdistan, en Ukraine, en Asie centrale soviétique ou dans les îles britanniques etc. etc. grâce à la crise de l'État-nation et de l'hégémonie américaine (et la crise de l'intégration de l'URSS au marché mondial) grâce à la reviviscence des mouvements nationaux dans les pays du centre et aux bases nouvelles des mouvements de libération à la périphérie, de grandes possibilités [39] existent aujourd'hui pour la destruction des États capitalistes et bureaucratiques.

L'unité actuelle du système d'États (surtout dans les pays du centre) constitue l'élément principal du maintien (non sans contradictions) de l'hégémonie américaine qui accentue et multiplie les contradictions de classe au sein des États-nation qui, de leur côté, essaient de se renforcer planifiant la répression ou faisant croire au mythe de la décentralisation. L'unité du marché mondial, l'interdépendance des États appellent une coordination et une stabilité internationales. Si les multinationales sont capables d'éviter les retombées économiques d'une rupture (séparatisme dans le langage d'Hobsbawm), cela ne signifie pas qu'il faille négliger la légitimité, les règles du jeu, les supports idéologiques d'un ensemble structuré. À cet égard les retombées politiques et idéologiques du Vietnam sont plus importantes que les pertes économiques 52.

Enfin il nous semble utile de revenir sur la conception méthodologique qu'adopte Hobsbawm lorsqu'il compare la crise constitutionnelle du Royaume-Uni et la question nationale écossaise avec les pays du Tiers-Monde et problème du néo-colonialisme. Nous avons fait remarquer que les luttes de libération nationale dans les pays du Tiers-Monde n'évoluent pas dans le même système politique

51 James Petras, "The Myth of the Decline of US capitalism" in "Telos" no. 28, 1976, p. 183.

52 Arthur MacEwan, "World capitalism and the crisis of the 1970's" in Richard C. Edwards, Michael Reich, Thomas E. Weisskopf : "The capitalist system. A radical Analysis of American Society", Englewood Cliff, Prentice-Hall, 1978, (2^e édition), p. 491.

international, ne se déroulent pas dans la même structure sociale interne et interviennent dans un contexte de crise économique du système capitaliste. C'est plutôt le caractère global de cette crise qui unit la question nationale au centre et la question nationale à la périphérie.

Mais cette unité n'est pas perçue par Hobsbawm qui saisit l'impérialisme avant tout comme une théorie des relations économiques entre États développés et États sous-développés. Notre auteur a cru voir dans l'histoire de la décolonisation, la confirmation que la contradiction entre le travail et le capital à l'intérieur des pays du centre était "principale" et subséquemment que la contradiction entre le centre et la périphérie était "secondaire". Selon cette hiérarchie des fonctions il s'ensuit que la question nationale au centre est nécessairement de nature secondaire voire même constitue un épiphénomène. En fait si toute théorie de l'impérialisme renvoie à une analyse d'un type particulier de relations internationales (pour autant qu'on parle d'un "impérialisme britannique" etc. ...) et en l'occurrence de relations entre le centre et la périphérie — il n'en demeure pas moins vrai que le marxisme appréhende l'impérialisme comme une théorie du système capitaliste dans son ensemble et comme une théorie des moments, des périodes historiques de cet ensemble ⁵³.

[40]

⁵³ cf. Bob Stuccliffe, "Conclusion" in "Studies in the theory of imperialism", *op.cit.* p. 322.

[41]

Sociologie politique de la question nationale

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 4

FORMATION SOCIALE, NATION ET ÉTAT

[Retour à la table des matières](#)

Que ce soit dans sa réponse à Tom Nairn ou dans ses ouvrages ⁵⁴ (par ailleurs excellents) Eric Hobsbawm, cantonné dans les principes populaires de la démocratie révolutionnaire de 1848-1850, accroché aux positions pragmatiques et aux approches instrumentalistes (linguistiques et culturelles ne lui en déplaise) et administratives des Bolchéviks, retranché dans les implications politiques de la définition stalinienne de la nation — n'accorde aucune signification autonome à la question nationale, n'envisage pas dans toute son envergure le contenu social des conflits nationaux et ne semble pas insérer la question nationale dans la stratégie révolutionnaire ⁵⁵. La nation, quand elle n'est pas purement et simplement identifiée à l'État-nation se présente comme un ensemble culturel et/ou linguistique ; la conscience nationale subit une réduction phénoménologique — être c'est s'apparaître — à une idéologie ou une religion sans que les causes, les bases et les formes d'articulation du discours national soient analysées ; la question nationale se trouve réduite au "cadre national", à la question

⁵⁴ cf. par exemple E. J. Hobsbawm, "The Age of Capital 1848-1875", new York, Scribner's sons, 1975.

⁵⁵ cf. Leszek Kolakowski, "L'esprit révolutionnaire (suivi de marxisme : l'utopie et anti-utopie)", Bruxelles, éditions Complexe, 1978.

tactique d'utiliser, pour la classe, les institutions particulières d'un pays donné.

Mais l'important réside non dans l'opposition mécanique entre la classe et la nation et encore moins dans la reconnaissance d'un cadre national — ce qui reviendrait dans ce dernier cas à s'adapter au diktat de l'État-nation mais dans leur relation dialectique. Si l'histoire écrite de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes, on n'entend certes pas par là qu'il s'agit des mêmes classes. Il y a bien une transhistoricité de [42] la division en classes dans l'histoire elle-même. Mais la "transhistoricité du phénomène de la spécificité" ⁵⁶ ne s'arrête point là. À l'intérieur des sociétés sont à l'œuvre des variables culturelles, toujours présentes dans l'histoire, qui constituent ce que nous appellerons l'unité empirique de la nation ou de la nationalité, sur laquelle vient se fixer une conscience nationale latente ou possible. Cette conscience surgit à partir du moment où existent certaines conditions matérielles (économiques, politiques, institutionnelles) qui transforment la différence, la spécificité en inégalité structurelle. C'est le système capitaliste, la tendance à l'expansion géographique de la production et donc la tendance à intégrer des structures sociales nouvelles, la combinaison de formes variées d'extraction du surplus social... qui a développé, historiquement, l'inégalité entre les sociétés globales. Ainsi la latence ou la possibilité d'une conscience nationale seront conditionnées par le mode d'intégration d'une région périphérique à la région du centre qui se transforme en État central fort évoluant vers l'État-nation, ⁵⁷ moteur ou transmission du processus d'unification de l'économie mondiale. La division internationale du travail ainsi créée est une "division culturelle du travail" ⁵⁸ en tant que le système de stratification sociale opère de nombreuses distinctions culturelles. La division culturelle du travail affecte aussi bien les propres régions périphériques du centre (colonies internes) que les sociétés de la périphérie (colonies). De nombreuses objections ont été apportées à la théorie du colonialisme interne, notamment celles

⁵⁶ Louis Le Borgne, "*idéologie nationale ou idéologie de l'État-nation ?*", UQAM, 1978, (à paraître dans la revue "Pluriel-Débat").

⁵⁷ cf. Michael flechter, "Internal colonialism - The Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966". Londres, Routledge and Kegan Paul, 1975.

⁵⁸ *Ibid.*, cf. chapitre 10.

concernant la situation économique avancée de la Catalogne et du Pays Basque à l'intérieur de la péninsule ibérique comparativement à celle de l'Irlande, du Pays de Galles et de l'Écosse dans les îles britanniques. Mais la théorie n'implique pas forcément que le mode d'intégration soit identique mais qu'il se forme une division culturelle du travail (on pourrait même dire que par rapport à l'Irlande, l'Écosse fut un "junior partner" de l'Angleterre ⁵⁹. Dans quel langage s'organisait le procès de travail ? N'y avait-il pas des différences culturelles entre les ouvriers basques et ceux venus des autres régions de l'Espagne ? Ne sommes nous pas quand même en présence de "conditions anormales de production" ⁶⁰ ? De conditions anormales Pour la classe ouvrière ? Dans chaque cas le mode d'intégration à l'État unitaire crée des conditions anormales de production : *"La vie dans la même sorte de rapports de production donne naissance à la conscience de classe et au sentiment de solidarité de classe.*

La vie dans les mêmes conditions de production évoque la prise de conscience nationale et un sentiment de parenté nationale.

Les hommes ressentent cette parenté comme quelque chose de lié à leur passé commun. Cela ne signifie pas nécessairement qu'ils possèdent en fait un lointain passé commun : celui-ci n'est parfois que pure fiction.

[43]

Le sentiment de parenté né du passé historique commun et enraciné dans les mêmes conditions (communes) de production s'appelle "nationalisme" ⁶¹. Nous ajouterons que les bases matérielles du "nationalisme" sont changeantes et que le terme "conscience nationale" correspond mieux à la réalité politique. La distinction qu'opère Borochof entre "rapports de production" et "conditions de la production" est proche à notre avis de la conception que Marx développe à propos des "forces de production" dans l'idéologie

⁵⁹ cf. Norman Furniss, "Internal colonialism . its utility for understanding the Development of Higher Education in Scotland" in *"Development and change"*, no 7, 1976.

⁶⁰ cf. Ber Borochof, *"Nationalism and the class struggle. A Marxian Approach to the Jewish Problem"* (introduction) d'Abraham C. Duker) Vesport, Greenwood Press, 1937.

⁶¹ *Ibid.*, pp. 143-144.

Allemande : *"La façon dont les manifestent leur vie reflète très exactement ce qu'ils sont. Ce qu'ils sont coïncident donc avec leur production, aussi bien avec ce qu'ils produisent qu'avec la façon dont ils le produisent. Ce que sont les individus dépend donc des conditions matérielles de leur production"* ⁶². Un peu plus bas Marx ajoute : *"L'on reconnaît de la façon la plus manifeste le degré de développement qu'on atteint les forces productives d'une nation au degré de développement qu'a atteint la division du travail. Dans la mesure où elle n'est pas une simple extension quantitative des forces productives déjà connues jusqu'alors (défrichement de terres par exemple) toute force de production nouvelle a pour conséquence un nouveau perfectionnement de la division du travail"* ⁶³. On voit donc que pour Marx les "forces de production" expriment une qualité, une organisation technique du travail, une méthode d'assurer qualitativement aussi bien que quantitativement la productivité ⁶⁴. Ce n'est pas un hasard que dans le même chapitre de *l'Idéologie Allemande* Marx emploie des expressions comme "structure interne de la nation" (innere Gliederung) "les conditions matérielles d'existence" (materiellen Lebensbedingungen) "bases naturelles" de l'histoire des individus (natürlichen Grundlagen) "modification" de ces bases par "l'action des hommes", "moyens d'existence" (Lebens mittel). Par ailleurs, il est significatif à cet égard que Marx appréhende le mode de production comme un "mode de vie" (lebenswefse). Les rapports de production sont donc ancrés dans le développement quantitatif et qualitatif (social) des forces productives ⁶⁵ qui doit être saisi comme l'interaction dynamique des conditions naturelles objectives et des conditions historiques, subjectives, que l'action des hommes transforment en de nouvelles conditions objectives. Cette relation dialectique entre les rapports de production (Produktions-verhältnisse) les forces productives (Produktivkräfte) et les conditions matérielles de la production ou conditions d'existence (materiellen Existenzbedingungen) est clairement présente dans le

⁶² Karl Marx, Friedrich Engels, *"L'idéologie Allemande"* (1ère partie) (introduction de Jacques Milhau), Paris, éditions sociales/édition bilingue, 1972, pp. 57-59.

⁶³ *Ibid.*, p. 59.

⁶⁴ cf. Goran Therborn, "Science Class and Society on the Formation of Sociology and Historical Materialism", Londres, NLB, 1976, pp. 362-363.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 358.

célèbre passage : "Une *formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein* [44] *de la vieille société*" ⁶⁶. Mais l'analyse la plus poussée de Marx sur les conditions de la production se trouve sans doute dans les *Grundrisse* (plus particulièrement le chapitre : "Formes antérieures à la production capitaliste. Procès qui précède la formation du rapport capitaliste, ou l'accumulation primitive"). Ici Marx met en relation les formes de la propriété et les conditions naturelles et les conditions sociales de la production : *pour l'individu "la forme de ces conditions naturelles de production est double : le son existence de membre de la commune ; donc l'existence de cette commune qui est d'abord la tribu, puis la tribu la plus ou moins transformée. 2^e le rapport à la terre, sa propriété par l'intermédiaire de la commune (...)* *L'une des conditions naturelles de la production est, pour l'individu, son appartenance à une société naturelle, tribu, et cette appartenance est déjà une condition du langage par exemple, c'est à cette seule condition qu'il a une existence productive propre. Son existence subjective en dépend, ainsi que son rapport à la terre, son laboratoire*" ⁶⁷. En se transformant, les conditions naturelles et sociales de la production transforment la propriété et, conséquemment, ce que Marx appelle "le comportement du sujet actif" ⁶⁸. Ainsi lorsqu'il analyse les modifications successives des conditions et des formes de la production - soit dans l'appropriation subjective de ces conditions ou dans sa négation opérée par le capital - Marx met toujours en relations les conditions objectives de la production et les conditions de l'activité subjective. De plus si en objectivant le travail le capital pose le travailleur comme simple sujet non-objectivité (le discours de l'idéologie nationale servant d'objectivation mystifiée), les conditions organiques de la reproduction sociale appartiennent aux capitalistes. Dans une formation sociale dominée, dans une situation d'oppression nationale, ces conditions

⁶⁶ Karl Marx, "[*Contribution à la critique de l'Economie Politique*](#)" (préface), Paris, éditions sociales, 1972, (traduction de M. Husson et G. Badia) p. 5.

⁶⁷ Karl Marx, "*Grundrisse*", 2 Bis supplément ou chapitre du capital (traduit par R. Dangeville), Paris, U.G.E., coll. 10/18, 1974, p. 27.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 29 et p. 31.

appartiennent à la classe dominante de la nation dominante d'une part et d'autre part, placé dans un certain seuil de dépossession de sa langue et de sa culture, l'individu développe une conscience particulière de ce caractère inorganique de la reproduction sociale par rapport à son travail. En ce sens nous disons que la conscience nationale est une forme de la conscience de classe, elle est la conscience du caractère inorganique des conditions de la production et de la reproduction, dans la nation (la formation sociale) et dans le travail, c'est-à-dire la structure de classe.

Bien sûr l'analyse de Ber Borochov peut nous apparaître somme toute quelque peu sommaire ; mais n'insuffle-t-elle pas un dynamisme à la sociologie ? et partant n'indique-t-elle pas un manque, ne désigne-t-elle pas une urgence, un besoin, à l'intérieur de la sociologie marxiste que la question nationale n'a de cesse ou n'achève de mettre à l'épreuve ? Nous voudrions par ces interrogations suggérer que les "conditions de la production" ont une valeur théorique, une pertinence en tant que [45] concept, dans l'analyse de la question nationale. Bien sûr ces conditions sont historiques et doivent être saisies dans leur transformation parallèlement et en relation avec le mode de production. En effet le mode de production est un système complexe de plusieurs formes de production différenciées ; dans cette unité qui le constitue le mode de production confère nécessairement une forme sociale à la production. Un même mode de production intègre, unit des formes sociales différentes et délimite des formations sociales. En retour celles-ci ne constituent pas l'application concrète du mode de production même si, généralement, la catégorie de formation sociale dénote une interprétation empirique du mode de production. La formation sociale est une totalité historique. elle ne saurait renvoyer, en tant que concept, au cadre national des aspects concrets du mode de production ou à une juxtaposition de facteurs sociaux et nationaux ou encore à un repérage de particularités anthropologiques. Les différentes formes de la production sont la raison d'être du mode de production et les formations sociales désignent l'interaction dialectique des rapports de production et des conditions matérielles et sociales de la production ⁶⁹.

⁶⁹ Cezare Luporini, "Per l'interpretazione della categoria "formazione economico-sociale" " in "*critica Marxista*", no 3, 1977, pp. 8-9.

Otto Bauer avait parfaitement compris, avec Borochov que la nation ne représentait pas une somme de particularismes nationaux, une énumération stérile de facteurs mais un système, un rapport social, une catégorie historique : "*la constitution de la nation et la caractéristique particulière de chaque nation sont déterminées par le mode de travail des hommes par les moyens de travail dont ils se servent par les forces productives qu'ils dominent, par les rapports dans lesquels ils entrent à l'intérieur de la production*" ⁷⁰. La communauté de destin et de culture que révèle la nation est liée d'une part à la combinaison et la manifestation variables de plusieurs éléments comme la langue, la culture. le territoire etc. ... et d'autre part à la lutte des classes c'est à dire à l'ensemble des conditions sociales de la production et des rapports de production. Par ailleurs si les rapports de production surgissent d'emblée comme des rapports sociaux comment expliquer la genèse d'une conscience nationale au Québec, dans la péninsule ibérique ou dans les îles britanniques au sein des rapports de production qui sont identiques en Ontario, en Castille ⁷¹ ou en Angleterre ? Poser ainsi le problème c'est y répondre un peu. En fait tant du point de vue politique que théorique, il s'avère impossible d'opérer une distinction, une séparation entre l'oppression sociale et l'oppression nationale à l'intérieur d'une nation dominée. Semblablement il est vain d'esquiver le problème en alléguant que les maux de l'oppression nationale découlent de l'oppression sociale à partir d'une conception antinomique des faits sociaux. Une théorie de la question nationale implique une théorie de l'oppression nationale que nous esquisserons à partir des prémisses [46] suivantes :

- a) Le travail salarié n'épuise pas la totalité des rapports sociaux de production ; c'est le procès de la lutte des classes qui éclaire les localités de classe et assigne aux structures de position de classe des contours précis ⁷². Autrement dit les classes sociales ne

⁷⁰ Otto Bauer, la "question des Nationalités et la social-démocratie" in G. Haupt, M. Lowy et C. Weill, "*Les Marxistes et la question nationale*, no 48, 1914", Paris, Maspero, 1974 p. 242.

⁷¹ Cela ne préjuge en rien les différences entre les formes politiques et les diverses méthodes d'extraction du surplus social.

⁷² cf. Erid Olin Wright, "Intellectuals and the Working class" in The "*Insurgent Sociologist*", vol. VIII no 1, 1978, p. 6.

peuvent être exhumées, désignées a priori ou considérées comme pré-établies ⁷³.

- b) Le capitalisme est un système de domination globale qui ne s'exerce pas seulement au niveau des intérêts économiques des classes sociales dominées ⁷⁴ ; les rapports d'exploitation (travail salarié) sont aussi de façon concomitante, dans les nations dominées, des rapports de domination et de subordination.
- c) Dans les nations dominées ou dans les formations sociales intégrées et dominées, les classes sociales exploitées sont aussi des classes subalternes ou plus exactement elles sont insérées dans des rapports de subordination qui traduisent le vécu existentiel des rapports d'exploitation et qui apparaissent comme leur forme nécessaire.
- d) Cette situation d'exploitation-subordination des classes sociales confère à la conscience de classe des formes particulières et historiques, engage les différentes classes sociales dans des rapports de force bien déterminés puisque dans chaque formation sociale, les classes montrent des niveaux, des degrés différentes de subordination au capital. Les rapports de force (politiques) qui en découlent et la manière ou la profondeur avec lesquelles ils sont perçus, reflétés par les classes sociales dominées, sont des moments constitutifs de ces classes.
- e) Les rapports de subordination (intellectuelle et morale) agissent à l'intérieur de la division sociale du travail, opèrent au niveau du contrôle capitaliste et de la discipline du travail ; affectent l'ensemble des rapports sociaux : relations entre les hommes et les femmes, espaces d'habitation, types et temps de loisirs, programmes culturels etc. ... Bien entendu ces derniers éléments sont aussi investis par les rapports d'exploitation dans les nations dominantes cependant la situation subalterne (ou exploitée/subordonnée) confère aux idéologies, aux attitudes culturelles ou religieuses des significations diverses. Par exemple la religion en Pologne, en Lituanie, en Ukraine, en

⁷³ cf. Ernesto Laclau, "Politics and Ideology in Marxist Theory", Londres, New Left Books, 1977.

⁷⁴ cf. Anouar-Malek, "*La Dialectique sociale*", Paris, Editions du Seuil, 1972, p. 395.

Irlande, au Québec dans les nations islamiques... n'est pas d'emblée saisie comme une aliénation et présente une plus grande force de cohésion ou d'autonomie sociales que dans les nations dominantes.

Cette précision nous amène à parler de la cohésion culturelle, politique [47] et sociale de la nationalité ou de la nation. La situation d'exploitation-subordination introduit et suscite des résistances multiples, modère et conditionne des distances culturelles entre les différentes classes sociales ⁷⁵. Dans les pays du Tiers-Monde par exemple, la paysannerie et une partie du prolétariat ont conservé et développé une culture normative fréquemment antithétique aux institutions hégémoniques de l'État et à ses élites qui agit comme sub-culture de classe ou comme une "autonomie culturelle relative" des classes exploitées et subordonnées. L'appropriation symbolique, religieuse s'intègre à un processus de résistance sociale dans lequel le folklore exprime une condensation des luttes de classe livrées dans le passé par la paysannerie et/ou le prolétariat et s'adapte avec souplesse à des besoins et exigences politiques conjoncturelles. Les classes dominées n'hésitent donc pas à recourir à la déviation, à la profanation à l'hérésie pour défendre leurs intérêts de classe... ⁷⁶. Dans la mesure où dans chaque formation sociale dominée il existe une division culturelle du travail : *"quand le caractère distinct de la culture coïncide avec l'identité de classe, comme c'est le cas pour une partie de la classe ouvrière et pour la majorité de la paysannerie, celui-ci sert à renforcer à la fois l'identité de classe et le potentiel pour une mobilisation"* ⁷⁷. La situation d'oppression nationale est donc déterminée par la lutte de classe dans toutes ses dimensions au travers desquelles la conscience nationale se fraie un chemin, prend forme petit à petit pour infléchir le cours de la lutte des classes dans le sens où elle se pose comme une affirmation sur le plan politique pour défendre des intérêts économiques et culturels, où sa dynamique entrave les rapports de domination et où elle véhicule une valeur pédagogique dans le

⁷⁵ cf., James Scott, "Hegemony and the Peasantry" in *"Politics and Society"*, no 3, 1977.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 287.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 277.

décodage de l'exploitation tout court. Nous voulons signifier en cela que la lutte nationale est une lutte politique parce qu'elle impulse réellement ou potentiellement une insurrection contre l'ordre social existant, une subversion des formes oppressives de la culture dominante. Comment la lutte nationale ou les revendications nationalitaires procèdent-elles à un "démantèlement du régime en place" comme l'écrivait Otto Bauer⁷⁸ ? Prenons l'exemple des revendications linguistiques fustigées et stigmatisées par Eric Hobsbawm. Lorsque l'ouvrier ou l'ouvrière, l'employé(e) exigent le droit de travailler dans sa langue, de communiquer huit heures par jour dans sa langue, revendiquent la parité de salaire avec les ouvriers ou les employés d'une autre langue, d'une autre culture, lorsque les consommateurs demandent que les étiquettes, les modes d'emploi... des produits soient formulés dans leur langue, lorsqu'ils désirent recevoir des soins médicaux, écouter des programmes culturels ou lorsque les individus souhaitent encore s'entretenir avec les tribunaux, les institutions publiques et judiciaires, dans leur langue - alors ce sont les conditions sociales de la production qui [48] sont en jeu, qui sont remises en cause. Les revendications linguistiques nationales affrontent l'organisation du procès de travail, la logique du profit et les "coûts" économiques de la production, la logique de fonctionnement des appareils idéologiques, la résistance de l'État dont la nature coercitive se trouve ainsi dévoilée, repérée. Par les revendications nationales linguistiques ou culturelles les classes dominées découvrent, dévoilent les rouages et les formes de l'exploitation. Ce rôle pédagogique tient au niveau même d'intervention des revendications nationales dans l'ensemble des rapports sociaux de production, c'est à dire au niveau de la production. Elles sont de nature qualitative, elles ne sont pas subordonnées aux exigences, à la logique de l'accumulation et servent les intérêts des classes exploitées. Si le capitalisme est un système de domination économique, politique et idéologico-culturel, alors les classes dominantes peuvent difficilement faire subir des distorsions à ce type de revendications, en altérer le contenu ou en diminuer la portée politique et sociale étant donné le caractère global et intégral, intangible et virtuellement politique de ces revendications et l'organisation

⁷⁸ cf. Arieh Yaari, "Le défi National les théories marxistes sur la question nationale à l'épreuve de l'Histoire" vol. 1, Paris, Anthropos, 1978, pp. 105-106.

structurée de la domination capitaliste⁷⁹. De plus la lutte nationale investit également le niveau de la circulation, c'est à dire là où les individus sont le plus divisés, opposés, échelonnés, dispersés⁸⁰. À ce niveau les revendications sont à première vue beaucoup moins subversives (par exemple la création d'universités francophones du Québec n'implique pas forcément un contrôle total de l'enseignement et des structures administratives de la part des enseignants) ; cependant elles fournissent et alimentent un terrain d'action commun dans une période où les classes dominantes entreprennent tous les moyens pour diviser les classes exploitées (et subordonnées) : hommes vs femmes, immigrants vs travailleurs indigènes, secteur public vs secteur privé, spécialisés vs non spécialisés, intellectuels vs ouvriers etc. ...

⁷⁹ G. Esping-Andersen, R. Friedland, E. Olin Wright, "Modes of class struggle and the capitalist State" in "*Kapitalistate*", 4-5, 1976, pp. 203-204.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 205.

[49]

Sociologie politique de la question nationale

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 5

**LES NATIONALITÉS
ET LA CRISE DE L'ÉTAT**

[Retour à la table des matières](#)

Les classes sociales se forment certes à l'intérieur des sociétés globales mais ce qui précède indique que, tout comme l'État, la nationalité constitue une société globale et un concept politique ; les classes sont nationales en tant que la nationalité, dans sa relation à l'État, se définit comme société globale⁸¹. Autrement dit la nationalité n'est pas un élément passif de la vie sociale⁸².

Dans le contexte de différences culturelles transformées en inégalités structurelles par les conditions de production, les classes sociales sont plus réceptives à des revendications nationales ou formulées en termes de classe selon la conjoncture sociale et politique, la politique des organisations et des partis, la stratégie des classes dominantes etc. ... La classe n'est pas en soi internationaliste, ni même nationaliste, précisément parce que "le nationalisme et l'internationalisme ne sont ni des sentiments abstraits ni, des concepts

⁸¹ cf. Sergio Salvi, "Patria e patria Dalla Catalogna al Friuli Dal Paese Basco alla Sardegna: il principio di nazionalità nell'Europa occidentale contemporanea", Florence, Vallecchi, 1978.

⁸² Michael Hechter, *op. cit.*, p. 314.

dichotomiques" ⁸³. La conscience nationale (pour soi) parcourt le même horizon de possibilités que la conscience de classe (pour soi). Prétendre que "les marxistes en tant que tels ne sont pas nationalistes" c'est croire que les classes ne sont pas nationalistes ou plus exactement que seules les classes dominantes le sont et peuvent l'être pleinement et que si le nationalisme imprègne la conscience de la classe ouvrière, c'est par l'effet de l'idéologie nationale des classes dominantes. Les masses exploitées ne sauraient donc formuler une conscience nationale, des revendications de [50] classe sur une base nationalitaire autonome — la conscience nationale est alors la forme que prend la conscience de classe dans des conditions anormales de production, dans une nation dominée — parce que d'une part on réduit la nation à un cadre ou à une construction théorique et d'autre part parce qu'on désigne les États nationaux seulement à partir de leur idéologie officielle. En fait ledit cadre se révèle être celui de l'État-nation et ne traduit nullement la réalité objective, historique et dynamique qu'est la nation mais constitue plutôt un plaidoyer pour la théorie pseudo-gramscienne du polycentrisme et une couverture de la coexistence pacifique. La reconnaissance du "domaine national" ne consiste donc pas à allier le capital et le travail dans l'État contre un ennemi extérieur fut-il fasciste ou impérialiste US mais à libérer la "nation interdite" (Salvi), à détruire l'État-nation, instrument de l'oppression de la classe ouvrière et de ses alliés. Le lieu organique - dialectique entre la classe et la nation se renforce aujourd'hui avec la conjonction de la montée politique des masses et de l'aggravation de la crise de l'État-nation que l'on peut en partie définir de la manière suivante : *"L'État-nation et le capitalisme industriel sont nés d'un même mouvement de territorialisation des hommes et des choses caractérisé par la juxtaposition de la structure étatique et du cadre institutionnel et organisationnel du capitalisme.. Le pouvoir central, forme suprême du pouvoir de l'État, avait pour mission d'organiser les hommes selon les impératifs de cette phase de développement et d'assurer la cohésion sociale... Toutefois, dès que le capitalisme industriel se met à décliner et que, pour se restructurer, il doit voguer vers d'autres horizons et terrains, il est logique que des tensions surgissent à l'intérieur du territoire étatique, de même que ce soit contre le pouvoir central et à l'initiative des pouvoirs politiques intermédiaires que ce mouvement d'opposition se développe. Le capital*

⁸³ Georges Haupt, *op. cit.*, p. 276.

attire les hommes et leur émigration diminue la légitimité du pouvoir politique territorial (local, régional et même national) lorsque le problème est vu sous un angle international" ⁸⁴.

Cette crise de légitimation va de pair avec le renforcement de la répression dont les cibles principales sont les minorités ethniques, les femmes et les travailleurs émigrés et les chômeurs (l'exploitation de ces groupes est bien particulière dans les nations dominées). D'une façon générale *"le rôle de l'État capitaliste devient de plus en plus décisif dans la définition des conditions d'une poursuite de l'expansion"* ⁸⁵. Par ailleurs l'accentuation des déséquilibres régionaux, le déclin des enclaves industrielles et des petites exploitations agricoles, ouvrent une crise qui ne peut plus être médiatisée en dehors du cadre étatique. En devenant directement politique la lutte de classe ébranle la structure idéologique libérale-démocratique attachée aux sociétés

[51]

industrielles avancées. La démocratie bourgeoise défie les prérogatives du capital qui essaie de ronger les conquêtes démocratiques acquises par les travailleurs ⁸⁶. Aujourd'hui le mouvement ouvrier ne doit pas se contenter de formuler des revendications démocratiques, se cantonner dans une position défensive laissant les initiatives aux classes dominantes dans les questions nationales et les contradictions constitutionnelles, mais définir un programme alternatif global en soutenant, comme le disait Boukharine, *"toutes les forces destructrices qui affaiblissent la puissance colossale de l'État, l'arme la plus épouvantable de la bourgeoisie"* ⁸⁷. Les revendications nationales, liées aux droits spécifiques de la classe ouvrière et des secteurs les plus touchés par la crise du capitalisme, sont une de ces forces destructrices. La référence, de la part d'Eric Hobsbawm, aux "tentatives réelles" de dévolution,

⁸⁴ Michel Quevit, "Les causes du déclin Wallon l'influence du Pouvoir politique et des groupes financiers sur le développement régional" (préface de Michael Adken), Bruxelles, Editions de vie ouvrière, 1979, pp. 262-263.

⁸⁵ James Petras, "La répression dans les pays capitalistes avancés" in *"Le Monde Diplomatique"*, août, 1978.

⁸⁶ Samuel Bowles et Herbert Gentis, "le poing invisible" in *"Le Monde Diplomatique"*, juillet 1978.

⁸⁷ Cité par G. Haupt *op. cit.* p. 324.

décentralisation en Yougoslavie, au Canada, aux U.S.A. etc. ... (il aurait pu citer aussi la Belgique, la France etc. ...) dénote pour le moins une bonne dose de naïveté. Les régions "décentralisées" sont autonomes comme les succursales de la Fiat le sont par rapport à la maison mère de Turin ; elles décident de la couleur des tapis du bureau du directeur mais certainement pas du modèle des voitures. De plus les régions sont bâties de toutes pièces par l'État unitaire — jamais remis en cause — elles sont souvent construites contre nature et contre culture. La "décentralisation-dévolution" dont parle avec candeur notre auteur entre dans le cadre d'une réponse stratégique capitaliste à la crise de l'État-nation que la bourgeoisie a décidé de doter de succursales, de filiales qu'on appelle des "régions". En fait il s'agit de rendre plus souple, plus adéquate, plus capillaire la machine bureaucratique de l'État unitaire ⁸⁸.

La question de la reviviscence des mouvements nationaux dans les pays du centre ne doit pas être appréhendée d'une manière descriptive ou pragmatique mais incluse dans la stratégie révolutionnaire qui exige en retour une compréhension théorique de la stratégie adverse dans une période historique précise. La superstructure juridique-constitutionnelle des États capitalistes ne correspond plus, aujourd'hui, à la nouvelle composition de classe de la société issue de la deuxième guerre mondiale. La crise socio-économique a enclenché une crise institutionnelle, c'est à dire une crise des capacités de l'État à planifier le "conflictualité". La nouvelle composition de classe (massification de la force de travail) sape le caractère organique de la constitution ⁸⁹ ; les classes dominantes tentent d'organiser une nouvelle légitimité globale, de mettre en place un nouveau système constitutionnel qui associerait le maximum de participation et le maximum de violence, qui serait "une désarticulation de classe" ⁹⁰. Bien entendu la question nationale se situe au coeur de cette mise à jour des institutions et pose [52] de façon éminente le problème de l'unité des travailleurs et des alliances de classe. Grâce à de nouvelles techniques de programmation et de l'intégration, l'État a amorcé une division des différentes strates de travailleurs et d'employés qui menace l'autonomie de la classe ouvrière

⁸⁸ cf. Sergio Salvi, *op. cit.* pp. 141...145.

⁸⁹ Antonio Negri, "La Forma Stato Per la critica dell'economia politica della costizione". Milan. Feltrinelli, 1977, p. 322.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 341.

dans son ensemble. C'est donc par une étrange logique qu'on nous présente la lutte pour l'indépendance nationale — la destruction de l'État-nation — comme une entreprise de division de la classe ouvrière alors qu'en fait cette division s'opère sous nos yeux par des tentatives d'aménagements constitutionnels au sein de l'État unitaire. *La question nationale — qui impulse la question constitutionnelle — trouve son expression sur le terrain historique des rapports entre formes économiques et formes institutionnelles par lesquels s'actualisent les contradictions de classe*⁹¹. De plus il est possible que la question nationale (sous toutes ses formes) constitue le lien où viennent s'articuler les contradictions à l'intérieur des pays du centre et celles entre ces derniers et les pays du Tiers-Monde. Autrement dit : "Les mouvements nationaux constituent la matrice fondamentale dans le cadre de laquelle se déploie la dialectique sociale au temps de l'impérialisme hégémonique et des révolutions"⁹². Nous avons donc tenté de montrer que la classe et la nation ne sont pas mutuellement exclusives, que la lutte nationale n'est pas antithétique à la lutte des classes, que la conscience de classe n'emprunte pas des chemins tous tracés d'avance et ne suit pas des voies qui seraient parallèles ou opposées à celles de la conscience nationale. Nous n'avons pas voulu, par contre, porter la nation au pinacle ou lui réserver un strapontin d'honneur au côté droit de la classe intronisée mais simplement indiquer que la conscience de classe et la conscience nationale se manifestent parfois contradictoirement. Pourquoi, au nom de quoi, avec quels concepts scientifiques ou opératoires, Eric Hobsbawm fustige-t-il les mouvements de libération nationale (conséquents, cela s'entend, qui visent l'indépendance politique) sous prétexte que l'histoire enseigne que beaucoup d'entre eux ont été "intégrés" et "récupérés" par le système capitaliste ? La classe ouvrière (le prolétariat révolutionnaire, la classe universelle) dont parle Hobsbawm avec insistance, ne peut-elle pas faire preuve de grande combativité montrer une attitude fort radicale lors de certaines grèves ou d'autres conflits sociaux et en même temps voter pour la Démocratie chrétienne, les partis libéraux, en un mot les partis bourgeois ? et en même temps manifester une soumission

⁹¹ cf. *Ibid.*, p. 322.

⁹² Anouar Abdel-Malek, "La Dialectique sociale", *op. cit.*, p. 398.

intellectuelle et morale au niveau des idées et de la lutte idéologique de classe ? Cela signifie-t-il qu'il faille jeter le bébé avec l'eau du bain ?

En ce qui concerne la conscience et les luttes nationales nous avons voulu poser la légitimité et la pertinence politiques et théoriques de ces deux questions :

[53]

- 1) Jusqu'à quel point les revendications et les luttes nationales s'opposent-elles aux stratégies mises en place par les classes dominantes au niveau de la centralisation de l'État, de la neutralisation politico-idéologique de la classe ouvrière, du corporatisme sociétal et de l'incorporation des classes dans les nouvelles structures de l'État ?
- 2) Si les structures de l'État constituent historiquement un enjeu et un produit de la lutte politique des classes, la crise actuelle de l'État-nation n'offre-t-elle pas un moyen, une occasion pour la classe ouvrière et ses alliés, d'affaiblir l'État, d'en exploiter les contradictions ?

[54]

[55]

Sociologie politique de la question nationale

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 6

**CONCLUSIONS
ET PERSPECTIVES**

[Retour à la table des matières](#)

Le présent travail avait, à ce stade, pour but évident de répondre à la position (connue malgré quelques habits neufs dont on la revêtue) qu'Eric Hobsbawm a opposée à Tom Nairn au sujet de la question nationale. Cette réponse nous a amené à douter de la méthode utilisée, en l'occurrence une variation prolongée sur un vieux thème : la classe et son primat sur toute catégorie sociologique. Cette conception réductrice du primat de la classe universelle (le prolétariat), dans son effet de subordination, relègue aux calendes grecques les transformations sociologiques que subissent les classes sociales et appréhende les faits sociaux comme des rondelles de saucisson insérées dans le sandwich de la contradiction Prolétariat-Bourgeoisie ; ainsi la religion est la religion, donc une aliénation donc le mouvement national irlandais est assujetti à des prêtres, fussent-ils modernes ; ainsi la russification des nationalités non-russes est un épiphénomène qui vient malencontreusement ternir la réputation des prétendus "États Marxistes" existants etc. ...

Qu'est-ce que la classe ouvrière ? Comment se développe la conscience de classe ? Comment peuvent se sceller des alliances de classes ? Ce ne sont pas des interrogations qui suscitent d'emblée une réponse mais qui posent un problème très important : la synthèse

historique⁹³. Notre travail s'est donc assigné une tâche précise : d'une part rejeter, à partir d'une analyse de la question nationale, les assertions stériles telles que le primat de la lutte des classes sur la lutte nationale, le subordination de la conscience "prolétarienne" à la conscience nationale, la priorité analytique des rapports de production sur les rapports d'échange [56] — et d'autre part peser le problème — malgré l'éclectisme que cela suppose et dont nous sommes conscients — de la reproduction d'un ensemble structuré qu'est le système mondial à partir de la signification et la portée politique, sociale et culturelle des luttes de libération et d'émancipation nationales.

Du point de vue théorique la question nationale pose le problème des rapports entre le mode de production la formation sociale et le système mondial qui conditionnent les relations entre la base et la superstructure. C'est pourquoi l'oppression nationale peut et doit être appréhendée au niveau de la production, de la circulation et des échanges. Loin d'évacuer les classes sociales, la question nationale apparaît plutôt comme un mode d'existence des classes sociales susceptible de nous en éclairer les modes d'organisation et de conscience.

Les classes sociales vivent la question nationale, en sont les agents et les produits. Si l'on admet que les classes n'existent pas en dehors de conditions matérielles et culturelles qu'elles ne sont pas pré-établies et qu'elles ne doivent pas être adjugées et si l'on considère aussi que les individus constituent une classe en tant que, unis et solidaires, ils se posent en contradiction avec une autre classe pour ce qui a trait aux conditions de vie et de travail et si l'on se rend compte enfin que l'oppression nationale modifie profondément ces conditions — alors les classes sont fondamentalement des catégories corrélatives⁹⁴ et la question nationale conditionne et médiatise les relations d'une classe

⁹³ cf. Aidan Foster-Carter, "The Modes of Production Controversy" in *New left Review*", no 107, janv. fev. 1978, p. 75.

⁹⁴ cf. Rudolf Bahro, "Per un comunismo Democratico - l'Alternativa" - Milan, Sugarco Edizioni, 1978 (traduction de Ingeborg Zapperi Walter) p. 195. Le concept de "subordination" lié aux transformations des conditions de travail et associé à une division hiérarchique du pouvoir au sein du processus productif sous l'effet de la technique et l'élaboration de l'information - est emprunté à Rudolf Bahro.

avec toutes les autres composantes sociales et principalement avec les détenteurs du pouvoir.

Deux citations nous semblent illustrer fort judicieusement ce que nous avons tenté d'établir dans ce travail : *"La division du monde en États nationaux, en groupes ethniques, races etc. ... avec des pouvoirs inégaux n'est pas qu'un simple phénomène superstructurel, mais c'est quelque chose qui influence profondément les intérêts de classe et qui doit donc être prise en compte dans le processus même de la définition des classes"*⁹⁵ et ce qui constitue une approche qui prend en considération les effets de la dépendance culturelle (ou subordination) sur les structures nationales de domination entre les classes : *"Comme l'anthropologie n'a de cesse de la montrer, l'emprunt sélectif de schèmes culturels décontextualisés et importés et leur imposition pratique dans un style de vie sont constamment associés à la destruction de systèmes de défense intériorisés, produits d'une tradition sociale de lutte et des solidarités de groupe qui font la force des faibles"*.

⁹⁵ Giuseppe Arrighi, cité par Aidan Foster-Carter, art. cit, p. 77.

[57]

Sociologie politique de la question nationale

Deuxième partie

LE CANADA ET LE QUÉBEC : SUR L'AU-DELÀ D'UNE QUESTION LINGUISTIQUE

[Retour à la table des matières](#)

[58]

[59]

L'analyse et la critique du nationalisme et des mouvements nationaux dans les États contemporains que nous propose Hobsbawm, nous invite à nous pencher d'un peu plus près maintenant sur la question nationale québécoise puisqu'il y fait lui-même allusion en caractérisant par ailleurs celle-ci comme une question essentiellement linguistique.

Les difficultés théoriques et politiques soulevées par la question nationale au Québec ne nous autorisent pas à fournir une analyse définitive de tous les aspects qu'elle recouvre. Tout au plus l'aborderons-nous en dernier lieu sous l'angle des orientations stratégiques qu'elle implique pour le mouvement ouvrier québécois dans la conjoncture actuelle. Problème délicat, il va sans dire, mais qu'il est impossible d'esquiver.

Aussi, notre réponse à Hobsbawm, à partir du cas québécois, se fonde-t-elle sur la problématique qui se dégage de la partie précédente. Au regard de cette problématique, trois ordres de questions retiendront notre attention : 1) La formation de l'État canadien ; sa signification actuelle et les fondements historiques de la question nationale québécoise. 2) La question linguistique et ce qu'elle découvre comme champ d'oppression nationale. 3) Les conditions d'émergence, la nature et le caractère contradictoire du mouvement québécois de revendications nationales et son rapport au mouvement ouvrier et aux prises de position de ce dernier après deux ans de pouvoir du Parti Québécois.

Mais auparavant il convient de discuter de quelques points historiques (théoriques et politiques) relatifs à la situation québécoise et susceptibles d'introduire notre propos en donnant l'éclairage nécessaire du cadre à l'intérieur duquel se situe ce débat.

Cette démarche nous apparaît d'autant plus utile pour analyser le mouvement national québécois de ces quinze ou vingt dernières années que celui-ci ne se laisse pas enfermer dans une formule aussi brève que celle que nous propose Hobsbawm et qui a comme effet de caricaturer quelque peu un objet dont les éléments ne se laissent pas penser avec d'autant de facilité et surtout sans référence à la société globale.

On peut affirmer dès le départ que la question nationale québécoise a des racines historiques profondes qu'un siècle de vie confédérale (à l'intérieur de l'État canadien) n'est pas parvenu à réduire ou à éliminer. Elle apparaît toutefois comme placée, d'une certaine manière, sur une voie de garage. Il ne faudrait pas en conclure cependant qu'elle ne manifeste pas durant toute cette période une présence active, et même dissolvante, dans les rapports politiques au sein de la confédération canadienne. Bien au contraire, dans beaucoup de situations, elle [60] demeure la plaqué tournante des politiques des appareils d'États centraux (fédéraux) ou provinciaux puisque dans toute son expression elle ne peut concerner la seule "Province of Québec".

Au mode de généralisation des rapports capitalistes de production et d'échange au sein de la "société canadienne" pré ou post-confédérale s'articulent des rapports d'oppression nationale dont le Québec n'est pas le seul impliqué bien qu'il soit le cas le plus probant - nous voulons indiquer ici les problèmes posés par les minorités acadienne⁹⁶ et amérindienne⁹⁷. Ces rapports d'oppression nationale marquent profondément l'histoire entière du pays. Ainsi, faut-il insister, depuis la situation créée par la conquête britannique de 1760⁹⁸, toute l'histoire du Canada est en effet perturbée par des crises politiques et sociales reliées directement à la question nationale québécoise : cette conquête

⁹⁶ cf. Michel Roy, *"L'Acadie Perdue"*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1978.

⁹⁷ cf. Norman Zlotkin et Donald R. Colborne, "Internal Canadian Imperialism and the Native People", in *"Imperialism, nationalism and Canada"*, Toronto, New Hogtown Press, 1977, pp. 161-186.

⁹⁸ Il ne s'agit pas de faire remonter ici la lutte de revendication nationale des canadiens français à la Conquête mais d'indiquer tout au plus que celle-ci se pose comme condition historique concrète d'une domination coloniale britannique qui ne sera pas sans importance dans le développement ultérieur de l'histoire de cette colonie ; par ailleurs, il faut rappeler que la résistance des canadiens français à l'oppression de l'occupant anglais prend forme bien avant les Rebellions de 1837-1838. C'est au cours des années 1780-1790 que cette résistance commence à s'affirmer, d'autant plus que cette population manifeste quelques sympathies envers les luttes menées par le peuple "américain" pour s'émanciper de la tutelle britannique (ce qui n'est pas le cas, il faut dire, des élites locales, y compris le clergé, trop préoccupées à s'aménager de bon rapports avec les britanniques. C.P. Raoul Roy, *"Résistance indépendantiste"*, Montréal, Editions Québécoises, 1973, pp. 7 et suivantes.

elle-même jusqu'aux Rébellions de 1837-1839 ; la résistance du Bas Canada (Québec actuel) sous l'acte d'Union imposé par le Gouvernement britannique dont un des buts avoués était la subordination et l'assimilation du peuple "canadien français", jusqu'aux luttes rattachées à la Constitution officielle du Canada (en 1867) sous le patronage bienveillant de la "mère-patrie" qui, par son Parlement, octroie cet acte constitutionnel ; puis l'écrasement des révoltés des Métis du Manitoba et de la Saskatchewan (dont plusieurs parlaient français) par les forces de l'ordre du Gouvernement central, et la condamnation et la pendaison de leur chef Louis Riel ⁹⁹ ; les crises provoquées par les problèmes reliés aux écoles françaises dans les provinces de l'Ouest canadien ainsi que les querelles entre les "deux communautés fondatrices" au sujet de la participation du Canada aux côtés de la Grande-Bretagne dans des menées militaires en Afrique du Sud (Guerre des Boers) ; l'agitation québécoise provoquée par l'enrôlement obligatoire lors de la première guerre et la seconde crise de la conscription de 1942 ; enfin l'émergence d'une conscience nationale et de nouveaux courants nationalistes à la fin des années cinquante et au début des années soixante qui débouchera notamment sur l'élection, le 15 novembre 1976, au Gouvernement de la province de Québec, d'une formation politique (le Parti Québécois) dont la clé de voûte du programme et le fondement de sa légitimité renvoient à un objectif politique précis : celui d'une indépendance politique du Québec assortie d'une association économique avec le reste du Canada, association à négocier si les résultats du référendum provincial prévu à ce sujet s'avéraient positifs ¹⁰⁰.

⁹⁹ Événement qui aura comme effet de soulever "l'ensemble de la population du Québec (alors que) 40 à 50 000 personnes, selon les estimations de l'époque, s'assemblèrent au Champs de Mars, à Montréal (population : 200 000 habitants) ; ce fut la *plus* importante d'une centaine d'assemblée dans l'ensemble de la province". C.P. Alfred Dubuc, "[Les fondements historiques de la crise des sociétés canadienne et québécoise](#)", in "*Politique Aujourd'hui*", no 7-8, 1978, p. 41.

¹⁰⁰ Sur les aspects historiques du Québec, on peut se référer aux deux ouvrages suivants ; Jean-Claude Robert, "*Du Canada français au Québec libre : histoire d'un mouvement indépendantiste*", Paris, Flammarion, 1975 ; et Mason Wade, "*Les Canadiens Français de 1760 à nos jours*", Montréal, Cercle du Livre de France, 27 mars, 1963.

Voilà un bref tour d'horizon des quelques points (et quelques moments) de conflits auxquels il convient de se référer pour qui veut poser dans toute sa signification historique le problème national québécois à l'intérieur de l'État canadien. Ce rapide coup d'œil montre, à [61] l'aide de quelques indices, à quel point la situation politique actuelle au Québec n'est pas le fait d'une génération spontanée. Par conséquent la dynamique d'ensemble du mouvement national québécois exige une analyse se fondant sur les conditions toutes particulières qui président à la formation de l'État canadien, à partir d'une oppression nationale spécifique, se reproduisant tout au long de l'histoire du pays, d'une part, et sur le caractère et les formes toutes particulières du mouvement national québécois dans la période contemporaine, d'autre part.

[62]

[63]

Sociologie politique de la question nationale

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre 7

**L'ÉTAT CANADIEN
ET LES DISPOSITIFS DE
L'OPPRESSION NATIONALE**

[Retour à la table des matières](#)

L'accession du Parti Québécois au pouvoir provincial provoque une crise politique sans doute la plus grave depuis la Confédération. Cette crise intervient au moment où le Canada est sérieusement affecté par la crise des économies occidentales et qui remet fatalement en cause ici le modèle de développement capitaliste dépendant. L'enjeu de cette double crise concerne au premier chef l'unité canadienne (détruite ou restaurée ?). À moins d'un règlement rapide, ce qui reste encore difficilement décelable et à notre avis presque impossible à court terme, cette crise n'est pas à la veille de s'éteindre d'autant qu'elle touche à l'exercice du pouvoir politique de l'État central (fédéral) autour duquel la grande bourgeoisie canadienne resserre fermement les rangs. Sans un règlement radical, la crise politique actuelle conservera, le croyons-nous, une place de tout premier plan dans la conjoncture politique et sociale canadienne et québécoise pour bien des années à venir. Ainsi est-il nécessaire d'éviter de passer trop rapidement sur cette question et de prendre soin de la cerner à partir de sa signification profonde.

La formation de l'État canadien au XIXe siècle n'est pas fortuite. Le développement d'une bourgeoisie canadienne fortement épaulée par le

capital britannique (sans lequel, il faut le dire, elle aurait eu des difficultés à voir le jour) se spécialise dans les secteurs du commerce ¹⁰¹, de la finance et du transport, de même que dans certaines industries [64] légères.

Classe capitaliste essentiellement coloniale d'abord, cette bourgeoisie anglophone et protestante ¹⁰² se voit d'une certaine manière contrainte, à la suite de l'établissement des politiques de libre échange par la Grande-Bretagne, de se forger un marché national et un appareil d'État centralisé et fort. De cette dynamique résulte une unification nationale largement amorcée sous l'acte d'Union du Haut et du Bas-Canada (Ontario et Québec actuel) de 1840 et qui se poursuit, si l'on peut dire, avec la Confédération de 1867. La mise en place d'un État centralisé, au-delà des rhétoriques connues, reste toutefois une mesure politique dont l'objectif consiste à résoudre la crise commerciale et financière grave à laquelle est confrontée cette bourgeoisie locale toute particulière, notamment à la suite de l'échec du Grand Trunk, du ralentissement du commerce extérieur "canadien" vers la fin de la guerre civile américaine, puis l'interruption du traité de Réciprocité par les États-Unis un an avant la signature du Pacte Confédératif. Dans les circonstances, l'indépendance politique du Canada est octroyée, sans lutte et sans aucune hésitation de la part de la Grande-Bretagne, à une bourgeoisie commerciale et bancaire et quelque peu industrielle qui sera forcée de se doter d'un "marché" local nécessaire à son développement grâce à un regroupement des colonies de l'Amérique du Nord Britannique. On se lance alors dans la construction des chemins de fer afin de connecter les différentes parties du pays. Cette politique exige alors de l'État central un rôle important : "Le Canada (des Conservateurs) était un État centralisé dans lequel le gouvernement fédéral contrôlait les éléments fondamentaux de la politique économique (...) Celle-ci misait sur les capitaux et les marchés britanniques pour soutenir le développement du Canada et procurer un débouché aux produits canadiens" ¹⁰³.

¹⁰¹ Notamment des produits de la forêt et de l'agriculture du pays.

¹⁰² "La bourgeoisie du XIXe siècle était presque uniquement "White Anglo-Saxon Protestant (W.A.S.P.)" ; Jorge Niosi, "Les classes sociales au Canada", in *Politique Aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 18.

¹⁰³ James et Robert Laxer, *Le Canada des Libéraux*, Montréal, Editions Québec/Amérique, 1978, p. 11.

Ainsi la constitution d'un appareil politique centralisé n'est pas le fait d'une bourgeoisie industrielle au sens strict du terme mais d'un capital qui se spécialise dans les secteurs du transport et des communications, du commerce et de la finance ¹⁰⁴. Mais cette "bourgeoisie financière canadienne, note Gilles Bourque, (...) n'est pas une bourgeoisie financière au sens léniniste d'interpénétration des banques et de l'industrie. Elle se cantonne principalement dans le domaine bancaire, finançant l'impérialisme, principalement américain, qui contrôle l'industrie canadienne dans une proportion inégalée dans aucun pays industrialisé. Après avoir été le lieu où se concentrait le plus de capital anglais par habitant dans le monde à la fin du XIX^e siècle, le Canada est devenu, un siècle plus tard, le pays qui a le douteux privilège d'accueillir la plus grande proportion de capital américain" ¹⁰⁵. De ce point de vue, le capital typiquement canadien s'est articulé historiquement autour du capital britannique puis américain, ce qui fait de lui un

[65]

capital dont l'autonomie ne s'est jamais pleinement exercée. De plus l'économie canadienne, de tout temps, est restée une économie fortement tournée vers l'extérieur. Cette "extraversion" de l'économie du pays limite d'autant la bourgeoisie canadienne dans ses tentatives de formulation de politiques économiques suffisamment "autocentrées" et selon une dynamique qui soit véritablement sienne. Les vicissitudes du marché mondial la bousculent sans cesse.

Ni compradore, ni nationale au sens classique, cette bourgeoisie canadienne, si elle reste "assez forte pour empêcher la pénétration massive du capital américain dans le secteur bancaire, sa fraction dominante ne peut ni ne semble disposée à remettre sérieusement en

¹⁰⁴ Précisons toutefois que les États centralisés européens ne sont pas, stricto sensu, des créations de la bourgeoisie, ils étaient d'abord des carapaces politiques de la noblesse en crise. Cependant ces États ont joué un rôle important dans l'impulsion industrielle ou manufacturière en Europe. Ce ne fut pas le cas au Canada en raison même des structures coloniales et de l'orientation financière des classes dominantes.

¹⁰⁵ Gilles Bourque, "[Le Parti Québécois dans les rapports de classe](#)" in "*Politique Aujourd'hui*", *op. cit.*, p. 84. Sur cette question, on peut également consulter l'étude de Jorge Niosi, "*Le contrôle financier du capitalisme canadien*", Montréal, PUQ, Montréal, 1978.

question la domination massive du capital américain dans le domaine des matières premières et dans le secteur industriel. Au contraire, en même temps qu'elle finance l'impérialisme sur place, la bourgeoisie canadienne s'inscrit elle-même dans la chaîne impérialiste en reproduisant à la périphérie ses caractéristiques dominantes, y investissant surtout dans les secteurs bancaires et commerciaux ainsi que dans le domaine des moyens de communication" ¹⁰⁶. Ainsi l'État canadien est particulier en cela qu'il se fonde d'abord sur une classe bourgeoise relativement dépendante, successivement de la Grande-Bretagne jusqu'après la Première Guerre Mondiale, puis des États-Unis surtout depuis la seconde guerre. Avec de telles caractéristiques structurelles on comprend que cette classe dirigeante ait connu et connaisse maintenant, avec la crise de l'État-nation, de sérieuses difficultés d'imbrication des divers espaces économiques régionaux ou provinciaux. Malgré sa réussite relative de faire de l'État central un appareil politique fort et éprouvé, elle n'est cependant pas parvenue pour autant à intégrer dans un ensemble suffisamment stable le "territoire canadien" ¹⁰⁷.

Dépendante et tronquée sur le plan économique, instable et fragmentée (notamment dans ses couches intermédiaires) au niveau politique ¹⁰⁸ cette bourgeoisie n'a pas été capable de concilier les parties et de cimenter l'espace économique canadien, pas plus qu'elle n'est parvenue à régler minimalement la question nationale québécoise, étant impuissante à asseoir son hégémonie grâce à l'élaboration, entre autre, d'une idéologie nationaliste pancanadienne articulée sur la nationalité canadienne anglaise et suffisamment forte pour enfermer la nationalité canadienne-française. Ainsi, "loin de surmonter le clivage, constate l'historien Stanley-Bréhaut Ryerson, l'État fédératif de 1867 le perpétua, tout en masquant l'inégalité nationale au moyen d'un échafaudage "fédéral-provincial" fait d'unités territoriales qui ne correspondent point à la dualité nationale réelle" ¹⁰⁹. L'État canadien est de la sorte miné par une double fracture que sa sénilité lui interdit

¹⁰⁶ Gilles Bourque, art. cit., p. 85.

¹⁰⁷ Gilles Bourque, art. cit., p. 85.

¹⁰⁸ Qu'il faut mettre en rapport avec une stabilité relative de la constitution qui n'a pu être aménagée au gré des conjonctures politiques.

¹⁰⁹ cf. Stanley Bréhaut Ryerson, "[Le pari québécois : de la nation/communauté au pouvoir étatique ?](#)" in "*Politique Aujourd'hui*", *op. cit.*, p. 27.

[66] de guérir : un inégal développement régional se superposant tout particulièrement à la question nationale québécoise. De ce point de vue, nous sommes du même avis que Gilles Bourque lorsque celui-ci soutient que cette question "se pose à la fois comme question régionale et comme question nationale au sein d'un État qui n'a jamais su être autre chose qu'une structure mal intégrée, soumise à de constantes pressions à l'éclatement"¹¹⁰. À partir de ces quelques considérations historico-structurelles, on peut, sans risquer de trop schématiser, caractériser l'État canadien de la manière suivante :

- 1) Celui-ci se forme véritablement avec l'émergence d'une bourgeoisie commerçante et bancaire essentiellement anglophone et dépendante organiquement du capital britannique dans un premier temps, puis du capital américain par la suite, ce qui ne lui interdit toutefois pas certaines marges d'autonomie au niveau de l'accumulation et du contrôle de ces secteurs.
- 2) Cet État se fonde également sur l'oppression de la nationalité canadienne française dont le lieu géographique d'ancrage est essentiellement le Québec ; de ce point de vue cet État reproduit la domination d'une nation sur une autre.
- 3) Conçu et mis en place au XIX^e siècle en tant qu'appareil politique fort et centralisé, correspondant à l'équilibre des forces sociales de l'époque, cet État parvient mal à cimenter l'ensemble canadien au point où sa stabilité est irrémédiablement remise en cause aujourd'hui.

La dynamique enclenchée par l'inégal développement régional d'une part, et la question nationale québécoise d'autre part, débouche sur un éclatement de la structure politique canadienne, avons-nous dit.

Dans la période contemporaine, cette dynamique ne se comprend que si on la rapporte à la fois à la phase particulière du capitalisme monopoliste, tel qu'il s'organise dans l'espace nord-américain, et à l'action de l'État qui assume un rôle encore plus poussé et procède à des interventions plus soutenues dans l'aménagement des rapports

¹¹⁰ Gilles Bourque, in *ibidem*, p. 85.

économiques. Or cet aménagement ne va pas sans difficulté. Comme le développement du capital monopoliste au Canada et au Québec est le fait du capital américain rattaché aux secteurs les plus dynamiques de ces économies, l'extension de l'emprise américaine intervient directement dans le processus de désarticulation économique pancanadien. Mais l'effet politique de désorganisation de la structure confédérale canadienne est aussi désastreux pour les intérêts du capital monopoliste américain que pour la bourgeoisie anglo-canadienne. C'est pourquoi ils désapprouvent avec beaucoup de force le projet politique d'indépendance du Québec tel que véhiculé pour le moment par le Parti Québécois.

[67]

Le lieu d'ancrage politique des multinationales américaines s'effectue aux deux niveaux étatiques, provincial et fédéral. Mais ce dernier occupe une place toute particulière par rapport au capital monopoliste américain. Comme principal centre du pouvoir politique, cet appareil reste intégré à l'activité des multinationales américaines en réglant notamment la variable du procès de valorisation du capital ¹¹¹. Mais ce soutien n'évite toutefois pas la tendance à l'accentuation des déséquilibres régionaux produits par la pénétration accrue de ce même capital américain ; dans ce cadre l'État central ne parvient pas à organiser efficacement une politique économique susceptible de détruire à la source ce que les autorités officielles appellent "les disparités régionales". Les sociétés multinationales profitent pour leur part de ces disparités (en jouant par exemple un niveau de gouvernement contre un autre) mais ne visent nullement une balkanisation politique, bien au contraire. Cependant l'intensification réelle des déséquilibres régionaux qui en résulte a comme conséquence d'aggraver considérablement la question nationale puisque le recouplement de ces deux niveaux de réalité (question régionale et question nationale) a comme effet inéluctable de créer les conditions opportunes à l'éclatement des contradictions capitalistes engendrées par les situations politiques qu'elles produisent.

Une analyse un peu soignée montrerait à notre avis que les politiques de développement régional mises en place par le gouvernement central,

¹¹¹ On peut consulter à ce sujet l'études de David Lewis, "*The corporate Welfare Burns*", Toronto, James Lewis and Samuel, 1972.

surtout depuis les quinze dernières années, visent principalement une restructuration assez importante de la production capitaliste. Ces politiques permettent aux différentes fractions du capital d'y trouver leur compte : aussi bien le capital monopoliste américain centré sur les secteurs industriels de pointe et le secteur d'extraction des matières premières, que le capital monopoliste canadien-anglais du secteur bancaire et financier et -les fractions régionales monopolistes ou non. C'est dire que ces politiques n'ont pas comme objectif premier un rééquilibrage régional mais l'aménagement des conditions générales des rapports capitalistes de production dans la phase actuelle. On ne s'étonnera pas alors de constater que les mesures du pouvoir central restent loin en-deçà des attentes suscitées ¹¹².

Par ailleurs plusieurs analyses récentes démontrent, corollairement, que la consolidation des rapports d'échange entre les économies canadiennes et américaines et la pénétration accélérée du capital américain au sein de l'économie canadienne au cours des décennies 50, 60 et 70, sont facilitées par le soutien effectif du gouvernement central (fédéral). Et les politiques du développement régional (ou d'équilibre régional) participent de manière active à ce soutien.

L'État canadien n'a jamais constitué un frein à la pénétration du capital étranger, et en particulier américain, dans l'économie canadienne. Bien au contraire, ce capital a été généreusement sollicité aussi bien par [68] le gouvernement central que par les gouvernements provinciaux. C'est du moins ce que relève le Rapport Gray : "Les gouvernements canadiens, fédéral comme provinciaux, ont délibérément créé une structure visant à attirer le capital étranger afin de satisfaire les aspirations à la croissance du pays" ¹¹³. Signalons d'abord que ce que le Rapport indique comme "croissance du pays" a signifié une ponction importante du capital accumulé sur place mais

¹¹² C'est en tout cas ce que constate un rapport tout récent du Conseil économique du Canada, organisme-guide des politiques économiques du Gouvernement central. On peut y lire entre autres le commentaire suivant : "La démarche entreprise en -vue de réaliser un meilleur équilibre régional n'ont pas été couronnées d'un très grand succès". in "*Vivre Ensemble ; une étude des disparités régionales*", Conseil économique du Canada, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1977, p. 3.

¹¹³ Le "*Rapport Gray*", Montréal, éditions Leméac/Le Devoir 1971, rapport réalisé pour le compte du Gouvernement canadien, p.16.

transféré à l'extérieur du pays dans des proportions telles que l'exportation du capital canadien en direction des États-Unis en l'occurrence reste supérieur à l'exportation du capital américain au pays, compte tenu du fait que les sociétés industrielles étrangères trouvent sur place de quoi financer leur expansion ¹¹⁴. La stratégie du capital étranger (et spécialement des firmes multinationales américaines) a consisté à s'assurer le support bienveillant du gouvernement fédéral tout particulièrement, puisqu'il constitue le principal centre d'exercice du pouvoir politique à l'intérieur de la "société canadienne". Les prérogatives fixées par la Constitution au niveau économique (l'ensemble de politique économique, le commerce, la taxation, la monnaie, etc. ...) et au niveau politique et militaire en sont une preuve évidente.

De ce point de vue le gouvernement central a eu, au premier chef, une responsabilité directe indéniable dans la subordination et la dépendance de l'économie canadienne. Il a très bien répondu à la tâche qui lui était fixée. Les alliances, qui ont été nouées entre les bourgeoisies nationales et/ou régionales canadiennes et le capital américain ont très bien trouvé leurs expressions au niveau politique. Le gouvernement canadien s'est vu placé au centre de cette prise en charge des intérêts du capital américain. Cette prise en charge s'est faite de manière directe au niveau de son expansion au sein de l'économie canadienne par des appuis, comme les subventions publiques et les exonérations fiscales, et ce au même titre que pour le capital canadien ; de même que par un soutien dans les investissements à l'extérieur du Canada, apporté par l'État canadien.

Il faut ajouter qu'il est même possible que les sociétés multinationales arrivent à opposer les gouvernements provinciaux les uns contre les autres ou encore ceux-ci contre l'État fédéral. L'organisation de l'État canadien, selon une répartition des pouvoirs entre divers niveaux de gouvernement, s'y prête inévitablement. Cependant, il n'existe pas de cas où les affrontements aient impliqué

¹¹⁴ cf. Wallace Clement "A Political Economy of Regionalism in Canada" in Glenday, Guindon et Turowetz eds : *Modernization and the Canadian State*, Toronto Macmillan 1978, p. 95 et sqs. L'auteur montre d'une part comment les firmes industrielles américaines aggravent les questions régionales et d'autre part comment la politique fédérale en matière de taxes et d'aide financière avantage ces firmes.

une crise un tant soi peu sérieuse au point de compromettre la structure fédérale actuelle. On se garde bien de provoquer une telle crise. Par ailleurs, les rapports entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux tels qu'établis par la constitution, expriment un déséquilibre manifeste entre d'une part les pouvoirs résiduels énormes dont jouit l'État central et d'autre

[69]

part les besoins budgétaires auxquels se trouvent confrontés les gouvernements provinciaux. Dans le contexte actuel de la montée du mouvement national au Québec, de la crise fiscale de l'État et partant de la crise de légitimation, l'État central se trouve dans l'impossibilité constitutionnelle donc politique de remanier, de rationaliser ses rapports avec les provinces ; même si on a amorcé des expériences dans ce sens (avec le gouvernement Pearson par exemple, 1963-1968) celles-ci n'ont jamais pu déboucher sur autre chose qu'un "fédéralisme coopératif" dont la signification idéologique n'a d'ailleurs pas pu résister à l'épreuve des faits, c'est-à-dire à la crise québécoise du début des années 1970. Nous touchons ici un problème qui est identique à celui de l'État britannique, à savoir l'archaïsme des constitutions, qui ne sont plus compatibles d'une façon optimale avec la reproduction du capital. Au Canada, ce problème se trouve accentué par la localisation de la constitution à Westminster. Contrairement à ce que pense Hobsbawm, c'est la question nationale du Québec qui fait ressortir la question constitutionnelle et non des problèmes et des difficultés constitutionnelles qui expliqueraient la montée du mouvement national au Québec. Ainsi toute référence à une quelconque "dévolution" devient une absurdité.

Ces quelques arguments n'impliquent évidemment pas que les gouvernements provinciaux soient restés à l'écart de ce processus de soutien actif au capital étranger. Nous voulons tout au plus indiquer trois choses :

- 1) D'abord que le gouvernement fédéral constitue un levier économique nécessaire à l'organisation (en anglais "regulation") de l'économie canadienne. Il assure une cohésion relative mais

indispensable à l'ensemble des intérêts des diverses fractions de la classe dirigeante canadienne ¹¹⁵.

- 2) Ensuite, qu'il occupe une place de premier plan dans le soutien du capital américain au Canada surtout depuis la seconde guerre mondiale ¹¹⁶.
- 3) Et conséquemment que le capital américain n'a pas intérêt (du moins rien jusqu'à maintenant nous porte à le croire) à miser sur la possibilité d'une modification du statu quo politique canadien afin d'y trouver un meilleur compte, ce qu'il a d'ailleurs très tôt et très bien compris.

De sorte que si l'on se fonde de façon précise sur le cas canadien, les résultats, qui se dégagent d'une telle analyse, rendent dérisoire sinon ridicule l'argument selon lequel les firmes multinationales trouveraient avantage à la balkanisation politique, et son corollaire, que seul les [70] grands États (plu~ ou moins forts et centralisés) constitueraient les remparts les plus sûrs et les plus efficaces pour contrecarrer les stratégies de ces grandes sociétés monopolistes internationales. Nous ne refuserons pas à Hobsbawm le droit de faire figure de "nouveau préposé à la défense des murs de la Cité" canadienne (formule que nous empruntons à Louis Quéré). De ce point de vue, il peut trouver un allié certain en Pierre Elliot-Trudeau. Pour notre part, nous nous gardons bien de suivre notre auteur sur un terrain aussi marécageux.

L'internationalisation actuelle du capital n'implique pas la suppression des États nationaux sous l'effet d'une intégration internationale et pacifique du capital. Elle n'appelle pas non plus l'établissement d'un super-État américain susceptible de se poser en appareil politique mondial et capable de diriger cet ensemble par l'intermédiaire des grandes sociétés multinationales qui proviennent des États-Unis. D'abord parce qu'elles ne sont pas uniquement

¹¹⁵ On peut consulter à ce sujet l'ouvrage sous la direction de Léo Panitch, *"The Canadian State: Political Economy and Political Power"*, University of Toronto Press, 1977.

¹¹⁶ cf. Dorval Brunelle, "[L'intervention de l'État dans l'économie et la question du rapport entre le fédéral et les provinces](#)", in *"Les cahiers du socialisme"*, no 1, Montréal, 1978.

américaines : mais surtout parce qu'elles ont besoin des États dans leur forme actuelle pour assurer leur maintien et leur expansion. De sorte que le rôle des États capitalistes dans nos sociétés ne se trouve pas diminué mais simplement modifié dans ses aspects politique et institutionnel du fait qu'ils constituent un lieu d'ancrage spécifique, nécessaire aux intérêts du capital largement internationalisé, et non plus des seuls capitaux nationaux au sens strict. Cette situation de fait n'implique pas une élimination des contradictions entre les diverses bourgeoisies et États impérialistes. Elle indique tout au plus un déplacement des contradictions qui, aujourd'hui, résultent de la concurrence entre les grands capitaux monopolistes dans le cadre d'un espace économique profondément internationalisé.

[71]

Sociologie politique de la question nationale

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre 8

**LES FORMES
ET LES MANIFESTATIONS
DE L'OPPRESSION
NATIONALE**

[Retour à la table des matières](#)

L'une des conditions nécessaires pour la compréhension du problème national québécois consiste à saisir l'ensemble des manifestations de l'oppression nationale. Tâche difficile mais néanmoins indispensable pour cette raison précise qu'elle constitue l'assise concrète de la conscience nationale que l'on décèle au sein de la classe ouvrière et dans les diverses fractions des classes populaires et y compris chez certaines couches d'intellectuels reliées ou non au mouvement ouvrier.

Le mouvement national québécois, comme mouvement de résistance à l'oppression que fait subir la nation dominante, s'organise non pas simplement à partir d'une idéologie nationaliste véhiculée par une moyenne bourgeoisie québécoise en voie de formation, ou par une petite-bourgeoisie envieuse mais débile, comme s'il s'agissait toujours

dans ce cas d'une simple manipulation de l'une ou l'autre des fractions des classes dirigeantes et de leurs intellectuels organiques ¹¹⁷.

Force est de constater que ce mouvement national québécois actuel trouve d'abord sa source (et sa force) dans une résistance toujours renouvelée, dans une lutte défensive contre une situation de subordination économique et politique, sociale et culturelle imposée à ce peuple. Toutefois, il faut souligner dès maintenant que ces constatations ne préjugent en rien de la nature de classe de la direction du mouvement national, en d'autres termes, de la nature du groupe qui exerce actuellement [72] l'hégémonie au sein de ce mouvement. Ces remarques ne font qu'indiquer que ce mouvement, et les idéologies nationalistes qu'il peut également sécréter, forment un enjeu des luttes politiques et idéologiques, un élément essentiel de la lutte des classes dans laquelle les différentes couches populaires sont prises à partie et forcées, d'une certaine manière, de faire valoir leurs intérêts spécifiques à cet égard.

Aussi s'agit-il d'abord de s'interroger sur la signification et le contenu réel du concept d'oppression nationale puisque c'est à partir de ces manifestations concrètes que les organisations ouvrières québécoises tentent de préciser (depuis quelques années déjà) une orientation programmatique de la question nationale susceptible d'établir des prises de positions politiques à ce sujet, tout particulièrement dans la conjoncture actuelle.

Ce qui est donc en cause ici, c'est le repérage et la mise à jour des manifestations réelles de l'oppression nationale dans la société québécoise en tant que telle, oppression qui contribue pour une large part à modeler une conscience nationale dans les classes populaires notamment, puis à légitimer une revendication nationale qui implique forcément une lutte pour l'autodétermination politique, c'est-à-dire la constitution d'un État national séparé. Et puisque Hobsbawm nous invite allégrement à discuter le problème linguistique voyons de quoi il en retourne.

La reviviscence des débats et des luttes au sujet de la langue d'enseignement et de travail, depuis quelques décennies déjà, révèlent autre chose qu'une simple question linguistique. La langue, croyons-

¹¹⁷ Référence à Fournier, Niosi, etc.

nous, fait directement partie des conditions de travail (c'est-à-dire des conditions de la production sociale). Aussi est-elle une des formes de la question nationale. Son importance indéniable comme condition de travail fait qu'elle ne peut pas ne pas comporter des traits bien spécifiques de l'oppression nationale. Son rapport à l'oppression nationale concerne aussi bien la qualification de la main-d'oeuvre que les impératifs exigés par le patronat en ce qui concerne l'embauche, l'assignation des fonctions ou encore la promotion.

Au Québec, la discrimination exercée au sein des entreprises à l'endroit des travailleurs de langue française est une réalité fortement ressentie. Des recherches menées par la Confédération des syndicats nationaux en 1965 et 1968 sur la langue de travail invitaient le président général, Marcel Pépin, à l'occasion des débats de 1973-74 sur l'établissement d'une politique linguistique pour le Québec, à écrire ce qui suit : *"Il ne fait pas de doute que le fait que la langue de travail ne soit pas devenue de droit le français au Québec entraîne à longueur d'années des conséquences plus ou moins sérieuses, plus ou moins graves même, pour les travailleurs francophones du Québec, qui forment [73] la très grande majorité des travailleurs d'ici.*

Combien de milliers de travailleurs québécois se sont vu refuser un emploi au Québec parce qu'ils ne connaissaient pas l'anglais ou ne le connaissaient pas suffisamment ? Combien de travailleurs (...) se sont vu refuser des promotions, même en-deçà du niveau de cadres, faute de posséder suffisamment l'anglais, ou sous le prétexte qu'ils ne le possédaient pas suffisamment ? Combien de milliers de Québécois ont perdu des chances dans leur vie professionnelle, faute d'avoir eu le temps ou le moyen de se donner une double qualification : la compétence technique et la double compétence linguistique ? Combien auraient pu acquérir une connaissance technique très aisément s'ils n'avaient eu pour ce faire à apprendre un autre parler que le leur ? Rien qu'à poser ces questions, on sent que le dommage a dû jusqu'ici être immense" 118.

L'enquête réalisée en 1965 par le secrétariat de la C.S.N. 119 sur la situation et l'évolution de la langue française dans les entreprises au

118 Marcel Pépin, "Le français au travail, une lutte ouvrière et nationale", in *"L'Action Nationale"*, vil. LXIII, no 8-9, avril-mai 1974, pp. 633-634.

119 Confédération des Syndicats Nationaux.

Québec" auprès de ses 680 syndicats locaux du secteur privé est fort révélatrice et fonde l'évaluation faite par le président de cette centrale syndicale en 1974. À partir d'une distinction entre les entreprises sous contrôle canadien français (Groupe "B") et les entreprises sous contrôle d'employeurs appartenant à d'autres groupes ethniques (Groupe "C"), les auteurs de cette étude parvenaient aux conclusions suivantes :

- 1) que la situation de la langue de travail était sensiblement différente d'un groupe à l'autre ;
- 2) que dans les entreprises sous contrôle canadien-français, le français était beaucoup plus largement utilisé que dans les entreprises sous contrôle américain ou canadien-anglais. Dans ce dernier groupe, près du tiers de ces entreprises utilisait l'anglais alors qu'un autre tiers employait les deux langues.

Si l'on tient compte de l'importance du contrôle étranger (surtout américain) et anglo-canadien sur l'activité économique (industrielle et financière) du Québec, on peut se faire une petite idée de l'envergure, de l'impact de cette situation sur l'évolution de la langue de travail dans cette société.

Cette étude constate également qu'au sein de l'entreprise l'anglais est beaucoup plus utilisé au niveau supérieur (direction, ingénierie, etc. ...) comme l'indique le tableau 2.

Dans un constat convergent, les dirigeants de la Fédération des Travailleurs du Québec ¹²⁰, à partir du milieu des années soixante, abordent cette question sous un angle, très proche de la C.S.N. Confrontés quotidiennement à la question de la langue de travail, ils refu-

¹²⁰ Fédération reliée directement au Congrès du travail du Canada (C.T.C.) et aux syndicats américains de l'AFL-CIO, et qui regroupe les gros bataillons des travailleurs syndiqués du secteur privé au Québec (200 000 environ).

[74]

TABLEAU 1
Langue utilisée d'une façon habituelle dans les entreprises

Langue utilisée	% des entreprises	
	Groupe "B"	Groupe "C"
surtout le français	89%	38%
surtout l'anglais	3%	31%
les deux langues	8%	31%

Source : La situation et l'évolution de la langue française dans les entreprises au Québec, étude de la C.S.N. in *Revue Relations Industrielles*, vol. 23, 1968, no 3, p. 494.

TABLEAU 2
Langue utilisée par les employés selon les occupations

Niveau des occupations	% des entreprises					
	Groupe "B"			Groupe "C"		
	Franc.	Ang.	Deux	Franc.	Ang.	Deux
Patron	81	4	15	8	69	23
Ingénieur	79	9	12	13	55	32
Surintendant	89	4	7	40	26	34
Bureau	90	1	9	34	25	41
Contremaître	92	2	6	63	9	28
Ouvrier	96	0	4	88	1	11

Source : "La situation et l'évolution..." *ibid.*, p. 494.

[75]

sent désormais "de tracer une ligne de démarcation entre les problèmes économiques des travailleurs et les problèmes linguistiques ou nationaux, et considèrent dès lors la revendication du français au travail "comme un élément majeur de sa (la F.T.Q.) lutte pour la promotion du travailleur québécois" ¹²¹.

Les prises de position des organisations ouvrières québécoises renvoient à la situation objective des travailleurs dans une nation dominée. Elles indiquent toutes comment la division du travail se recoupe avec la division entre différentes nationalités, et en conséquence comment s'établit le rapport de la langue à la division sociale et nationale/culturelle du travail.

Tout en reconnaissant l'importance de la question de la langue, ce que nous voulons opposer à Hobsbawm, ce n'est pas que la question nationale ne soit pas aussi et en même temps une question linguistique mais bien qu'elle ne se présente par uniquement sous la forme (aussi variée soit-elle) d'une question linguistique. La question québécoise illustre admirablement cet énoncé. L'aspect sur lequel il faut insister au sujet de la langue concerne, croyons-nous, les phénomènes complexes qu'elle révèle. C'est ainsi que la question linguistique ne se pose jamais en soi. La langue commune à une nationalité n'est pas saisissable seulement à partir d'elle-même. Elle n'apparaît jamais comme une simple question de communication au sens strict, c'est-à-dire une forme passive de relation sociale aux contours délimités et exclusifs. La langue en tant que moyen de communication est d'abord un fait social. Elle participe certes activement à l'appréhension de l'univers social qui nous entoure et "Véhicule une culture donnée, toutes ces traditions, ces façons de voir, d'agir, de sentir et de penser qui caractérisent un peuple, de sorte que tout peuple "qui perd sa langue verra sa culture se scléroser et disparaître en laissant derrière elle quelques éléments folkloriques disparates" ¹²². La langue n'est pas seulement un instrument d'éducation, mais également un moyen indispensable à l'ensemble des relations économiques et culturelles d'une société. Ainsi comprise, elle demeure l'une des conditions essentielles de l'ensemble des relations

¹²¹ "Mémoire sur le Français langue de travail", présenté à la Commission Gendron, FTQ, Document polycopié, avril 1971, p. 2.

¹²² Mémoire sur le français langue de travail, op. cit., p. 30.

sociales au sein d'un groupe national. Aussi, à la suite de Bauer, ¹²³ peut-on rappeler à quel point la langue, abordée tant du point de vue de sa signification sociale immédiate que dans ses implications au niveau de l'ensemble des rapports sociaux, demeure un des liens essentiels dans la constitution des nations modernes. Son analyse montre avec force, s'il le faut, à quel point la langue investit tous les champs de la vie sociale et comment elle ne se laisse pas réduire à une signification symbolique ou une fonction de communication détachée de toute détermination sociale. Pièce maîtresse de la conscience des individus, elle constitue l'instrument grâce auquel sont appréhendés [76] tous les phénomènes reliés aussi bien à la base matérielle de la société que ce qui compose les superstructures. Aussi participe-t-elle de l'unification du système social. De ce fait, elle renvoie inévitablement aux autres facteurs et aspects de la société.

À partir de ces considérations, on peut affirmer sans crainte qu'il ne suffit pas de régler d'une manière ou d'une autre la question linguistique au Québec pour faire disparaître d'un jet, pour biffer ou élaguer l'oppression nationale (dans toutes ses dimensions) que subit présentement le peuple québécois (c'est-à-dire la classe ouvrière et les couches moyennes de techniciens et d'intellectuels). Il ne peut y avoir de règlement de la question linguistique sans qu'une solution globale soit apportée à la question nationale. Ne serait-ce que parce que la question linguistique renvoie nécessairement à la question nationale.

À la limite nous pouvons ajouter que si Hobsbawm ne découvre que des élans linguistiques dans la conscience nationale québécoise, c'est précisément parce que celle-ci est identifiée à tort au Parti Québécois (comme il réduit à tort le nationalisme écossais au SNP, comme si les partis politiques n'avaient aucune base sociale réelle) ; mais c'est parce que le Parti Québécois, à défaut d'autre alternative organisationnelle — pour des raisons que nous allons expliquer plus loin — a été identifié au projet d'indépendance et a été conséquemment porté au pouvoir, que nous sommes en présence non d'une véritable politique linguistique, mais ce choix qui ont pour effet de mutiler les revendications linguistiques de leur potentiel mobilisateur et de les couper de toute dynamique politique. Si le mouvement national québécois devait être

¹²³ cf. Otto Bauer, "La question des nationalités et la social-démocratie", in *Les Marxistes et la question nationale*, *op. cit.*, pp. 232-272.

ramené à un nationalisme linguistique ce serait alors une chance qui viendrait d'éclorre, un étau qui se desserrerait, un carreau qui se briserait car l'on n'aurait pas droit à une loi 101 émasculée et sérieusement amputée. Aussi, faut-il rappeler à Hobsbawm. depuis la mise en vigueur de cette loi dont un des objectifs porte sur la francisation des entreprises au Québec, on peut constater avec un recul nécessaire à quel point cette loi comporte des marges de manœuvre qui, à la limite, compromettent plusieurs des objectifs qu'on lui avait fixés. Sur l'aspect précis de francisation des entreprises, elle demeure aussi timorée que la loi 22 sur les langues officielles mise en place par le Gouvernement libéral de Robert Bourassa (pro-fédéraliste) quelques années plus tôt. Plus stricte certes au chapitre de la langue d'enseignement, cette loi a été amendée de façon telle que de nombreuses contraintes qui visaient les principales sociétés industrielles et financières installées au Québec (mais faisant plus de 50% de leurs affaires à l'extérieur de la "Province") se sont vues éliminées dans la version définitive de ce projet de loi. L'explication des reculs du Gouvernement du Parti Québécois sur cette question, fournit par Arnaud Sales, nous semble très sérieuse : ayant constaté que "l'appartenance nationale ou ethnique du principal actionnaire...

[77]

détermine l'appartenance nationale ou ethnique des plus hauts dirigeants", celui-ci en vient à la conclusion que "les procureurs de la Charte (le Parti Québécois J.M/P.Y.S) touchaient là à un mécanisme important du contrôle des entreprises. (...) Pour les propriétaires, ce qui compte c'est d'abord de pouvoir contrôler étroitement les activités de leurs entreprises. Le contrôle s'effectue par la mise en place dans les postes clés, d'hommes en qui la confiance doit être maximisée, avec qui la communication est facile, avec qui la reconnaissance sociale est immédiate" ¹²⁴. De sorte que l'exercice du français ne s'est pratiquement pas modifié dans ces entreprises, au point que le problème de la langue de travail demeure dans ces cas une question à l'ordre du jour.

Mais une personne cultivée comme Hobsbawm n'aurait certes pas à souffrir, si elle venait au Québec, d'un tel recul devant les exigences du

¹²⁴ Arnaud Sales, "Vers une techno-bureaucratie d'État", in *La Chance au coureur bilan de l'action du Gouvernement du Parti Québécois*, textes réunis et présentés par J.F. Léonard, Montréal, Ed. Nouvelle Optique, 1978, p. 35.

capital, puisqu'elle sait plusieurs langues. Mais le Peuple ? ceux qui n'ont pas les moyens d'apprendre des langues ? Par ailleurs si beaucoup de Québécois s'expriment mal en anglais ce n'est pas qu'ils soient moins intelligents que les canadiens (qui parlent encore plus mal le français) mais parce qu'ils répudient, et rejettent — presque inconsciemment — une langue qui leur rappelle, leur martèle chaque jour la subordination et l'oppression. D'une manière peut-être radins "larmoyante", nous voudrions signaler que dans le contexte de la crise de l'État (de l'État fédéral de surcroît) ce sont les francophones qui font le plus les frais des coupures de budget dans la fonction publique puisque leur est maintenant retirée la prime au bilinguisme (compte tenu que ce sont surtout eux qui sont bilingues ou qui doivent l'être).

La langue nous apparaît donc comme une des conditions de travail les plus importantes. Dans la mesure où la langue de la nation dominante s'impose dans les divers milieux de travail, elle forme de toute évidence un moyen de domination et de subordination des classes et couches populaires. Elle sert d'instrument d'abaissement psychologique de ces classes et couches sociales et forme en conséquence un point d'appui à la lutte contre l'oppression nationale dans toute son envergure. De ce point de vue le mouvement national québécois ne peut s'analyser sous le seul angle d'une question linguistique. D'ailleurs nous ne voyons pas comment il serait possible de parler d'un "mouvement linguistique", c'est-à-dire d'un mouvement circonscrit à la revendication de l'utilisation du français partout et pour tous au Québec. D'autant plus qu'il ne s'est jamais manifesté de la sorte.

Un mouvement linguistique est une absurdité, une contradiction dans les termes. Le mouvement national québécois, pouvons-nous constater, demeure un mouvement aux formes multiples et différenciées à l'intérieur duquel les revendications reliées à la langue (d'enseignement [78] et de travail) occupent une place certes importante, mais certainement pas exclusive.

Aussi, faut-il insister, le principe d'unité qui préside à la formation de ce mouvement depuis les vingt dernières années réside dans l'identification des problèmes posés par l'oppression nationale. Le mouvement national, d'une certaine manière est aussi et en même temps un mouvement social. Dans la mesure précisément où il se forme sur une base de classes et de forces sociales et politiques, selon une dynamique spécifique des alliances de classes propre à une nation sur

laquelle s'exerce une oppression nationale. Le mouvement de revendications nationales au Québec peut logiquement s'inscrire dans la lutte contre le pouvoir établi, c'est-à-dire contre les structures politiques de l'État central à l'intérieur duquel il évolue et progresse.

Notre propos nous a permis jusqu'ici de préciser la signification concrète de l'oppression nationale à partir de la question linguistique et de ses effets propres, de même que son rapport à la structure sociale. L'analyse de l'oppression -nationale élaborée plus haut traduit, selon nous, l'impossibilité théorique et politique de pratiquer une séparation entre oppression sociale et oppression nationale au sein d'une formation dominée. Nous voudrions insister maintenant sur ce point en montrant comment les rapports de classes, en particulier les rapports d'exploitation et de subordination se trouvent concrètement affectés dans le cas du Québec.

Plusieurs analyses de provenances diverses montrent comment et à quel point la situation interne du Québec, en tant que nation dominée, présente des caractéristiques vraiment typiques du point de vue des intérêts économiques des classes sociales dominées, ou si l'on préfère de l'exploitation spécifique qui s'exerce sur la classe ouvrière et les nouvelles couches de salariés du secteur privé comme au secteur public en particulier. En effet au niveau de ces classes, les rapports d'oppression nationale et les rapports d'exploitation, qui les affectent de manière bien précise, sont indissociables. Plusieurs conclusions du "Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme" (Rapport B.B.) institué par le Gouvernement fédéral en 1963 font état de la situation spécifique des francophones, notamment au niveau des salaires, de la promotion ou de l'avancement, des fonctions occupées, etc. ... Au Canada, et au Québec surtout, les groupes ethniques les plus défavorisés sont d'abord les quelques groupes autochtones puis les immigrants d'origine italienne, minorités assez faibles par rapport à la population totale mais qu'il ne faut pas pour autant négliger, et surtout les "canadiens d'origine française". Ceux-ci se retrouvent en effet globalement dans les situations les plus défavorisées aussi bien en ce qui concerne le niveau des revenus que la nature de l'emploi [79] occupé, notamment dans le secteur de l'industrie privée. Le rapport constate par ailleurs que c'est au Québec, c'est-à-dire là où les canadiens d'origine française forment la très grande majorité de la population (plus de 80%), que les écarts au niveau de la

rémunération entre anglophones et francophones demeurent les plus grands. C'est donc précisément dans la mesure où la culture française reste très forte que s'exerce une oppression encore plus prononcée ¹²⁵. La situation évoquée par ce rapport ne semble pas s'être modifiée par la suite ; c'est du moins ce que confirment les statistiques du dernier recensement de 1971 (voir tableau 3).

TABLEAU 3
Revenus salariaux moyen des travailleurs masculins
par groupes ethniques, Montréal, 1970. (en \$)

	Revenus salariaux	Rang
Juifs	9 686.90	1
Scandinaves-Néerlandais	8 880.14	2
Anglais-Écossais	8 575.51	3
Allemands	8 396.79	4
Irlandais	8 343.49	5
Européens de l'Est	7 148.29	6
Français	6 617.32	7
Autres origines ethniques	6 278.05	8
Italiens	5676.02	9
Ensemble du marché	7 042.28	-

Source : J.A. Boulet, *Evolution de la distribution des revenus de travail des groupes ethniques*, Ottawa, 1977, cité dans le Rapport du comité d'orientation de la C.S.N. sur La lutte contre l'oppression nationale, 4^e congrès, Montréal, 1978, p. 40.

Le tableau 3 illustre assez clairement, croyons-nous, cette répartition assez particulière de la richesse sociale à laquelle est reliée la division ethnique. La conclusion du Rapport B.B. selon lequel les "Canadiens français" ont un revenu moyen inférieur de 35% à celui des Canadiens anglais au Québec, semble également se maintenir jusqu'à aujourd'hui. [80] Et rien n'indique une amélioration prochaine de cette situation, y

¹²⁵ Voir le "Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme", Livre III, "Le monde du travail", pp. 497-543.

compris pour les groupes ethniques en plus mauvaise posture (Italiens, Grecs, Portugais, Amérindiens, etc.).

Il apparaît donc également que la structure de classe recoupe en partie, (et en partie seulement, ce qui nuance assez fortement, à notre avis, l'utilisation du concept de classe ethnique) le découpage ethnique. Le rapport cité plus haut note par exemple que "compte tenu de leur pourcentage dans la population du pays, les canadiens d'origine française, indépendamment de la région où ils travaillent, sont bien moins nombreux dans les catégories professionnelles supérieures (notamment dans celles des administrateurs, spécialistes et techniciens) que dans les professions manuelles et non-spécialisées" ¹²⁶. Ce que révèle également des données plus récentes à ce sujet pour le Québec (tableau 4).

TABLEAU 4
Distribution des groupes linguistiques par occupation, hommes,
secteur non-agricole, Québec, 1970

Anglophones	Francophones	
Occupations administratives	31%	69%
Employés de bureau	21%	79%
Vendeurs	19%	81%
Employés de production	10%	90%
% de la population	14%	86%

Source : F. Vaillancourt, *La situation des francophones sur le marché du travail québécois*, Montréal, 1977, cité dans le Rapport du comité d'orientation de la C.S.N., sur la lutte contre l'oppression nationale, 49e congrès, Montréal, 1978, p. 41.

La distribution originale de la population active (selon le critère de l'origine ethnique ou nationale) au sein du marché du travail illustre bien la division culturelle du travail saisie par ailleurs comme l'une des formes fondamentales que prend l'oppression nationale au Québec.

¹²⁶ "Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme", Livre III, op. cit. p. 497.

Cette division culturelle du travail indique, dans une certaine mesure une division au sein de la classe ouvrière et des nouvelles couches moyennes du secteur privé et surtout une division entre une "aristocratie ouvrière" d'abord anglophone et les travailleurs peu ou pas [81] qualifiés surtout francophones et italiens. On comprend alors très bien pourquoi les travailleurs italiens, entre autres, penchent très fortement pour la filière anglophone, notamment au niveau du système scolaire. Ils voient à juste titre les chances de promotion sociale qui lui sont reliées. Par ailleurs, il ne semble pas que la situation des travailleurs francophones se soit substantiellement modifiée malgré la régénérescence du système scolaire au Québec au cours des années soixante qui a permis une qualification supérieure de la main-d'oeuvre. On peut prévoir cependant quelques modifications à ce chapitre dans les années à venir.

Les indices concernant les différences de rémunération, la répartition des postes et la division culturelle du travail révèlent de toute évidence à quel point les rapports d'exploitation sont intimement rattachés à la structure de l'oppression nationale. Ils traduisent aussi cette domination globale du système de rapports capitalistes au sein même de l'univers quotidien des classes populaires et à laquelle nous nous référons dans la première partie du texte. Bien que l'oppression nationale affecte différemment les diverses classes de toutes nations dominées, il apparaît que pour les classes populaires et en particulier pour la classe ouvrière en tant que telle, qu'elle signifie "des contraintes spécifiques quant aux conditions dans lesquelles s'effectuent l'achat et la vente de la force de travail, son utilisation dans le procès de production de plus-value, et sa reproduction, contraintes qui se traduisent concrètement sur le marché du travail et à l'intérieur des entreprises, par des emplois moins rémunérés et moins qualifiés, par une plus grande vulnérabilité au chômage, par des entraves à la promotion, par l'obligation de travailler dans une langue étrangère, etc. ..." ¹²⁷. Par ailleurs, on remarque également que les nouvelles catégories de salariés, et de manière plus particulière les différentes couches d'intellectuels se trouvent directement touchées par les conditions spécifiques auxquelles ils ne sont pas en mesure d'échapper : "*Parce*

¹²⁷ Carol Levasseur, "*Mouvements nationalitaires et structure de domination nationale*", texte ronéotypé, automne 1977, Université Laval, Québec, p. 48.

que leur force de travail est fortement qualifiée intellectuellement, parce que leur formation et leur qualification professionnelle font largement appel à la maîtrise d'un code linguistique et d'une culture générale et scientifique, parce que la maîtrise de ce code linguistique et de cette culture sont indissociables de la défense d'un métier, d'une profession ou d'un emploi, ces agents sociaux sont d'une extrême vulnérabilité aux pratiques de discriminations qui découlent de la structure de domination nationale des formations sociales capitalistes. Ces pratiques discriminatoires mettent directement en cause, en effet, leur position sociale et les privilèges qui lui sont associés" ¹²⁸. D'où, certainement, la place importante qu'occupent ces diverses couches sociales dans le mouvement de revendications nationales au Québec.

[82]

On ne peut donc pas passer sous silence ces effets spécifiques de l'oppression nationale d'autant qu'ils ne se laissent pas réduire, par exemple, à la seule dynamique du développement inégal, ou si l'on préfère, au "sous-développement" régional. Car si tel était le cas, nous serions amenés à parler de question nationale également en ce qui concerne les provinces de l'Atlantique (c'est-à-dire de Terre-Neuve, de l'Île du Prince Édouard, du Nouveau Brunswick, et de la Nouvelle Écosse). En effet, la situation économique de ces provinces, à partir des indices utilisés plus haut comme celui des salaires, des types d'emplois pour ne prendre que ceux-ci, affiche des dépressions parfois plus marquées qu'au Québec. Si l'on fait exception du mouvement acadien, il ne viendrait à l'idée de personne de parler dans ces cas de question nationale. En fait il se produit la chose suivante : les conditions économiques concrètes ne sont pas vécues de la même manière et n'ont pas la même signification du point de vue de la conscience des classes populaires et des diverses couches de la "nouvelle petite bourgeoisie".

C'est surtout entre le Québec et l'Ontario que les comparaisons deviennent pertinentes. Pour les raisons suivantes : ces deux provinces sont les plus industrialisées et les plus urbanisées du Canada et conséquemment les degrés respectifs de développement économique peuvent se comparer à plusieurs niveaux. Malgré ces considérations, le Québec accuse un retard certain par rapport à l'Ontario. Par exemple, de 1946 à 1975, on a créé, au Québec, environ 40 500 emplois

¹²⁸ *Idem*, p. 50.

nouveaux par an alors que l'Ontario parvint à en créer 66 200 en moyenne ¹²⁹. On remarque également que la population active du Québec représentait 78.6% de celle de l'Ontario en 1946 et seulement 70.9% en 1975. Durant la même période, la proportion dans la création de nouveaux emplois du Québec par rapport à l'Ontario passait de 77.5 q/o à 68.8%, ce qui implique un élargissement de l'écart si l'on compare : nouveaux emplois/population active. On peut noter aussi la faiblesse de l'industrie manufacturière québécoise par rapport à celle de l'Ontario — le Québec augmente son niveau de main-d'oeuvre à un rythme de 8 000 emplois par an dans ce secteur, pour la même période, contre 18 000 pour la province voisine ¹³⁰. L'indice du chômage est aussi très révélateur comme l'indique le tableau 5.

En ce qui concerne la rémunération de la main-d'oeuvre au Québec au regard de celle de l'Ontario, il apparaît que dans le secteur de l'industrie manufacturière les gains horaires sont inférieurs de 15% au Québec alors que les taux de productivité s'équivalent dans bien des cas, et parfois sont supérieurs au Québec.

Ainsi ces écarts relevés au niveau des salaires et du chômage, pour ne prendre que ces deux indices, se sont maintenus depuis plusieurs décennies malgré les prétendues politiques de rééquilibrage régional mises en avant par l'État central.

¹²⁹ J. M. Goyette et R. Lachapelle, "*Etude comparative de l'évolution du marché du travail : Québec, Ontario, Canada*", Ministère du travail et de la main-d'oeuvre, Québec, avril 1977, éditeur officiel, p.49.

¹³⁰ *Idem*, pp. 50-53.

[83]

TABLEAU 5
Taux de chômage, Québec, Ontario, Canada, certaines années

Années	Québec %	Ontario %	Canada %
1956	5.0	2.4	3.4
1961	9.2	5.5	7.1
1966	4.7	2.5	3.6
1971	8.2	5.2	6.4
1972	8.3	4.8	6.3
1973	7.4	4.0	5.6
1974	7.3	4.1	5.4
1975	8.8	6.0	7.1

Source : Statistique Canada, *La population active*, no de cat. 71.001.

Au-delà de ces quelques comparais statistiques pertinentes concernant les situations de développement inégal fixées à l'oppression nationale, il existe plusieurs domaines où l'exercice de discrimination liée à la structure de domination nationale, fait jour.

Le cas particulier de l'éducation, de la formation ou de l'enseignement en est un. Il illustre avec force quelques points auxquels nous nous référiions plus haut. Les possibilités d'accéder à une formation supérieure au Québec (et au Canada) demeurent beaucoup moins élevées pour les francophones que pour les anglophones. On constate également que le réseau d'institution scolaire anglophone a été beaucoup mieux pourvu que le réseau francophone. Ceci en raison de plusieurs facteurs dont la nette supériorité des subventions privées accordées au secteur anglophone alors qu'il était subventionné par l'État dans les mêmes proportions que le secteur francophone.

Comme la formation universitaire reste indispensable pour accéder à des postes spécialisés à l'intérieur des grandes entreprises industrielles ou encore au sein des administrations publiques fédérales ou provinciales, il ne fait pas de doute que les francophones ont été et sont

encore depuis des années défavorisés par cette situation. Si l'on se fonde sur les évaluations du Rapport B.B. cité plus haut, il apparaît qu'en 1961, sur un total de la population active non-agricole canadienne de sexe masculin, 13% des effectifs d'origine anglaise avaient fréquenté [84] l'université contre 6% seulement pour les francophones ¹³¹. Si certains écarts ont diminué depuis la réorganisation du système d'éducation au Québec durant les années soixante, rien n'indique encore aujourd'hui qu'ils aient disparu.

Bref la situation matérielle originale des classes sociales dans la société québécoise, telle qu'elle apparaît, de manière certes voilée, dans les quelques descriptions que nous venons de fournir, et qui visent à mettre en rapport la question sociale et la question nationale, débouche directement sur les problèmes théoriques et politiques mentionnés plus haut à savoir : la correspondance (ou non) des intérêts immédiats des différentes couches constitutives des classes populaires ; la nature des revendications économiques sociales et politiques avancées par ces classes ; les formes de conscience de classe suscitées par une telle situation concrète.

Les analyses actuelles du Québec convergent au moins sur un point : la société québécoise se trouve posée aujourd'hui comme forme globale d'existence du peuple québécois, comme espace sociétal pertinent, et résulte d'une spécificité politico-économique, culturelle et linguistique (que des racines historiques communes viennent confirmer et soutenir). Les relations organiques entre les forces économiques, le pouvoir politique et les formes culturelles, comme principe d'unité de la formation sociale québécoise, actualisent de ce fait le problème de l'oppression nationale en ce sens que celle-ci exerce une présence active au sein des rapports sociaux qui la constituent en tant que communauté historique déterminée.

Au terme de ces quelques analyses, on peut définir brièvement l'oppression nationale comme l'ensemble des discriminations exercées sur une minorité nationale ou une nation (en l'occurrence, le Québec) par une nation dominante ¹³² (le Canada anglais), dans le but précis de

¹³¹ Le Rapport B.B., *op. cit.*, p. 524.

¹³² Bien entendu cette domination s'exerce à travers "un cadre étatique" ; dans des conditions historiques précises, cette nation dominante peut être contestée de l'intérieur même par des minorités nationales qui bénéficiaient jusqu'alors

maintenir et de perpétuer la subordination du peuple opprimé, à travers un dispositif complexe de rapports sociaux, et de subordination politique et culturelle.

À cet égard, on peut noter également à quel point la question nationale ne se laisse pas abordée sous un seul angle (si grand soit-il, comme l'angle de la classe par exemple) ; elle n'abdique pas non plus devant la reconnaissance d'une exploitation économique et qui plus est, elle ne se défile pas à l'analyse photographique qui privilégierait une forme plutôt qu'une autre ; surtout, elle ne se réduit pas à la conscience que les individus ont de leur oppression, elle n'implique pas de facto une conscience critique de ces rapports. L'oppression nationale traduit une situation objective, elle est une forme de rapports sociaux et pourrait-on dire, elle exprime, par des formes multiples et variables la totalité de ces rapports.

de certains attributs de la domination de cette nation sur une autre. Cependant les classes dirigeantes de la nation dominante sont les premières à profiter des "bienfaits" de cette oppression nationale notamment en insérant celle-ci dans son mode d'hégémonie. Au Canada on n'hésite pas à utiliser les groupes ethniques d'origines diverses, et qui composent 25 à 30% de la population, contre le Québec.

[85]

Sociologie politique de la question nationale

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre 9

**LES CLASSES, L'ÉTAT
ET LA QUESTION NATIONALE**

a) La forme fédérale et les classes

[Retour à la table des matières](#)

De ce qui précède découlent plusieurs questions importantes relatives aux classes sociales à l'intérieur d'une formation sociale qui est dominée ; que sont les intérêts immédiats des différentes classes sociales ? Comment et où s'opère l'articulation entre ces intérêts et les intérêts fondamentaux ? Les revendications linguistiques se situent-elles au niveau des intérêts immédiats ? Les luttes de libération nationale agissent-elles uniquement à l'intérieur du mode de production ou bien se posent-elles comme luttes non-reproductives de la structure de classe, transcendant le mode de production lui-même ?

Si l'on s'accorde généralement à penser que l'oppression nationale affecte la lutte des classes, on tend quand même à définir les classes sociales en faisant abstraction de cette oppression en vertu d'une théorie de la structure de classes assignant à chaque groupe d'individus une fonction au sein du procès de production. Par la suite, cette localisation des classes induit une conception bien arrêtée de la lutte des classes. Or nous convenons avec E. Olin Wright que toute définition d'une classe doit être liée de façon systématique à la lutte des classes en tant que

celle-ci modifie la structure de classes puis, en retour, n'assigne pas des positions définitives aux classes sociales mais définit et identifie les acteurs potentiels de la lutte des classes et délimite les objectifs potentiels des classes sociales ¹³³. Le mode de production, en tant que concept scientifique, ne nous dit pas ce qui arrive ou arrivera mais [86] ce qui, dans certaines conditions données, peut arriver ¹³⁴. Ainsi les classes sociales s'insèrent dans un procès constant d'organisation, de désorganisation et de réorganisation selon les conditions dictées et modelées par la lutte des classes qui se voit elle-même déterminée par les changements intervenus dans le mode de production et le système économique mondial. C'est dans ces termes qu'il faut poser la question nationale au Québec qui a connu d'importantes transformations économiques, politiques et idéologiques principalement depuis la seconde guerre mondiale. C'est au niveau de l'État que ces changements se laissent le mieux entrevoir et analyser.

De toute évidence la manière désinvolte avec laquelle Eric Hobsbawm tranche le débat sur le Québec démontre qu'il ne saisit pas du tout la signification profonde de la forme fédérale de l'État canadien dans une perspective historico-évolutive. Nous voudrions montrer que la structure politico-constitutionnelle telle que déterminée par l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique était une nécessité imposée par la structure économique du Canada qui indique avant toute chose une économie fondée sur l'extraction et l'exportation de produits de base (Staple products) associée à un sur-développement du capital financier et du secteur des services ¹³⁵. Cette orientation coloniale ou semi-coloniale de l'économie attribua deux fonctions principales à l'État dont on peut déjà dire qu'il s'est mal acquitté de la deuxième. D'une part l'État devait intervenir massivement et d'emblée dans le processus d'accumulation du capital en dirigeant l'importation des capitaux, en

¹³³ cf. Erik Olin Wright, *"Class, crisis and the State"*, Londres, NLB 1978, pp. 15-27 ; pp. 64-110.

¹³⁴ cf. Robert Hanemann, *"Dialettica senza Dogma"*, (Dialektik ohne Dogma), Turin, Einaudi, 1970, 4e éd.

¹³⁵ cf. Tom Naylor, *"History of the Canadian Business"*, 2 vols, Toronto, Lorimer, 1976. Voir également, Tom Naylor, *"The rise and fall of the Third Commercial Empire of the St-Lawrence"*, in Gary Teeple (ed.), *"Capitalism and the National Question in Canada"*, Toronto, University of Toronto Press, 1972.

contrôlant l'immigration et l'attribution des terres dans le cadre d'une expansion continentale, en organisant une importante infrastructure technique et en fournissant un appareil de coercition dirigé notamment contre la nation québécoise et ensuite contre la bourgeoisie américaine. D'autre part les énormes besoins en capitaux que nécessite l'économie d'extraction ont obligé les bourgeoisies canadiennes tant financière que manufacturière à faire appel aux capitaux américains rapidement disponibles afin de bâtir une économie nationale "solide", le surplus réalisé par l'activité d'extraction devant servir à financer l'industrialisation continentale. Autant dire que cette "National Policy" a échoué et cet échec scelle le destin du secteur manufacturier au Canada qui s'est vite laissé pénétrer par le capitalisme ¹³⁶. Le développement de l'économie nationale a fait place à une croissance économique tronquée toujours fondée sur les activités d'extraction et à une dépendance industrielle vis-à-vis des États-Unis. Ce qui est important de comprendre ici c'est que la fonction d'accumulation dévolue à l'État canadien n'a pas été assistée par une fonction de légitimation aussi développée que la première. La forme fédérale de l'État canadien doit donc être appréciée ici à sa juste mesure. Dans le contexte d'une forte dépendance [87] industrielle la configuration des classes dominantes au Canada révèle une imbrication poussée des secteurs indigènes et compradores des classes dominantes (les Premiers se comportent comme des "full partners" des seconds) ¹³⁷. La forme fédérale apparaît donc comme la base politique institutionnelle nécessaire à ce dispositif de coopération des classes qui met en jeu une bourgeoisie indigène (finances, communications, transports) une bourgeoisie compradore (secteur manufacturier) une moyenne bourgeoisie indigène : les États provinciaux jouent un rôle de canalisation des intérêts particuliers des différentes fractions régionales de la bourgeoisie qui sont engagées, comme le note Wallace Clément, dans des activités économiques à la fois distinctes et complémentaires selon une division historique du travail ¹³⁸. Les nombreuses conférences entre les provinces et l'État fédéral expriment cette

¹³⁶ cf. Léo Panitch, "The Roles and Nature of the Canadian State", in Graig Heron ed : *Imperialism, Nationalism and Canada*, *op. cit.*, p. 100.

¹³⁷ cf. Wallace Clément, "The Canadian Bourgeoisie, Merely Comprador ?" in *ibidem*, p. 71.

¹³⁸ *Ibid.*

recherche de l'unité politique de la bourgeoisie et cette exigence de légitimation fonctionnelle que l'État canadien ne peut seul assumer et entreprendre. Les raisons de ce manque sont diverses : depuis la Confédération le personnel politique s'est souvent confondu avec des banquiers et des hommes d'affaires ; l'oppression nationale des Québécois et le mouvement national qui lui est associé nécessitent de la part de l'État fédéral une intervention coercitive constante (Mesures de Guerre décrétées contre le peuple québécois en 1970 ; multiples infractions commises par la police fédérale contre le mouvement syndical québécois, etc. ...) ; souveraineté politique par trop comprise ; forts déséquilibres régionaux. Par ailleurs le fait que l'État *fédéral soit* intervenu et intervienne constamment dans le processus d'accumulation et d'organisation de la production et que, de façon concomitante, la législation du travail au Canada soit fort répressive — implique — au Québec tout au moins — que cet État est perçu comme un "État-brisur de grèves" ¹³⁹. La crise politique que traversent les États capitalistes ne contribue certes pas à ce que l'État fédéral canadien puisse apparaître comme un "Welfare State".

Enfin l'importance politique et idéologique de la forme fédérale est révélée par la lutte des classes au Canada en général et au Québec en particulier. D'une part — dans le contexte de luttes sociales fort nombreuses — la forme fédérale suppose un système politique de partis particuliers qui, en l'occurrence au Canada, désigne la Parti Libéral et le Parti Tory, c'est-à-dire un système politique incapable à lui seul d'intégrer les mouvements ouvriers ; et d'autre part, les oppositions politiques entre les provinces ou entre telle ou telle province et l'État fédéral, servent à juguler les oppositions de classe et ont aussi pour but, au niveau des conférences ad hoc, de paralyser les luttes syndicales, de diviser et sectorialiser régionalement les luttes et d'ôter toute perspective de contrôle populaire puisque ces conférences se déroulent toujours derrière la scène.

[88]

Nous avons parlé des changements au niveau de l'État. En effet. Ceux-ci concernent d'abord l'État provincial au Québec et partant, les rapports entre celui-ci et l'État fédéral ou plus précisément, l'impact de

¹³⁹ Henry Milner, "*Canada and the Crisis of the Quebec State*" in *ibidem*, p. 146 et Panitch, art. cit., p. 105.

ces changements -sur la crise de légitimation de l'État fédéral ; c'est pourquoi nous avons situé la structure fédérale dans une perspective historique afin d'être en mesure de comprendre la place de la question nationale québécoise dans la crise politique et constitutionnelle actuelle de l'État canadien.

b) Les intellectuels et la structure sociale

D'une façon générale la Révolution Tranquille a permis à l'État provincial de passer d'un rôle de "Nation protecting" à un rôle de "Nation building" ¹⁴⁰. Cette mission protectrice de la nation québécoise mérite que l'on s'y arrête un peu car elle dénote une position toute particulière des intellectuels dans la formation sociale dominée, due à la faiblesse chronique d'une bourgeoisie nationale au Québec qui n'a jamais pu susciter et diriger jusqu'à terme un mouvement national ou diffuser des idéaux démocratiques et des volontés réformatrices. D'abord les intellectuels issus des professions libérales, puis l'église dans sa fonction d'intellectuel collectif, ensuite les hommes politiques que ses collèges et institutions ont formés, enfin les élites technocratiques qui ont émergé dans la période d'après-guerre — tous ces groupes sociaux représentaient la culture et l'identité québécoises dans les rapports de la province avec l'État fédéral, monopolisaient le savoir, l'éducation fondée sur les humanités puis sur les sciences sociales et se croyaient investis de la mission historique de préserver le patrimoine, l'héritage. Cette fonction des élites, caractérisée par le monopole et la hiérarchie de l'éducation n'a pas son pendant dans le reste du Canada. Cela signifie que la nation - quand on veut bien la reconnaître — n'est pas seulement un aspect de la formation sociale ou quelque chose située parallèlement à la structure de classe mais constitue un mode d'organisation et d'articulation des classes sociales qui confère à la culture et aux intellectuels qui la diffusent et la systématisent dans une synthèse historique de l'ensemble du procès social, une place de tout premier plan dans la reproduction ou la transformation des rapports sociaux. Réduire le mouvement national au Québec à une "pure" question linguistique revient à réduire la structure

¹⁴⁰ Henri Milner, "Canada and the Crisis of the Quebec State", art. cit., p. 148.

sociale à une somme d'individus ou un agrégat de groupes sociaux aux moeurs folkloriques et aux coutumes religieuses. À moins que l'on veuille nous faire croire que, cachée sous l'écorce nationale-folklorique, il y ait toute vierge la

[89]

pureté des classes et le sexe viril du mode de production. La question nationale exprime donc des rapports politiques, culturels et économiques entre des classes et elle traduit, à un moment donné, des rapports précis que les différentes classes entretiennent avec l'État.

D'ailleurs les classes dominantes canadiennes ont fort bien compris ce rôle dévolu à la culture et aux intellectuels en accueillant à Ottawa au milieu des années '60 le célèbre trio P. E. Trudeau, J. Marchand et G. Pelletier pour qu'ils puissent attirer dans l'orbite des structures fédérales la jeune génération des intellectuels du Québec et par là même couper court au néo-nationalisme des futures troupes péquistes ¹⁴¹. Rien d'étonnant du reste que ce projet soit fondé sur la politique du bilinguisme et du biculturalisme devant poser les jalons d'une nation canadienne bi-culturelle "from coast to coast" et rien d'aberrant non plus dans le fait que le RIN ¹⁴² adoptât une plateforme fondée sur l'unilinguisme au Québec et que la direction du P.Q. soit un amalgame d'intellectuels détachés du Parti Libéral, du RIN, du mouvement syndical et de personnalités universitaires.

La phase d'accumulation des années 1950-60, la modernisation du capitalisme canadien, la monopolisation et la rationalisation des interventions de l'État ¹⁴³ ont profondément modifié la structure sociale du Québec et la place qu'occupent les intellectuels dans cette structure sociale. Entre 1961 et 1970 les dépenses du gouvernement provincial ont quintuplé alors que celles de l'État fédéral au Québec ont à peine doublé : alors que le secteur public participait à 30% de l'ensemble des revenus et à un tiers des dépenses en 1961, des chiffres sont passés respectivement à 45.9% et 43.4% en 1970. Les revenus du gouvernement provincial en 1975 représentaient 11.1% du PNB et

¹⁴¹ Pour cette explication et ce qui suit voir l'excellent ouvrage de Henry Milner : "[*Politics in the New Quebec*](#)", Toronto McClelland and Stewart 1978, pp. 37-106.

¹⁴² cf. supra, p. 149.

¹⁴³ Aspects sur lesquels nous reviendrons plus loin.

seulement 9.5% en 1965 et 6.1% en 1958. Ainsi le gouvernement du Québec en 1975 payait 15% de tous les salaires reçus au Québec. Ces transformations technico-administratives se sont accompagnées de profonds changements dans l'éducation et le domaine culturel. Les dépenses gouvernementales pour l'éducation s'élevaient à 179 millions de dollars en 1961 et à 1 milliard 376 millions de dollars en 1972 ¹⁴⁴. Il est donc naturel que dès son accession au pouvoir le P.Q. se soit enquis de mettre sur pied une sorte de ministère du développement culturel parmi d'autres innovations dont la création d'un poste de ministre responsable de la réforme des structures parlementaires. Cette évolution remarquable de l'État provincial québécois doit être associée à la création de classe moyennes composées de spécialistes, d'experts, de techniciens, d'animateurs socio-culturels, d'administrateurs, d'éducateurs et d'enseignants, d'artistes et d'écrivains qui assignent à la fonction intellectuelle une dimension sociologique et idéologique fort importante. Par ailleurs le développement des forces productives au Québec, la rationalisation [90] du procès de production par la technique et l'information élaborée, ont opéré une différenciation fonctionnelle à l'intérieur du travail social collectif dont le caractère classiste ne doit pas nous échapper surtout pour une analyse des alliances de classes. La place des intellectuels rend compte de la complexité de la division du travail qui ne se laisse plus saisir aujourd'hui par la simple division entre travail manuel et travail intellectuel (même si elle subsiste). Le capitalisme contemporain a tissé tellement de liens de subordination et de hiérarchisation que les rapports entre les intérêts de classe immédiats et les intérêts historiques fondamentaux doivent être envisagés de façon nouvelle. L'importance du secteur public au Québec, le poids social des "classes moyennes" qui associent leurs intérêts immédiats à l'expansion et la transformation de l'État provincial québécois et subséquemment à l'avenir de la langue française au Québec confèrent à la question nationale une dynamique historico-sociale qui s'exprime par : une polarisation des fonctions intellectuelles dans le secteur public (francophone) et conséquemment leur distance par rapport au secteur privé (domination anglophone) ; un taux élevé de syndicalisation tout particulièrement chez les femmes québécoises ; une idéologie syndicale qu'Henry Milner qualifie d'anticapitaliste, indépendantiste et

¹⁴⁴ Pour tous ces chiffres cf. Henry Milner, "[*Politics in the New Quebec*](#)", op. cit, p. 74.

"participationniste" ; une interrelation entre les luttes syndicales et les luttes culturelles et linguistiques.

Ainsi l'intervention croissante de l'État dans la production, son rôle d'organisateur et de planificateur du capital (du moins un rôle associé jusqu'ici), l'extension de la division du travail, ont tendance à politiser les relations de travail et à orienter une partie non négligeable de la force de travail hors de la production des valeurs d'usage, c'est-à-dire qu'une partie du temps de travail social n'est plus consacrée à la production de marchandises (valeur d'échange). Cet aspect du capitalisme contemporain demande que l'on s'attache tout particulièrement aux rapports entre la production, la circulation et les échanges et par conséquent aux séquences culturelles, idéologiques et politiques de la reproduction des rapports sociaux capitalistes. L'intervention continue de l'État au niveau de la production directe, la nouvelle division du travail, véhiculent une dynamique sociologique, idéologique et historico-politique de première importance pour l'analyse de la question nationale dans les pays capitalistes industrialisés : d'un côté, ce que l'on appelle couramment la "nouvelle petite-bourgeoisie" s'est développé rapidement avec la "professionnalisation" des services et du secteur public, qui du reste intègre de plus en plus d'éléments traditionnels de la petite-bourgeoisie (avocats, urbanistes, médecins, etc. ...) ; ¹⁴⁵ d'un autre côté et de façon concomitante, l'idéologie de cette "nouvelle petite-bourgeoisie" tend à identifier les intérêts de cette classe à l'intervention de l'État et l'amène à formuler les débuts d'une conscience

¹⁴⁵ Le tableau qui suit nous donne la mesure du développement de certaines professions faisant partie de cette "nouvelle petite-bourgeoisie".

[91]

TABLEAU 7
Évolution de quelques professions au Québec,
selon les recensements de 1941 à 1971

Professions choisies	1941	1951	1961	1971
	En nombre			
Chimistes et métallurgistes	2 056	2 292	2 571	2 635
Science de la vie (biologie, etc.)	-	887	1 365	3 660
Architectes	469	581	921	1 180
Dessinateurs et traceurs	1 986	4 020	5 023	6 185
Ingénieurs (civil, mines, etc.)	5 910	7 594	12 514	18 225
Enseignants (écoles, collèges, Universités)	32 086	37 587	59 387	91 335
Santé (médecins, infirmières, etc.)	12 448	16 576	30 966	68 570
Avocats et notaires	2 712	2 669	3 322	4 400
Juges et magistrats	86	128	181	345
Artistes, écrivains, musiciens	4 342	5 726	9 162	15 665
Professionnels de la religion	11 758	14 128	13 784	7 110
Services de récréation et loisirs	8 766	-	15 068	22 785
Actuaires et statisticiens	-	286	860	710
Économistes	-	-	760	1 760
Programmeurs et analystes	-	-	160	6 475

Source : *Prospective socio-économique du Québec*, 1^{ère} étape, Dossier technique (6.1) tome 1, de l'Office de planification et de développement du Québec, Imprimeur officiel. Québec, 1978, p. 83.

nationale ¹⁴⁶. Ceci est dû à la place structurelle qu'occupe la "nouvelle petite-bourgeoisie" dans la formation sociale ; c'est pourquoi la croissance du secteur public et l'important développement des "cols

¹⁴⁶ Philip Resnick, "*The land of Cain Class and Nationalism in English Canada 1945-1975*", Vancouver, New Star Books, 1977, pp. 212-213.

blancs" au Canada anglais sont à la base d'une conscience nationale canadienne en train de se former ¹⁴⁷. Cependant, contrairement à son homologue du Québec, la "nouvelle petite-bourgeoisie" canadienne-anglaise n'a pas, jusqu'à présent, identifié ses intérêts nationaux ou son [92] néo-nationalisme à ses intérêts de classe ¹⁴⁸. La raison principale est l'oppression nationale du Québec. Celle-ci médiatise les classes sociales dans la formation sociale québécoise de deux manières principales :

- a) le passé intellectuel associé à la défense de la langue et de la culture a permis à cette classe de remettre en question la forme fédérale de l'État et a ouvert la voie à une remise en cause du système capitaliste lui-même ;
- b) qui n'a été rendue possible que par l'irruption impressionnante du mouvement ouvrier (dont nous parlerons plus bas) au milieu des années 1960 venant transcender et relayer les débats intellectuels en liant de façon concrète les revendications linguistiques et nationales à ses intérêts de classe.

Cependant nous touchons là un aspect historico-politique de la nouvelle division du travail et des rapports entre la valeur d'usage et la valeur d'échange qu'elle instaure : il s'agit de la fonction historique du travail intellectuel et de sa relation sociologique à la "nouvelle petitebourgeoisie".

Il est donc important de saisir que l'activité technico-scientifique ne renvoie pas à une division ultérieure du travail à l'intérieur de l'activité directive mais à l'intérieur de la production ¹⁴⁹. Cela signifie que la division en classes de la société procède de la division du travail, que la division technique du travail impulse et ordonne la division sociale du travail ¹⁵⁰. Le développement structurel des forces productives a rendu impossible, du point de vue cognitif et théorique, d'isoler

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 61.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 144.

¹⁴⁹ Rudolf Bahro, "Per un Comunismo democratico", *op. cit.*, p. 181.

¹⁵⁰ cf. La Grassa et M. Turchetto, "Dal capitalismo alla Società di Transizione", Milan, Franco Augeli ed. 1978, pp. 246-251.

l'intelligentsia technique du travailleur collectif participant à la production : "La majeure partie du travail intellectuel produit dans la société naît de la division du travail à l'intérieur de la production et de l'élaboration de l'information" ¹⁵¹. L'activité du spécialiste et du technicien, de l'ingénieur est une activité de médiation de l'ensemble du procès productif.

Nous touchons là au problème des alliances de classes dans le capitalisme contemporain en général et dans une formation sociale donnée en particulier qui se situe dans l'ensemble des pays capitalistes industrialisés. Notre analyse de la division du travail qui est la loi de la division de la société en classes sociales nous a confrontés à une complexité de la structure sociale qui exige, selon nous, une redéfinition du concept d'hégémonie, une approche nouvelle des rapports entre la base et la superstructure pour autant que ceux-ci soient déterminés par l'évolution empirique, matérielle, des porteurs et des diffuseurs de l'idéologie, à savoir les intellectuels. Peut-on parler du "prolétariat" comme classe dirigeante dans une société où le travailleur collectif évolue sous l'impulsion [93] de la division technique du travail ? Ne devrait-on pas parler plutôt de l'hégémonie du mouvement ouvrier ? Cette hégémonie suppose la complexité, c'est-à-dire la réunification politique des classes travailleuses, la conjonction de plusieurs forces sociales diversement frappées par la crise économique ¹⁵² ; elle suppose nécessairement la diversité et la pluralité dans les organisations politiques, syndicales, sociales et culturelles. La question nationale, la lutte pour les droits nationaux peut se situer à la base de la transformation de la société en tant qu'elle permet la formation d'un consensus au sein du mouvement ouvrier, compris comme une articulation démocratique de formes conflictuelles de pouvoir et de forces sociales différenciées.

Nous pensons que ce consensus se pose comme une nécessité du déplacement de la lutte pour les intérêts immédiats vers la lutte pour les intérêts historiques fondamentaux. La question nationale nous apparaît donc comme un lieu de convergence d'intérêts et un pôle de

¹⁵¹ Rudolf Bahr, *op. cit.*, pp. 157-158.

¹⁵² cf. Bruno Trentin, "La démocratie conflictuelle des producteurs" in *"II Manifesto Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolutionnaires"*, Paris, Seuil, 1978, pp. 217-219.

mobilisation effective. Doit-on parler d'une "nouvelle petite-bourgeoisie" comme nous l'avons indiqué entre guillemets ou bien d'une "nouvelle classe ouvrière" ? En fait la division du travail opère une multiplication des secteurs de la population lancés dans le procès de travail et en même temps libère de nombreux travailleurs et travailleuses qui sont rejetés dans le secteur des services dans une forme étendue du contrôle capitaliste des conditions de travail. Enfin l'implication croissante de l'État dans le procès de production requiert une masse importante de salariés engagés dans le secteur d'État. On peut donc paradoxalement parler à la fois d'une extension et d'une réduction de la classe ouvrière étant donné que d'une part le contrôle du travail dans le secteur des services rend le niveau d'exploitation assez élevé et que d'autre part, le prolétariat industriel, stricto sensu, occupe une place quantitativement minoritaire dans de nombreux pays. Nous situons donc l'enjeu des revendications nationales au sein du processus contradictoire de formations des classes dans la société capitaliste.

[94]

[95]

Sociologie politique de la question nationale

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre 10

**MOUVEMENT OUVRIER
ET QUESTION NATIONALE
AU QUÉBEC**

[Retour à la table des matières](#)

Dans quelle mesure le mouvement ouvrier québécois est-il concerné par la question nationale ? Plus précisément quelles ont été (et quelles sont) les positions ou les lignes stratégiques des organisations ouvrières au Québec en ce qui a trait aux diverses revendications touchant directement ou indirectement à la question nationale ? Nous voudrions donner quelques éléments de réponse en essayant de situer les problèmes dans leur contexte global, en faisant porter l'argumentation surtout sur la période récente.

Aussi faut-il rappeler que les revendications nationales qui émergent de la société québécoise contemporaine prennent de l'ampleur surtout au cours des années soixante. C'est dire un peu à quel point le mouvement national québécois actuel se forme dans un laps de temps relativement court. Cela montre également la vitalité des luttes de revendications nationales.

Le développement d'une conscience nationale aux formes nouvelles se distingue sur plusieurs points par rapport au nationalisme ultraconservateur véhiculé par une bourgeoisie canadienne-française (fraction essentiellement non-monopoliste du capital québécois et

traditionnellement forcée de vivre en -concubinage à trois avec le capital anglo-canadien et américain, ce qui implique des querelles de ménage, et des alliances structurelles ou ponctuelles) et son personnel de service [96] ("classe régnante") la petite-bourgeoisie traditionnelle. Dans ses manifestations politiques, cette conscience nationale cherche à se définir comme québécoise en tant que telle et non plus comme canadienne-française. Et conséquemment, elle tente de s'affirmer non pas comme une idéologie de survivance "française et catholique" à l'intérieur du Canada mais comme un mouvement de revendications luttant pour l'affirmation de certains droits socio-politiques et culturels des Québécois de langue française à l'intérieur du Québec. Cette première caractérisation exige immédiatement quelques précisions initiales.

Que dire d'un tel mouvement de revendications nationales ? D'abord qu'il ne se présente guère (dans sa phase actuelle comme à ses débuts) comme un mouvement homogène, monolithique, uniforme. Ceci ne fait aucun doute pour personne, à l'exception peut-être de la direction actuelle du Parti Québécois qui préférerait, il va de soi, le voir de la sorte. Certes le Parti Québécois fait tout en son pouvoir pour mener cette barque seul. Mais les classes impliquées dans ce processus n'ont pas toutes le même intérêt et surtout les mêmes objectifs au bout du compte. Ensuite, et comme nous l'avons déjà souligné plus haut, la constitution récente et les formes de ce mouvement de revendications nationales renvoient aux transformations majeures intervenues dans la société québécoise depuis la seconde guerre mondiale et qui sont autant de conditions de possibilités de ce mouvement, aspect sur lequel les analyses n'ont pas suffisamment insisté jusqu'à maintenant.

Le procès de désorganisation/réorganisation des classes sociales, et en particulier de la classe ouvrière, la formation de nouvelles couches de salariés du secteur privé comme du secteur public et parapublic, le développement de nombreuses couches d'intellectuels sont autant d'éléments dont la compréhension est nécessaire pour saisir les formes et les modalités de la conscience nationale, qui, si elle se fonde sur les conditions objectives de l'oppression nationale, renvoie néanmoins à l'ensemble des classes, tant les classes populaires que les nouvelles petites-bourgeoisies ou les classes dirigeantes, mais certes de manière parfois radicalement différente selon qu'il s'agit de l'une ou l'autre de ces classes. Ce processus de restructuration des classes, lui-même

modélé par les luttes qu'elles se livrent, se voit touché tout spécialement par les modes d'évolution des rapports capitalistes, de l'expansion et du développement industriel des économies les plus avancées et desquelles participe le Québec. Nous avons déjà dit quelques mots à ce sujet dans la section précédente de cette troisième partie. Nous voudrions maintenant nous attarder quelque peu sur ces questions.

[97]

***a) Sur l'évolution de la structure sociale québécoise :
masse ouvrière et travailleurs salariés***

La dynamique d'industrialisation et d'urbanisation au Québec, qui accélère son rythme d'expansion depuis la première guerre mondiale (bien que les débats remontent au dix-neuvième siècle, et malgré l'interruption prolongée de cette expansion occasionnée par la crise des années trente), s'affirme de manière définitive dans les années quarante, surtout avec la seconde guerre mondiale. Mais le mode spécifique de développement du capitalisme au Québec se poursuivra dans le cadre de nouveaux rapports impérialistes mis en place à la suite de la deuxième grande guerre. Malgré son discours "ruraliste", le régime duplessiste, une fois la guerre terminée, assure parallèlement à l'État central, une certaine "reconversion", bien particulière faut-il le dire, de l'économie du Québec en favorisant le processus d'industrialisation grâce aux facilités qu'il accorde aux intérêts américains tous disposés, et pour cause, à l'égard du Québec : la croissance de l'industrie manufacturière se poursuivra de même que l'expansion de l'industrie d'extraction. Elles bénéficieront de la conjoncture internationale créée à la faveur de la guerre de Corée. La pénétration massive des sociétés multinationales et du capital américain au Québec, principalement sous la forme d'investissements directs, notamment dans le secteur d'extraction des matières premières (fer, amiante, etc. ...) correspond en tous points à la stratégie d'exploitation des richesses naturelles québécoises (et canadiennes) par les investisseurs américains conformément à ce "fameux Rapport Paley préparé à la demande du président des USA sur les disponibilités américaines et étrangères en ressources et sur les meilleurs moyens de les exploiter au service de la

liberté — en l'occurrence, celle des USA" ¹⁵³. Le résultat ne laisse pas de doute : la croissance du secteur d'extraction sera supérieur aux autres, exception faite des industries d'utilité publique. Mais le capital américain accentuera également sa présence dans le domaine des industries de transformation. Son activité se consolidera au cours des années soixante, notamment dans les secteurs les plus avancés. Parlant du Canada, ce qui est dans une certaine mesure valable pour le Québec, Carol Levasseur note que *"les branches en forte croissance sont en effet celles mêmes où la technologie est la plus avancée, où la hausse de la composition organique du capital est la plus forte, où par conséquent l'extension du sur-travail se fait de manière intensive (plus-value relative) et où la productivité du travail est la plus marquée en général"* ¹⁵⁴. Cette dynamique globale d'industrialisation dépendante dans le cadre du capitalisme monopoliste contemporain au Québec a des effets marqués [98] sur la structure sociale. La croissance du capitalisme moderne avec la guerre et dans les années subséquentes provoque une prolétarianisation très poussée de la population active. Le mode spécifique d'accumulation du capital, tel que nous venons de le décrire brièvement plus haut, transforme la répartition sectorielle de l'emploi en accélérant et en approfondissant la présence des rapports capitalistes dans l'ensemble des domaines de la production sociale au Québec. Au niveau de la production manufacturière d'abord, on constate que de 1939 à 1955, le nombre d'employés dans ce secteur est passé de 220 321 à 429 575, et le nombre d'établissements industriels, pour sa part, passe de 8 373 à 12 194. La valeur de la production en dollars courants se multiplie presque par 6.

La généralisation des rapports capitalistes au Québec s'est réalisée dans un processus de distinction ou d'intégration des formes et des résidus pré-capitalistes et capitalistes archaïques de certains secteurs de la production sociale, mais avec quelques "retards". C'est le cas de l'agriculture, de petite production artisanale ou encore du petit commerce. Ainsi la main-d'oeuvre qui se trouve expulsée de ces secteurs de la production sera pour une partie intégrée dans les secteurs industriels les plus dynamiques, par le secteur des services et en particulier dans les administrations publiques, notamment à partir de la

¹⁵³ Dorval Brunelle, "[*La désillusion tranquille*](#)", Montréal, HMH, 1978, p. 98.

¹⁵⁴ Carol Levasseur, "Développement du capitalisme et Rapports de classes au Canada : 1950-1970", texte ronéotypé, Université Laval, 1978, p. 7.

Révolution tranquille, enfin une partie de cette main-d'oeuvre restera inactive et viendra grossir la masse des chômeurs.

La dissolution relativement rapide d'une partie significative de la petite production agricole et la concentration progressive des fermes qui en découlent, sapent de manière irréversible l'une des bases sociales clés du régime nationaliste/automiste de l'Union Nationale sous Maurice Duplessis. Ainsi la main-d'oeuvre employée dans l'activité agricole au Québec passe de 246 467 en 1941 à 185 529 en 1951, puis à 117 235 en 1961 pour se situer approximativement à 72 000 en 1971 ¹⁵⁵.

Par ailleurs, une des conséquences directes, inévitables, de la prolétarianisation des secteurs auxquels nous venons de nous référer a consisté à faire croître dans des proportions importantes le nombre de travailleurs salariés. Ainsi, entre les années 1941 et 1961, le pourcentage de travailleurs salariés par rapport à la main-d'oeuvre totale au Québec passe de 68 à 85% alors que les personnes travaillant pour leur propre compte régressent de 20 à 12.4%, (cf. Bureau Fédéral de la Statistique, Gouvernement du Canada, doc. 94-551, tableau no 7. ¹⁵⁶). On assiste donc à une réorganisation significative de la division du travail qui implique de toute évidence une multiplication de secteurs de la population désormais reliés directement ou indirectement au procès capitaliste de travail. Sous un autre angle, on peut noter également que si dans le domaine de l'industrie primaire, la proportion de la main-d'oeuvre [99] par rapport à la main-d'oeuvre totale diminue de 16.5% à 7.9%, de 1931 à 1961, on constate de plus que le nombre de travailleurs regroupés sous les catégories cols blancs et cols bleus, notamment dans les secteurs de bureau, du transport et des communications, du commerce et des finances ainsi que des services grimpe de 44.9% à 61.6% de 1931 à 1961. De plus la classe ouvrière, stricto sensu, c'est-à-dire les travailleurs qui globalement participent directement à la production de la plus-value dans les secteurs de la fabrication, de la construction etc. ... augmente de 25.5%, à 26.6%

¹⁵⁵ "Annuaire du Québec", Imprimeur officiel, années 1966-67 et 1975-76 ; on peut aussi rappeler ici que la population vivant sur les fermes passe de 770 000 à 334 000 de 1931 à 1971 (cf. Diane Lessard, "L'agriculture et le capitalisme au Québec", Montréal, l'Étincelle, 1976, p. 49).

¹⁵⁶ Cité par Gilles Bourque et Anne Legaré, "Québec : une question nationale au centre impérialiste", texte ronéotypé, à paraître chez Maspéro en 1979, p. 205.

toujours entre 1931 et 1961, à laquelle s'ajoutent les travailleurs manuels impliqués dans le domaine du transport et des communications qui pour leur part passent de 4% de la main-d'oeuvre active à 11.4% toujours durant la même période (cf. Bureau Fédéral de la Statistique, Gouvernement du Canada, 94-501) ¹⁵⁷. Plus près de nous, la structure de l'emploi s'est une fois encore transformée de manière significative et bien évidemment dans le sens des tendances fortes des décennies précédentes ¹⁵⁸. Ainsi de 1966 à 1975, l'emploi total au Québec est passé de 2 millions à 2.5 millions. Cette croissance ne s'est pas faite dans des proportions identiques pour tous les secteurs de l'activité économique. Bien au contraire, l'emploi dans le secteur primaire (agriculture, chasse et pêche, forêts, mines, carrières et puits de pétrole) par exemple est passé de 168 500 à 134 600 ce qui signifie une diminution de 34 000 environ soit une régression de 20% au cours de la période et de presque 30% depuis 1961. Les secteurs secondaires et tertiaires ont suivi une autre évolution, bien qu'à des rythmes différents. Dans le secteur secondaire (industries manufacturières et construction) la croissance de l'emploi a été de 7% (51 000 nouveaux emplois environ) alors que la main-d'oeuvre totale de ce secteur passe de 703 900 à 754 700. Toujours dans ce secteur, la main-d'oeuvre avait augmenté de plus de 20% entre 1961 et 1966. Mais c'est au niveau du secteur tertiaire ¹⁵⁹ que la croissance de la population active a manifesté le plus de vigueur alors qu'on assiste à une création nette de 435 000 emplois en l'espace de 10 ans soit une augmentation de 37%. En effet, l'emploi passe de 1 145 000 à 1 573 500 au cours de la période, alors que le pourcentage de la main-d'oeuvre de ce secteur compose désormais 66.1% du total de la main-d'oeuvre québécoise ¹⁶⁰.

Si ces quelques données permettent une première approximation de l'évolution de la structure occupationnelle au Québec selon les grands

¹⁵⁷ Cité par Gilles Bourque et Anne Legaré, *op. cit.* p. 205.

¹⁵⁸ Le Québec n'est pas la seule "province" à être affectée de la sorte. Il semble que ce soit le cas, avec quelques nuances, pour l'ensemble du Canada.

¹⁵⁹ Ce secteur regroupe un nombre relativement large d'activités aux catégories ou types de travail très diversifiés. Il comprend les transports, communications, le commerce, les finances, les assurances.

¹⁶⁰ Ces données sur la période de 1966-1975 proviennent du document suivant : "Statistiques sur le marché du travail au Québec", B.S.Q., Editeur officiel, 1978, pp 11-15.

secteurs de l'activité économique, nous croyons nécessaire d'analyser sous un angle autre mais complémentaire la structure de la main-d'oeuvre afin de bien montrer l'évolution des rapports capitalistes selon des agrégats plus adéquats ou plus pertinents à notre exposé, et qui tiennent compte des places et des fonctions occupées par les individus dans le procès de production.

[100]

TABLEAU 9
Emploi par secteur économique au Québec.
1966-1975

(.000)	1966	1968	1970	1972	1974	1975
Secteur primaire	168.5	177.4	156.0	137.6	136.8	134.6
Secteur secondaire	703.9	666.7	687.0	698.2	767.5	754.7
Secteur tertiaire	1 145.2	1 239.7	1302.6	1 390.5	1 525.5	1 573.5
TOTAL	2 016.0	2 082.0	2 144.0	2 225.0	2 427.0	2 462.0

Source : *Statistiques sur le marché du travail du Québec. B.S.Q.*, Editeur officiel, 1978. p. 13.

TABLEAU 10
Structure occupationnelle de la main-d'oeuvre totale,
Québec 1951-1961 et 1971, (chiffres absolus et pourcentage)

	1951		1961		1971	
	(,000)	%	(,000)	%	(,000)	%
Travailleurs manuels	1 226	84.8	1 397	81.5	1 561	80.1
<i>cols bleus</i>	836	57.8	856	50.0	791	39.5
<i>cols blancs</i>	390	27.0	541	31.5	770	39.5
Travailleurs intellectuels	96	6.6	154	9.0	235	12.1
Administrateurs- directeurs	108	7.5	138	8.0	103	5.3
Professionnels	16	1.1	26	1.5	48	2.5

Source : Dorval Brunelle, "[La structure occupationnelle](#)", art. cit., p. 74.

[101]

Dans une étude assez récente ¹⁶¹, Dorval Brunelle nous donne plusieurs éléments d'une telle analyse de la main-d'oeuvre québécoise. Il procède à partir des distinctions entre les catégories occupationnelles qui suivent : travailleurs manuels, travailleurs intellectuels, administrateurs et directeurs, professionnels. L'auteur parvient à l'aide des statistiques des recensements officiels à recomposer le tableau 10.

Ces données appellent quelques commentaires. On constate, à la suite de l'auteur, une croissance moyenne du nombre des travailleurs manuels, mais surtout une régression très importante des cols bleus (de 836 000 à 791 000) et une croissance très importante des cols blancs (de 390 000 à 770 000). Le tableau fait également apparaître une progression importante de la catégorie travailleurs intellectuels par rapport aux travailleurs manuels (de 1951 à 1971, ils passent de 96 000 à 235 000).

Aussi, en analysant de plus près ces transformations intervenues dans la structure occupationnelle québécoise, l'auteur dégage-t-il les conclusions suivantes : après avoir souligné la régression rapide des travailleurs manuels du secteur primaire et la croissance du secteur secondaire, il constate la croissance des fonctions "manuelles" et "managériales", ainsi que l'augmentation des fonctions de spécialistes et de techniciens, phénomène qui n'est pas propre au Québec ; mais il note également que "la baisse absolue du nombre total des cols bleus ne doit pas être interprétée comme un indice de libération sociale des tâches manuelles grâce au développement technique... (mais) ... que cette baisse du nombre des travailleurs dans le secteur secondaire indique plutôt l'affaiblissement de la structure industrielle du Québec lié à la baisse d'investissement dans ce secteur". Une comparaison avec l'Ontario pour la période 1961-1971 montre en effet que le nombre de cols bleus augmente de plus de 17% dans cette province, ce qui indiquerait un "déplacement des activités secondaires et (...) leur concentration dans la partie la plus riche du Canada" ¹⁶². Ceci implique pour la main-d'oeuvre québécoise qu'elle soit infiniment "plus mobile

¹⁶¹ Dorval Brunelle, "[La structure occupationnelle de la main-d'oeuvre québécoise, 1951-1971](#)", in "*sociologie et société*" vol. 7 no 2, novembre 1975, pp. 67-68.

¹⁶² Dorval Brunelle, art. cit., p. 79.

et davantage contrainte de l'être que la main-d'oeuvre ontarienne" ¹⁶³. Ainsi la classe ouvrière et la "nouvelle petite bourgeoisie" du Québec s'insèrent dans un procès constant d'organisation, de désorganisation et de réorganisation modelé par les changements plus ou moins profonds dans les rapports capitalistes. Si ces changements correspondent globalement aux transformations propres à l'ensemble des pays capitalistes avancés auxquels le Québec ne saurait échapper, force est de considérer les modalités structurelles spécifiques de ces classes dont l'importance n'est pas à démontrer lorsqu'il s'agit notamment d'évaluer le poids et le comportement respectifs de celles-ci dans leur relation à la question nationale (par exemple le sur-développement de telle catégorie de [102] travailleurs salariés, comme cela semble être le cas pour le secteur des services ; le développement limité et dépendant du secteur de pointe et la forte massification dans les industries traditionnelles plus sensibles à la crise économique actuelle ; leurs rapports au capital monopoliste, non-monopoliste, international ou local etc. ...).

Si nous insistons quelque peu sur ces divers aspects de l'évolution de la structure de la main-d'oeuvre, et de façon plus particulière sur les principales caractéristiques de la division sociale du travail au Québec au cours des quatre ou cinq dernières décennies, c'est pour bien montrer les conditions objectives qui président à l'organisation de la structure sociale québécoise de même qu'aux modifications importantes intervenues dans la structure des rapports de classes, et qui apparaissent par ailleurs déterminantes dans la conjoncture politique des années soixante et soixante-dix au regard de la question nationale.

La pertinence d'une telle analyse concerne au premier chef la composition actuelle de la classe ouvrière et des diverses couches de travailleurs salariés, que l'analyse a trop longtemps abordés comme un tout indifférencié ou encore comme un bloc socio-politique homogène. En fait la croissance de la main-d'oeuvre salariée impulsée par une nouvelle division technique du travail, et en conséquence par une nouvelle division sociale du travail, dans le cadre de la réorganisation du processus d'accumulation du capital dans la période d'après-guerre, d'une part, et l'extension du secteur des services ainsi que la prolifération des fonctions étatiques dont l'effet immédiat a consisté à

¹⁶³ *Idem*, p. 86.

faire croire la masse des salariés du secteur public et para-public au Québec, d'autre part, illustre assez bien le paradoxe auquel il est fait référence plus haut et qui consiste en cette dynamique contradictoire d'extension/réduction de la classe ouvrière. Certes on peut parvenir à des conclusions théoriques et politiques très différentes selon que l'on accepte une définition stricte de la classe ouvrière (travailleurs directement ou indirectement productifs) ou que l'on reconnaisse une définition plus large et susceptible d'intégrer dans la première plusieurs couches de travailleurs salariés que la littérature connue avait fortement tendance à classer dans ce que l'on appelle la "nouvelle petite-bourgeoisie" ¹⁶⁴. Si nous croyons en la nécessité d'une distinction entre la classe ouvrière moderne au sens large et la "nouvelle petite-bourgeoisie", l'on constate toutefois, à la lumière du cas québécois, que l'ensemble des travailleurs salariés ne forme pas un tout indifférencié ; à apparaît également qu'en ce qui concerne la classe ouvrière, celle-ci ne se présente pas comme un bloc monolithique ou homogène et qu'il en va aussi de même pour la "nouvelle petite-bourgeoisie".

103

La nécessité d'une prise en compte des différences intra-classistes ¹⁶⁵ ne résulte pas d'une démarche purement formelle ou scolastique. Elle vise à témoigner de la place particulière qu'occupe chacune des composantes spécifiques des classes que nous venons de mentionner dans le procès de production capitaliste et de reproduction d'ensemble de ces rapports sociaux (c'est-à-dire des diverses couches

¹⁶⁴ Bien qu'à divers égards nous partageons plusieurs réflexions que l'on retrouve dans la synthèse originale de l'analyse des classes sociales avancée par Céline St-Pierre dans la Revue "*Socialisme Québécois*" ("[De l'analyse marxiste des classes sociales dans le mode de production capitaliste](#)", no 24, 1974, pp. 9-35), nous voudrions toutefois attirer l'attention sur le terme de "nouvelles petite-bourgeoisie" qui se trouve assimilée le plus souvent à une catégorie fourre-tout du type classe moyenne qui tend' à éluder le caractère "prolétarisé" de ladite "nouvelle petite-bourgeoisie". Par ailleurs, le danger subsiste que les cadres supérieurs des appareils et régies d'État soient assimilés à cette "couche sociale".

¹⁶⁵ La terminologie de l'économie politique utilise généralement les vocables "classes" ou "couches" (ou strates). Nous parlons de "tendances classistes" à l'intérieur du travailleur collectif pour exprimer une dialectique différences-divergences-cohésion-uniformité.

des travailleurs salariés que l'on peut distinguer, par exemple, au sein de la classe ouvrière — ouvriers non-spécialisés, spécialisés, qualifiés ; ouvriers des secteurs de la construction, des industries de divers types, des transports et du commerce — et qui renvoient dans les faits à des formes spécifiques de luttes et à des formes organisationnelles parfois différentes). Ces différences intra-classistes n'impliquent pas obligatoirement, au niveau politique et idéologique, c'est-à-dire de la conscience de classe et de son degré d'avancement, des oppositions sinon des antagonismes manifestes et irréductibles. Mais elles comportent de toute évidence des orientations et des pratiques parfois divergentes, notamment au sujet de la valorisation des intérêts spécifiques immédiats, voire même fondamentaux et donc susceptibles de compromettre fréquemment la cohésion d'ensemble de chacune des classes sociales auxquelles nous nous référons ici ¹⁶⁶.

Cette cohésion n'est jamais donnée et ne saurait constituer un a priori indiscutable. Il suffit de penser aux différences objectives et subjectives entre les ouvriers de la production directe, les travailleurs salariés issus de l'extension des rapports capitalistes aux activités commerciales, administratives ou financières, aux travailleurs salariés du secteur public de même qu'aux différences entre les ouvriers rattachés à la petite et moyenne entreprise, locale ou ceux des secteurs industriels monopolistes reliés ou contrôlés par le grand capital internationalisé (surtout américain). Que l'on pense également aux différences entre les diverses composantes de la "nouvelle petite bourgeoisie", celle du secteur privé ou encore celle du secteur public. On doit aussi insister de façon toute particulière sur le recoupement ou le rapport organique, au Québec ¹⁶⁷, de plusieurs de ces différences structurelles au sein du "bloc" des travailleurs salariés se traduisant par des phénomènes de spécialisation que nous avons désignés dans les sections précédentes par division culturelle du travail et qui renvoie aussi bien à la division sociale du travail (c'est-à-dire à la subdivision de l'ensemble de la production sociale en plusieurs branches d'activités distinctes et séparées, et conséquemment de la dispersion de la main-d'oeuvre ou son étalage dans ces diverses branches) qu'à la division technique du

¹⁶⁶ Nous entendons ici les classes "globales", ce que l'on nomme couramment la "classe ouvrière" et la "petite-bourgeoisie".

¹⁶⁷ Etant bien entendu que celui-ci n'est pas la seule société des centres impérialistes à vivre cette particularité.

travail (c'est-à-dire la spécialisation à l'intérieur même de ces branches jusqu'au niveau des unités de production — entreprises — par une distribution du travail selon les fonctions de direction, de [104] gestion ou d'administration, de recherche, d'exécution par exemple, et qui suppose toute une échelle de qualification correspondante).

Si la polarisation capital/travail se pose au même titre que dans les autres sociétés capitalistes avancées du fait d'une correspondance certaine au niveau des principales caractéristiques de la structure sociale. dans le cas du Québec, elle renvoie à des particularités qui tiennent aussi bien au mode de développement capitaliste "dépendant" qu'à l'organisation corrélative des classes, tout spécialement des classes populaires, selon une division sociale et culturelle du travail, et reproduite dans des formes toujours renouvelées et aux effets politiques et idéologiques ravivés.

Si le lecteur consent à se rappeler que nous avons établi comme hypothèse de recherche que les formations de classe dans les nations dominées ont une logique propre de développement, il consentira à nous suivre dans les caractérisations suivantes de la classe ouvrière au sens large (les travailleurs directement employés dans le secteur productif, c'est-à-dire ceux qui, par leur travail mettent directement le capital en valeur. et les salariés engagés dans la distribution et la circulation), et en tant que composante centrale de ce que nous avons appelé le "bloc" des travailleurs salariés et qui se compose également de la "nouvelle petite bourgeoisie". Il se dégage de la classe ouvrière québécoise les éléments suivants :

1. Du petit salarié sans qualification au technicien productif du secteur privé comme du secteur public et para-public, la classe ouvrière québécoise, très nombreuse, forme l'essentiel de la main-d'oeuvre totale et entre pour trois cinquième environ dans la composition du "bloc" des travailleurs salariés.
2. Cette classe ouvrière est de formation récente ; elle se constitue véritablement à l'occasion de la seconde guerre mondiale et à la faveur de la phase d'expansion du capitalisme des années cinquante (guerre de Corée) et soixante (révolution tranquille).

3. Principalement de langue française, la classe ouvrière québécoise s'est trouvée confrontée à un patronat majoritairement anglophone (d'abord canadien-anglais) car depuis la seconde guerre mondiale spécialement, dans des proportions de plus en plus importantes, elle fait face également au capital américain, dans les secteurs des mines et autres industries d'extraction, certaines grandes industries (comme l'automobile) et quelques secteurs d'industrie de pointe.
4. Cette classe ouvrière est plus qualifiée aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a vingt ou trente ans ; cette qualification correspond aux exigences posées par l'industrie moderne et à la rénovation du système scolaire québécois qui lui est concomitante.

[105]

5. Cette classe ouvrière est fortement "tertiarisée" en ce sens que le secteur manufacturier affiche des faiblesses certaines (si l'on compare à l'Ontario) par rapport à un sur-développement du secteur des services, l'aspect désuet et dépendant de l'industrie secondaire expliquant quelque peu l'hypertrophie du secteur tertiaire.
6. Cette classe ouvrière est affectée par une division culturelle du travail qui la situe par rapport au capital selon une logique de résistance à l'exploitation mais aussi dans des luttes et des revendications (niveau de salaire, discriminations sociales et linguistiques etc. ...) dont les implications immédiates ou à long terme touchent directement la question nationale (à l'intérieur même des rapports de classe).
7. Cette classe ouvrière forme, qu'on le veuille ou non, une des bases sociales majeures du mouvement de revendications nationales contemporaines. Elle a, en effet, joué le rôle de "classe appui" au Parti Québécois depuis la création de celui-ci. Toutefois, dans la mesure où ses couches les plus avancées explorent aujourd'hui des voies politiques manifestement en rupture avec cette formation politique, elle voit de plus en plus la nécessité d'articuler son projet social à la question de la revendication nationale.

b) Classes populaires et mouvement national

Les transformations intervenues dans le capitalisme contemporain au Québec, le développement marquant du "bloc" des travailleurs salariés (classe ouvrière en tant que tel, et les nouvelles couches de travailleurs salariés du secteur privé comme du secteur public) notamment au cours et à la suite de la seconde guerre mondiale, durant la phase de "prospérité" des années cinquante, puis à l'occasion de la Révolution Tranquille ("modernisation" économique, sociale et politique qui consacre l'achèvement du processus d'industrialisation et d'urbanisation), ont pour effets :

1. de dissoudre l'hégémonie politique et idéologique du bloc social au sein duquel la petite bourgeoisie traditionnelle (les notables locaux, régionaux ou provinciaux, les petits et moyens commerçants, les élites locales, médecins, notaires, avocats, curés, etc. ...) jouait un rôle de premier plan ;
2. d'assurer les bases économiques et politiques concrètes à ce bloc social diversifié qui donnera toute cette légitimité idéologique du projet de la Révolution Tranquille ;

[106]

3. de créer les conditions objectives (des forces sociales composites et de leur dynamique respective) et pour le moins inédites du mouvement de revendications nationales, mouvement qui implique un changement de base économique de l'hégémonie des classes dominantes, mais qui comporte également toutes les potentialités d'une contre-hégémonie orientée vers un bloc social regroupant la classe ouvrière moderne et les couches radicalisées de ce que, à défaut d'autres concepts, nous avons appelé avec beaucoup d'autres "la nouvelle petite bourgeoisie", et qui traduit une conscience nationale, articulée et systématisée, en tant qu'aspect spécifique de la conscience de classe.

Si le bloc social, cimenté par le nationalisme — autonomiste, le cléricanisme, le conservatisme et les politiques anti-ouvrières de l'Union

nationale de Maurice Duplessis, a pu fonctionner, c'est qu'il s'appuyait tout à la fois aussi bien sur la bourgeoisie compradore formée essentiellement par le capital américain, que sur la moyenne bourgeoisie commerçante et industrielle d'origine canadienne-française de même que sur une bienveillance particulière (quelques fois conflictuelle) à l'endroit de la bourgeoisie industrielle et financière proprement anglo-canadienne.

Le Gouvernement Libéral de la Révolution Tranquille (1960-1966) reste pour sa part très sensible aux intérêts du capital américain malgré les réclames électorales du style "maîtres chez nous". Par ailleurs, il protégera tout spécialement les marges de manœuvre du capital anglo-canadien. Mais il sera en outre, pour un temps tout au moins, un pôle privilégié de cette "nouvelle petite bourgeoisie" urbaine, progressiste ainsi que des grands et moyens cadres technocratiques québécois de langue française, qui, eux, voient dans l'appareil d'État provincial un lieu de promotion sociale que n'offre pas suffisamment le secteur de l'entreprise privée dont la caractéristique fondamentale consiste en ceci : elle tombe dans une très large mesure sous l'emprise du capital monopoliste américain ou canadien-anglais ¹⁶⁸. Quant à la base sociale du Parti Libéral au cours de ces années, elle reflètera d'abord le degré avancé de prolétarisation de la population active québécoise. Le parti s'aménagera en effet une base assez importante dans la classe ouvrière québécoise qui manifeste alors une très grande sensibilité à des transformations socio-politiques, c'est-à-dire à la mise en place de réformes sociales susceptibles d'améliorer sa situation, du moins l'espère-t-elle. Aussi les politiques qu'annonce le gouvernement de la

¹⁶⁸ Sur cette question, les analyses récentes et moins récentes coïncident presque toutes : en plus de démontrer le caractère extravertie de l'économie québécoise et de sa subordination dans le cadre d'une division internationale nord-américaine du travail qu'autorise une domination sur plusieurs points incontestés du capital américain, elle indiquent toutes cette "présence considérable du capital étranger logé dans les meilleurs secteurs et occupant la place de choix parmi les plus grandes entreprises". c.p. Arnaud Sales, "La distribution du pouvoir économique dans l'industrie", in *Qui décide au Québec ?*, Montréal, ed. Quinze, 1978, p. 55. Dans une étude sur l'industrie de fabrication au Québec, l'économiste André Raynaud parvenait déjà aux conclusions suivantes : 41.8% tombaient sous le contrôle étranger, contre 42.8% sous le contrôle canadien-français. cf. *La propriété des entreprises au Québec*, Montréal, PUM 1974, pp. 80 et suite.

Révolution Tranquille, les réformes qu'il réalise auront comme conséquence de susciter dans les classes populaires, tout au moins pour un temps, un support efficace et un consentement implicite sinon explicite [107] et suffisamment actif pour englober certaines parties des revendications véhiculées par les organisations syndicales ouvrières, et pour en escamoter l'essentiel, faut-il aussi le rappeler. Aussi l'indisposition de plus en plus évidente du Parti Libéral dès 1962 et 1963 à l'endroit des revendications minimales des organisations ouvrières, lorsqu'il ne s'agit pas d'une fin de non-recevoir tout simplement, a comme conséquence de décrocher quelque peu ces organisations du sillage de la Révolution Tranquille. Ces revendications formulées sous le gouvernement de Duplessis et laissées sur plusieurs points insatisfaites sous le gouvernement de Lesage, font alors l'objet de critiques sévères et parfois de luttes précises de la part des centrales ouvrières : à plusieurs reprises elles manifestent leur désaccord à l'endroit du gouvernement Libéral trop réservé dans ses politiques. Par exemple l'assurance-hospitalisation apparaît à juste titre comme une politique d'assurance-santé pour le moins diluée. On reproche également le retard pris dans la mise en place du plan de réforme de l'Éducation. La réforme du code du travail a par ailleurs été l'objet d'une bataille serrée. Le projet initial ne correspondait en aucun cas aux réclamations affirmées depuis des décennies par les centrales syndicales. Le projet se contentait de regrouper les lois déjà existantes et n'apportait pas d'améliorations véritables et ne reprenait pas les principes qui avaient fait l'objet de consensus du Conseil Supérieur du travail (organisme conjoint État, patronat, syndicats). Les centrales syndicales répliquèrent avec force et rapidement par l'organisation d'une campagne d'information et de mobilisation, par des manifestations et des assemblées régionales et par une marche sur le Parlement de Québec. Ces gestes forcèrent le gouvernement à amender et à reformuler plusieurs points du projet initial. C'est dans ce contexte général de mobilisation syndicale que le gouvernement cède le droit de grève aux employés des hôpitaux et accorde le droit d'association et de grève (1965) aux fonctionnaires à la suite de la mise en place de la loi de la Fonction publique.

Aussi très tôt ce bloc social connaît des difficultés et se désagrège partiellement tout au moins. Le Parti Libéral qui en assume la direction se trouve assez rapidement confronté à ses propres limites : son

incapacité de mener à terme les réformes annoncées provoque à plusieurs reprises des ruptures significatives du mouvement ouvrier et de ses organisations avec ce bloc. Toutefois loin de se limiter à une démarcation des organisations syndicales, cette dynamique sociale engendre une radicalisation progressive de ces dernières. Elles sont de plus en plus portées à affirmer leur autonomie dans l'ensemble des questions sociales et politiques. La radicalisation politique des centrales syndicales au Québec depuis le milieu des années soixante doit être envisagée et considérée par rapport à l'absence sur la scène politique d'une [108] ou de quelques formations et forces politiques d'encadrement et d'organisation solidement implantées dans les classes populaires. Les organisations syndicales ont été amenées, par nécessité, alors qu'elles demeurent les seuls pôles véritables de la classe ouvrière, à jouer un rôle supplétif du point de vue politique. Cela non seulement au regard de la question sociale (les projets de transformations sociales et politiques qui s'affirment comme socialistes démocratiques dès le début des années '70) mais également par rapport à la question nationale.

Avant de serrer de près la relation des organisations syndicales à la question nationale, il nous apparaît nécessaire maintenant d'insister quelque peu sur tout l'aspect concernant la base sociale du mouvement de revendications nationales dans la période contemporaine.

Les analyses et les développements que nous avons effectués dans la section précédente au sujet de la structure sociale québécoise permettent de prendre la mesure des questions auxquelles nous sommes confrontés lorsqu'il s'agit de circonscrire avec suffisamment de précision les bases sociales contemporaines du mouvement national québécois. Dans un premier temps, il est permis de voir que l'assise sociale du mouvement de revendications nationales ne peut plus être, de toute évidence, celle qui sous-tendait les courants nationalistes traditionnels.

D'abord, ce qui s'impose à propos du mouvement de revendication nationale québécoise, ce n'est pas seulement sa composante pluri-classiste mais sa formation toute récente. L'émergence de ce mouvement coïncide pour l'essentiel avec la Révolution Tranquille et les années qui ont suivi. Dès la fin des années soixante, la question nationale occupe une place centrale dans le champ politique. Cette période clé de l'histoire du Québec contemporain (Révolution

Tranquille) indique les transformations des structures étatiques alors que l'appareil d'État provincial se trouve projeté sur le devant de la scène politique. Désormais les classes dirigeantes feront jouer un rôle nouveau, mieux adapté à cet appareil d'État québécois ; utilisé comme outil de transformation politique (ce qui ne veut pas dire qu'on le réduit à un simple objet entre les mains des classes dirigeantes), il sert de moyen efficace d'ajustement du Québec à l'évolution du capitalisme nord-américain. De ce fait~ il traduit les nouvelles formes d'exercice de la domination des diverses fractions de la bourgeoisie au Québec.

Par ailleurs, il faut rappeler que la Révolution Tranquille désorganise les formes idéologiques traditionnelles (conservatisme, cléricanisme, ruralisme. Etc. ...) d'une part, et ouvre d'autre part la voie à un nouveau projet politique, celui que le Parti Québécois parvient à constituer et qu'il veut présenter comme un pôle commun. Ce projet consiste à utiliser l'État québécois comme le principal levier des transformations économiques et sociales, ce qui exige à la limite une récupération substantielle [109] des pouvoirs relevant du Gouvernement central. Ce projet sera largement développé et porté par cette fraction de la "petite bourgeoisie technocratique" reliée au secteur étatique ¹⁶⁹, qui se trouve en mesure de donner la cohésion et la crédibilité nécessaires, à la recherche des soutiens en direction du moyen capital industriel et financier québécois (on peut penser aussi bien au mouvement des caisses populaires Desjardins qu'à la moyenne et la petite entreprise québécoise vivant de contrats avec le Gouvernement ou possédant un marché local suffisant ou encore un marché extérieur non susceptible d'être compromis par une Souveraineté-Association tranquille). Il trouve un écho considérable dans les classes populaires, au sein de la classe ouvrière moderne et auprès des nouvelles couches de salariés rattachés au secteur public et

¹⁶⁹ Celui-ci concerne aussi bien l'appareil étatique provincial rénové que tout le secteur formé par le développement d'un ensemble d'appareils d'interventions économiques notamment, mis en place par l'État provincial : Hydro-Québec ; la société générale de financement ; la Caisse de dépôt et de Placement ; la société de développement industriel ; la société québécoise d'exploitation minière ; la société québécoise d« initiatives pétrolières etc. ... Pour une évaluation du rôle et de l'importance de ces appareils économiques du gouvernement provincial, on peut se rapporter à l'étude de Pierre Fournier, "[Les sociétés d'État et les objectifs économiques du Québec](#)", Éditeur officiel, Office de Planification et de développement du Québec, Québec, 1978.

para-public alors que l'une et les autres, selon des modalités certes différentes, se trouvent directement affectées par les divers effets de l'oppression nationale.

En fait, l'acquisition d'une autonomie plus grande et plus significative de l'État provincial, qu'impliquait sa réorganisation sous la forme d'une intégration politique et d'une centralisation bureaucratique sur l'ensemble du territoire ¹⁷⁰ d'interventions de plus grande ampleur mais aussi plus soutenues et subtiles, tant dans le domaine économique social et culturel, fait que cet État (même tronqué) devient un lieu par excellence de promotion des couches moyennes et supérieures de la "nouvelle petite bourgeoisie" et en particulier des hauts cadres et des technocrates des ministères clés. De sorte que se trouvent créées, de ce fait, certaines bases sociales favorables (et nécessaires) à un "néonationalisme" grâce auquel les fractions supérieures de la "nouvelle petite-bourgeoisie" cherchent à maintenir à tout prix une hégémonie au sein du mouvement de revendication nationale, facilitée sa stabilisation dans la structure sociale actuelle et que vient de

¹⁷⁰ L'administration publique québécoise avant la Révolution Tranquille était fortement décentralisée. Elle souffrait alors d'une très grande inefficacité. Les services offerts par les administrations locales et régionales sont inadéquats, lorsqu'elles existent (tant dans le domaine municipal et scolaire que celui de développement régional) ; c'est là tout au moins le constat des dirigeants du Gouvernement libéral dès leur arrivée au pouvoir. Dans une analyse de l'administration publique québécoise avant et après 1960, le professeur James Iain Gow écrit : "En 1960, le Québec possède (...) une administration provinciale assez développée- dans ses structures centrales supérieures et dans ses méthodes et enfin, peu connue". Mais après les réformes (de 1960 à 1966), la "croissance des activités de l'État implique une bonne part de centralisation. En effet, au cours des années 1960 environ soixante pour cent des dépenses vont aux chapitres de l'éducation, de la santé et du bien-être social. Comme cela s'est produit dans tous les pays, une hausse substantielle des subventions à des secteurs décentralisés a eu comme conséquence un contrôle gouvernemental accru sur la gestion de ces fonds (...). En même temps qu'il assume une direction beaucoup plus active de ces secteurs, le gouvernement québécois essaie de renforcer ces structures décentralisées ainsi que de se donner des structures régionales cohérentes". cf. James Iain Gow, "La modernisation et l'administration publique", in *La modernisation politique du Québec*, Montréal, Ed. du Boréal Express, 1976, pp. 165 et 167. On peut ajouter que cette centralisation politico-administrative aura des effets importants sur les relations de travail entre les employés de plus en plus nombreux et l'État-employeur.

sanctionner son rapport aux diverses fractions de la bourgeoisie au Québec, notamment cette fraction régionale du capital financier (reliée entre autres, faut-il le rappeler, au mouvement Desjardins dont l'actif est évalué actuellement à plus de 6 milliards de dollars) qui présente un début, et seulement un début, de concentration monopoliste. et la fraction non-monopoliste, relativement dispersée, dans le domaine industriel.

Ces quelques précisions au sujet de la dynamique des fractions distinctes de la bourgeoisie au Québec (bourgeoisie qui est loin de posséder la cohérence que plusieurs veulent nous faire croire, y compris dans ses projets politiques), de même que des couches supérieures de la "nouvelle petite-bourgeoisie", et de leurs rapports respectifs à l'État provincial étant faites, qu'en est-il maintenant de la classe ouvrière et des diverses couches populaires puis, corolairement, des organisations [110] qu'elles se sont historiquement données ? Comment ces organisations se trouvent-elles confrontées à la fois à la question sociale et à la question nationale ?

Dans le prolongement des développements précédents, force est de constater que l'intervention accrue de l'État provincial dans le domaine de l'économie, par l'extension de ses activités dans le secteur de l'éducation et la santé, des services sociaux et dans le domaine culturel contribue à l'extension de nouvelles couches de salariés et se trouve en fait à modifier de manière non négligeable la composition de la classe ouvrière et des autres couches populaires. La "modernisation" de l'appareil politique québécois nourrit ces classes en y adjoignant de nouvelles couches de travailleurs salariés. Ce phénomène n'est pas sans avoir de conséquences cette fois sur les organisations syndicales qui pour leur part ne rateront pas cette occasion exceptionnelle d'assurer une présence dans ce secteur et d'augmenter de façon significative leur influence auprès de ces couches de travailleurs, et plus globalement, dans l'ensemble de la société québécoise.

Avec le recul nécessaire nous sommes davantage en mesure aujourd'hui d'apprécier l'évolution politique du mouvement ouvrier au Québec. Aussi pouvons-nous évaluer de manière plus précise la consolidation effective, sur tous les plans, du mouvement ouvrier québécois conçu comme un mouvement social, à l'intérieur duquel se regroupent, organiquement, des forces et des organisations différenciées, aussi bien du point de vue des objectifs poursuivis que

des stratégies appliquées. Parmi ces forces sociales et ces organisations, les centrales syndicales ¹⁷¹ occupent une place centrale dans le champ des luttes et des revendications ouvrières et des classes associées. Elles forment à elles seules les principaux pôles politiques et sociaux autour desquels est agencé l'ensemble du mouvement ouvrier.

Dans une autre perspective, on peut signaler dès maintenant que le Québec s'est caractérisé très tôt, et contrairement au reste du Canada, par l'existence d'organisations syndicales nationales ou cherchant à le désœuvrer. On constate d'abord que la C.S.N. s'est organisée presque exclusivement au Québec et se définit comme une centrale syndicale québécoise par "opposition" au syndicalisme international (entendre américain). Et toutes les tentatives de sortir de l'espace québécois n'ont jamais donné de résultat tangible. La F.T.Q. pour sa part, reste rattachée au Congrès du travail du Canada (C.T.C.). Toutefois, elle mène depuis plusieurs années (en fait depuis le début de la Révolution Tranquille) une lutte constamment renouvelée auprès du C.T.C. afin d'obtenir une plus grande autonomie financière, un élargissement de sa juridiction sinon le rapatriement des pouvoirs dévolus à une centrale autonome, si cela était possible. Cette volonté d'autonomie de fonctionnement ne s'est jamais manifestée avec autant d'ampleur chez les autres Fédérations des "Provinces anglophones".

¹⁷¹ On peut rappeler au lecteur peu familier avec le Québec qu'il s'agit essentiellement ici de la Confédération des Syndicats nationaux, centrale syndicale d'origine catholique dont la radicalisation fût très forte au cours des dix dernières années en particulier. De la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), "Centrale syndicale" tronquée, s'il en est, et aux pouvoirs limités parce qu'affiliée au Congrès du Travail du Canada (CTC) duquel elle a obtenu une charte du C.T.C, qui se rattache directement à l'A.F.L./C.I.O. Le C.T.C. comme la F.T.Q. ont été et reste sur bien des points marqués par le syndicalisme d'affaire ou le "gompérisme". Ce qui ne veut pas dire que les autres centrales syndicales québécoises aient été immunisées contre ce type d'orientations et de pratiques. Toutefois, comme le note très justement Michel Van Schendel "Malgré la domination de la vie syndicale canadienne par les appareils américains, il est à remarquer que le gompérisme a peu imprégné le syndicalisme québécois" (in "Dépendance et autonomies politiques de la classe ouvrière", *Revue Contradiction*, no 3, janvier/juin 73, p. 96). Enfin, de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) et qui regroupe, comme son nom l'indique, une large partie des professeurs des niveaux primaire et secondaires et de quelques institutions post-secondaires.

[111]

La Révolution Tranquille a signifié pour les centrales syndicales des réaménagements au niveau des structures et une évolution importante dans les pratiques respectives qu'explique en partie l'élargissement de leurs bases.

D'un point de vue purement quantitatif d'abord, on constate que de 1960 à 1966, les effectifs de la C.S.N. passent de 94 000 membres à 204 000 (cette centrale maintiendra ses effectifs approximativement à ce niveau jusqu'à la scission en 1972 qui donne alors naissance à la centrale des syndicats démocratiques — C.S.D. — dont les effectifs limités de 35 000 membres feront de cette dernière une centrale marginale). La croissance des effectifs de la C.S.N. résulte de la syndicalisation des salariés du secteur public et para-public que lui vaut selon plusieurs auteurs, la politique de bonne entente avec le Gouvernement Libéral au début des années soixante. La venue de ce nouveau "membership" a pour résultat de modifier substantiellement le rapport entre salariés du secteur privé/salariés du secteur public ; la C.S.N. se trouve "envahie" par une masse de cols blancs identifiés à juste titre aux principales couches de la "nouvelle petite bourgeoisie". La CEQ pour sa part voit ses effectifs passer de 16 000 en 1958 à 42 000 en 1964 et à 73 000 en 1969. Enfin les effectifs totaux de la FTQ-CTC au Québec grimpent de 99 000 en 1960 à 250 000 en 1970. De 1960 à 1968, c'est au Québec que la syndicalisation a progressé le plus rapidement au Canada, alors que le taux de syndicalisation passe de 30% au début des années '60 à près de 40% de la main-d'oeuvre totale en 1968 ¹⁷².

La croissance importante et la nouvelle composition des organisations ouvrières, de même que les luttes qu'elles auront à livrer tant dans le secteur public que le secteur privé (depuis la grève de l'amiante de 1949 jusqu'aux premiers affrontements avec l'État-employeur de 1964 à 1967) sont autant de conditions précises qui permettent l'apparition, de manière minimalement organisé, du

¹⁷² Pour ces données, nous avons consulté la partie "Travail et main-d'oeuvre" in *"Annuaire du Québec"*, Editeur officiel, Québec, 1974, ainsi que le document réalisé sous la direction de Jean Hamelin et Fernand Harvey, *"Les Travailleurs Québécois, 1941-1971"*, I.S.S.H. Université Laval, Québec, 1976, pp. 233 à 401.

mouvement ouvrier sur la scène politique. Dès lors, celui-ci tentera, malgré toutes les faiblesses organisationnelles, le manque de cohésion sinon les divisions au sein ou entre les organisations, de se doter d'un projet politique et social ou tout au moins de présenter des alternatives partielles et ponctuelles qui le situeront en rupture, d'une part avec le parti Libéral de la Révolution Tranquille, et dans les années soixante-dix, par rapport au Parti Québécois. Il faut toutefois évoquer d'autres raisons non moins importantes, qui motivent et fondent la radicalisation des Organisations ouvrières : d'abord l'interruption assez brusque, sinon l'échec partiel de la Révolution Tranquille dans sa version première. Cette interruption subite se situe entre 1966 et 1968. D'autres événements y contribueront par la suite, à commencer par la crise d'octobre de 1970 alors que sous prétexte d'une "insurrection appréhendée" le gouvernement central [112] proclame la loi des mesures de guerre et fait occuper le territoire du Québec par l'armée canadienne puis procède à l'arrestation de pas moins de cinq cents militants de groupes populaires et d'organisations ouvrières ainsi que des intellectuels identifiés à la gauche. Il se développe, par ailleurs, au sein des organisations syndicales, une critique radicale du système social et politique du capital. Cette critique prendra rapidement la forme de documents de congrès qui susciteront des débats difficiles mais de toute évidence novateurs ¹⁷³. L'un des moments importants pour le mouvement ouvrier organisé fut sans doute l'affrontement entre les travailleurs du secteur public et l'État provincial lors du front commun pour le renouvellement des conventions collectives en 1972, sous le Gouvernement Libéral de Robert Bourassa. Mais, parallèlement à cette radicalisation des organisations ouvrières, selon des degrés inégaux certes, ces organisations prennent en charge également les problèmes touchant à la question nationale, notamment la question linguistique. Les travailleurs du secteur privé, où domine largement la F.T.Q., se sensibilisent progressivement à cette question qui jusqu'alors restait le fait de milieux étudiants, d'intellectuels progressistes, de quelques organisations et mouvements qui n'avaient pas fait le saut de la Révolution Tranquille et demeuraient rattachés à l'ordre social antérieur (nous pensons, entre autre, à la Société St-Jean Baptiste, l'action

¹⁷³ Nous pensons ici aux documents suivants : "Ne comptons que sur nos propres moyens" pour la CSN (1972), "L'État, rouage de notre exploitation" de la FTQ (1971), et "L'École au service de la classe dominante" pour la CEQ (1972).

nationale, etc. ...). À plusieurs reprises toutefois, la question de la langue de travail fut posée avec toute sa pertinence dans les rangs des organisations syndicales ouvrières. Elle sera l'objet de conflits et de revendications spécifiques. On peut rappeler ici les revendications des 4 500 employés de la United Aircraft au sujet des communications écrites ou parlées à l'intérieur de l'usine à la fin des années soixante, des réclamations des Travailleurs de la Général Motors de Ste-Thérèse et de la grève sur ces mêmes questions en 1970, de même que les revendications des Travailleurs de la FTQ sur la langue de travail aux aéroports de Dorval et de Ste-Scholastique. Mais avant de cerner dans leurs grandes lignes les attitudes et les prises de position des organisations ouvrières par rapport à la question nationale, il est nécessaire de rappeler quelques éléments historiques susceptibles de jeter un éclairage sur les quelques composantes du mouvement de revendications nationales au Québec dans la période récente.

D'une certaine manière, le mouvement de revendications nationales favorable à l'indépendance politique du Québec se développe véritablement à partir du moment où la Révolution Tranquille apparaît comme un projet avorté. Si l'appareil d'État québécois constitue, pour une fraction importante des couches supérieures et moyennes de la "nouvelle [113] petite bourgeoisie", de même que pour le moyen capital local, un outil majeur pour se tailler des positions économiques et sociales, les dirigeants de l'État fédéral pour leur part auront tôt perçu le danger de l'autonomie provinciale qui se met en place. Celle-ci sera vite combattue par les classes dirigeantes pro-fédéralistes (et leur personnel politique de service), incapables qu'elles seront de donner une réponse politique adéquate. Et les réactions, souvent assez violentes, de l'État central auront comme effet de précipiter ou d'achever cette scission au sein du Parti Libéral (promoteur de la Révolution Tranquille de 1960 à 1966). Cette scission donnera naissance au Mouvement Souveraineté-association de René Lévesque qui, par la suite s'adjoindra un courant nationaliste plutôt de droite, le Ralliement national et un mouvement national beaucoup plus radical composé de militants favorables à l'indépendance et au socialisme, le R.I.N.¹⁷⁴. C'est sur cette base organisationnelle et sur un programme politique et social conciliant que le Parti Québécois est fondé en

¹⁷⁴ Le Rassemblement pour l'indépendance nationale.

1968 ¹⁷⁵. En fait la base sociale du mouvement dirigé par René Lévesque (le MSA) permet d'assurer son hégémonie sur l'ensemble des mouvements à caractère petit-bourgeois et partisans de l'indépendance politique.

Si dans les *quelques* cercles intellectuels de gauche des années '60, la question essentielle concerne le rapport entre question sociale et question nationale (ou lutte de libéralisation nationale et lutte pour le socialisme), par contre, lorsque le Parti Québécois parvient à conquérir l'hégémonie au sein du mouvement national indépendantiste, les tentatives de mettre en rapport ou de lier question sociale et question nationale sont écartées afin de subordonner tout à la conquête de l'indépendance. Cependant la dissociation à laquelle veut parvenir le Parti Québécois n'est pas aussi facilement réalisable qu'il l'espérait. La croissance des luttes ouvrières depuis le début de la décennie actuelle engendre un affrontement particulier entre la classe ouvrière québécoise et les classes dirigeantes qui ne sera pas sans influencer les orientations prises par le Parti Québécois. Ces luttes, tant du secteur privé que du secteur public (pour l'indexation des salaires, contre la loi fédérale sur le contrôle des prix et des salaires, à l'occasion des fronts communs de 1972 et de 1975, par exemple), et ce qu'elles portent comme revendications sociales, expliquent à la fois les positions conciliantes du Parti Québécois à ce sujet et l'effort accompli par celui-ci pour les canaliser. C'est pourquoi, il accentue, à l'occasion, ses allures social-démocrates. Une telle démarche lui permet de monopoliser une partie non-négligeable de la contestation sociale des classes populaires et de la diriger contre les Partis Libéraux provincial et fédéral.

Aussi la conjoncture politique qui s'étend de la crise d'octobre (1970) à la victoire électorale du Parti Québécois (1976) se caractérise-t-elle, [114] en premier lieu, par une poussée des luttes ouvrières impliquant des affrontements répétés entre le mouvement syndical et les gouvernements, tant provincial que fédéral et, en deuxième lieu, par une polarisation des débats autour de la question nationale qui ne manque pas de recouper, dans une certaine mesure, la polarisation entre les classes populaires (au sein desquelles le parti de René Lévesque ne

¹⁷⁵ Véra Murray, "Le Parti Québécois de la fondation à la prise du pouvoir", Montréal, éditions HMH, 1976.

cesse, au cours de ces années, d'élargir sa base sociale) et des forces sociales associées aux principaux milieux d'affaires et aux partis politiques voués à la défense du système politique fédéral actuel.

Ces résistances, cette radicalisation dont font preuve toutes les organisations ouvrières québécoises durant cette période auront comme prolongement politique obligatoire de pousser ces organisations à une prise en charge de la question nationale, sinon à adopter des positions qui s'orientent et évoluent vers l'indépendance nationale.

Malgré certaines difficultés que pose l'analyse de l'évolution des classes populaires au regard de la question nationale ainsi que le problème linguistique, la critique du Parti Québécois, et finalement la problématique de l'indépendance, il apparaît possible toutefois de repérer les changements progressifs pour ne pas dire les ruptures intervenues dans les prises de position successives des organisations syndicales ouvrières. D'abord parce qu'elles regroupent une partie significative de la classe ouvrière et des diverses couches des salariés, ensuite parce qu'elles reflètent, dans une certaine mesure, des déplacements symptomatiques au sein du peuple québécois, en même temps qu'elles révèlent les hésitations et les divisions sur toute cette question.

Comment doit-on comprendre que les orientations récentes des organisations syndicales se démarquent, parfois de manière radicale, des formulations énoncées jusqu'au milieu des années soixante ?

Rappelons d'abord que dans les années quarante et cinquante, la question nationale reste pratiquement absente des préoccupations réelles des organisations syndicales, même si elle surgit à l'occasion de grands conflits (lors de la dure grève de l'amiante, par exemple), lorsque ces organisations se voient contraintes d'affronter le problème de la domination du capital étranger. Ainsi dès le moment même où le régime de Duplessis maintient son hégémonie sur des fractions nonnégligeables des classes populaires grâce à un nationalisme-autonomiste, les fractions plus radicalisées apprennent pour leur part à se méfier de ce discours intégrateur qui traduit une volonté de légitimer une politique d'attaque systématique et résolue contre leurs organisations de défense.

Aussi luttent-elles d'abord pour préserver sinon étendre le droit d'association, pour résister contre une exploitation économique

violente, sauvage. Dans de nombreux cas ces affrontements opposent le [115] travailleur québécois aux capitaux américain et canadien-anglais auxquels le gouvernement de Duplessis ne ménage pas ses appuis. On comprendra pourquoi les milieux ouvriers les plus progressistes affichent alors un scepticisme profond à l'endroit de tout ce qui se colore d'idéologie "nationaliste", qui se trouve, par voie de conséquence, associé au conservatisme. Les "élites" québécoises plus liées à l'État canadien s'avèrent moins réactionnaires, et pour cause ! Le développement des orientations progressistes semble passer par un rassemblement des forces démocratiques — nettement hétérogènes — au sein desquelles les organisations ouvrières sont loin d'être absentes. Or ce rassemblement s'appuie, jusqu'à un certain point, sur les perspectives de démocratie sociale et politique que l'État fédéral oppose au monolithisme conservateur du régime duplessiste.

L'adhésion implicite des organisations ouvrières québécoises au cadre politique canadien allait de soi. Aussi, dans les premières années de la Révolution Tranquille, les principes de base antérieurement affirmés, ne sont-ils pas remis en cause. Les organisations syndicales québécoises manifestent sans exception leur accord tacite ou explicite au système politique fédéraliste et rejettent d'emblée toute orientation favorable à l'indépendance. Pour les dirigeants, comme pour la très grande majorité des militants, l'espace politique canadien apparaît toujours comme le lieu d'organisation du mouvement ouvrier et comme la communauté sociale et politique de référence (ceci n'implique toutefois pas la dissolution de toute conscience nationale québécoise, mais son atténuation dans le cadre socio-historique de l'époque).

Bien qu'à la CSN les positions "nationalistes" se fussent affirmées avec une certaine constance. alors que cette centrale syndicale s'était constituée sur la base d'une idéologie national-cléricale, le contexte historique des décennies quarante et cinquante, puis celui de la Révolution Tranquille au début, mais également l'évolution interne de l'appareil et sa nouvelle direction (le règne de Jean Marchand) furent des facteurs, avec ceux énumérés plus haut, du rejet, qu'exprimait cette centrale, du traditionalisme et du cléricanisme identifiés à la société "canadienne-française". Le tournant des années soixante indique une volonté d'ouverture sur l'ensemble de la société canadienne malgré le fait que sa base sociale soit et reste de toute évidence québécoise. Dans cette logique positionnelle, cette organisation se prononce, à plusieurs

reprises entre 1960 et 1966 par exemple, contre toute forme de séparatisme politique pour le Québec ¹⁷⁶.

Quant à la Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.), elle procède d'une manière fort semblable. Aussi, non satisfaite de considérer le système politique fédéral et la "confédération canadienne" [116] comme "le cadre le plus propice à l'épanouissement de la nation canadienne-française", cette fédération syndicale, aux pouvoirs restreints, manifeste-t-elle ouvertement "son opposition totale et absolue au séparatisme : ... Mais elle s'engage toutefois à réclamer "une révision de la constitution canadienne prévoyant la reconnaissance du statut binational du Canada et une définition claire des pouvoirs et juridictions des États provinciaux" ¹⁷⁷.

Or le contre-effet de la Révolution Tranquille, de ce qu'elle a apporté — les réformes au niveau de l'éducation et des politiques sociales, le développement d'un appareil d'intervention plus sophistiqué de l'État — provincial —, la politisation de base qui touche tous les secteurs de la population grâce à des déblocages au niveau de l'information suscitant des aspirations collectives d'auto-contrôle de la communauté québécoise dans un cadre national distinct — pour les organisations ouvrières et populaires, tarde un peu à se manifester, notamment par des changements de cap sur la question nationale. Ces organisations mettent du temps à interroger et critiquer les positions antérieures au sujet de la situation de la langue française et plus grave encore, sur la question de fond, à savoir : l'indépendance politique du Québec. En témoignent les positions exprimées dans le célèbre document conjoint (F.T.Q. — C.S.N. — U.C.C. ¹⁷⁸) qui traitait de la constitution canadienne ¹⁷⁹. La rédaction de l'avant-projet avait été confiée à un homme qui devint, peu de temps après, premier ministre du Canada. P.E. Trudeau. Ce mémoire, dans sa version définitive et adoptée par les centrales syndicales concernées, s'inscrit tout de même dans les lignes directrices fixées par le projet initial. Or que contient-il ? Il cherche à

¹⁷⁶ cf. Louis Le Borgne ; *"La CSN et la question nationale depuis 1960"*, Montréal, éd. Albert Saint-Martin, 1976.

¹⁷⁷ *"Politique de la FTQ, 1960-1967"*, Montréal, Edition FTQ, pp. 56-57.

¹⁷⁸ Union catholique des Cultivateurs.

¹⁷⁹ Mémoire de la CSN, FTQ, UCC, soumis au comité de la constitution de l'Assemblée législative du Québec, Québec, avril, 1966, 23 p. (édition bilingue).

donner une solution possible à la crise politique du Canada, dont fera état le Rapport de la Commission d'enquête fédérale sur le bilinguisme et le biculturalisme. Le document dégage, et rejette d'emblée nous dit-on, les quatre options suivantes : 1- l'indépendance du Québec ; 2- une centralisation plus poussée en faveur du gouvernement central ; 3- le projet des États-associés ; 4- et le statu quo. Mais pour nous proposer quoi ? De toute évidence cette quatrième option que l'on prétendait ne pas vouloir retenir. Ce mémoire confirmait la vision politique globale des organisations ouvrières toujours favorables à un système fédéral et susceptible d'être adapté à la situation "actuelle". Les années de pouvoir de P.E. Trudeau nous montrent que cette proposition de fond signifiait, sous la plume de celui-ci, une plus grande centralisation... et pour les organisations syndicales concernées, une adhésion encore renouvelée au cadre pan-canadien.

Bien entendu cette situation ne pouvait pas durer. Les lignes stratégiques qui semblent faire la quasi unanimité des appareils syndicaux sur ces questions seront, dans un laps de temps plutôt court, remises en cause. Les facteurs à la base de ces retournements émanent aussi bien du dedans que du dehors. De toute évidence, ces appareils se voient affectés, du ta base au sommet, par la reviviscence du mouvement [117] national québécois et, dans une certaine mesure, participent à ce mouvement. Les éléments les plus sensibles à la question nationale à l'intérieur des centrales restent pour un moment encore minoritaires. Par ailleurs, chacun de ces appareils syndicaux est touché selon des rythmes divers et à partir de conditions parfois très différentes. Malgré tout, les centrales syndicales amorcent un tournant important sur toutes ces questions dès la fin des années soixante et les premières années de l'actuelle décennie ; aussi peut-on constater aujourd'hui à quel point ces changements ne se sont pas instaurés sans difficultés, d'autant qu'ils désignent une situation radicalement nouvelle.

Dans un premier temps, ces organisations s'empresseront de reconnaître le principe du droit à l'autodétermination du Québec. Mais ce principe, sous la forme d'une simple déclaration apparaît insuffisant dans la mesure même où il n'implique pas d'engagement effectif dans la lutte contre l'oppression nationale et, à la limite, pour l'indépendance politique du Québec, alors que cette question se révèle indissociable d'un projet social.

La convergence entre la lutte sociale et la lutte nationale ne tardera pas à s'exprimer à travers une série de revendications et de situations précises. Par exemple, c'est par l'intermédiaire de la question linguistique que les organisations de masse des salariés se saisissent du problème national. La question linguistique touche directement aux conditions de travail dans le secteur privé du fait qu'il tombe largement sous le contrôle des capitaux étrangers canadien-anglais et américains ; ensuite parce que la question linguistique se perçoit comme une oppression spécifique à laquelle la classe ouvrière reste très sensible. Cette question ne tardera pas à déborder le cadre immédiat dans lequel elle était ordinairement posée. Elle découvre rapidement un enjeu social et un lieu d'affrontement qui obligent les organisations syndicales à se prononcer, assez tôt, pour l'« unilinguisme français au Québec. Ce qui sera fait dès 1969, à la suite de l'affrontement au sujet du Bill 63 sur la langue.

Mais les engagements politiques ne pouvaient se limiter à cette seule question. D'abord parce que les organisations syndicales furent de plus en plus sollicitées par des forces politiques, comme le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). Jusqu'en 1968, puis par le courant, même limité, de la revue Parti-Pris et surtout par le Parti Québécois dès 1969. Les organisations ouvrières se trouvent interpellées alors que le mouvement national en pleine effervescence suscite des attentes dont l'écho se fait rapidement sentir tant à la base qu'au niveau des directions.

Cette tendance au sein des organisations syndicales et plus globalement dans les classes populaires se confirme dans une certaine mesure [118] par la présence de nombreux syndicalistes dans les rangs du Parti. En outre, lors des élections de 1970, l'essentiel de la députation de ce parti provient des quartiers ouvriers de Montréal. Et d'autres exemples significatifs s'accumuleront : lors de son congrès de 1973, la F.T.Q. effectue un sondage auprès des participants et réalise que 76% des délégués votèrent en faveur du Parti Québécois à l'élection "provinciale" qui venait d'avoir lieu. On peut, sans trop d'erreurs, supposer que depuis 1970, les tendances très révélatrices à la F.T.Q. se retrouvent à peu de chose près, à la C.S.N. et à la C.E.Q. Enfin un sondage sur les intentions de vote, quelques semaines avant les élections qui porteront le Parti Québécois au pouvoir en novembre

1976, révèle qu'une majorité (plus de 60%) des petits salariés appuient cette formation politique.

Ces quelques indices sur les tendances politiques au sein des classes populaires comme dans leurs organisations ne doivent toutefois pas nous précipiter dans des conclusions trop hâtives. Ce serait une erreur de laisser croire au lecteur qu'il s'agit, dès lors, d'un débat presque clos. Bien au contraire, ces organisations ouvrières, à l'image du peuple québécois, sont toujours partagées sur le problème national et ses solutions. Ce qui explique les vagues hésitations dans les résolutions adoptées lors des derniers congrès de 1977 et 1978, et sur lesquelles nous reviendrons un peu plus loin. Pour le moment il suffit de s'interroger sur les orientations qui se sont dessinées peu de temps après la formation du Parti Québécois.

Notons d'abord que les premières ruptures par rapport aux prises de position pro-fédéralistes s'effectuent dans les rangs de la C.S.N. ; plus précisément dans des sections qui se révèlent plus directement concernées, comme celles qui regroupent les enseignants, mais également au sein de sections régionales souvent très importantes comme le Conseil central de Montréal (section qui représente entre 80 et 90 000 travailleurs). L'ajustement de stratégie ne va pas sans difficultés. Par exemple, tout en appuyant le Parti Québécois sur certains aspects de son programme, cette instance syndicale, lors du congrès de 1971, proposait comme objectif "l'édification d'un Québec indépendant basé sur le socialisme démocratique"¹⁸⁰. Cette position fera son chemin au sein de la centrale mais sans pour autant être reprise intégralement au point de constituer une position du congrès général qui aurait été commune à tous les membres. Au même moment la C.E.Q. amorce un tournant sur de nombreux aspects similaires : ainsi, après s'être prononcée pour le français comme seule langue officielle pour l'ensemble des secteurs d'activités (travail, éducation, etc. ...), le congrès de 1970 se déclare favorable "à l'édification d'une société québécoise orientée dans le sens des besoins de l'ensemble des citoyens et reflétant les [119] aspirations (...) du peuple québécois"¹⁸¹. Cette

¹⁸⁰ "Le mouvement ouvrier et la question de l'indépendance du Québec", doc. 20^e congrès, 1978, p. 53.

¹⁸¹ cf. B. Doddridge, "L'état du débat sur la question nationale à l'intérieur de la C.E.Q.", in *La question nationale*, dossier CFP, Montréal, 1978, p. 35.

déclaration de principe prend son sens deux ans plus tard alors que le congrès, sans engager toutefois l'ensemble des membres, se prononce pour l'indépendance politique du Québec tout en s'empressant d'indiquer que cette indépendance ne peut se faire qu'avec la participation et au bénéfice des classes laborieuses. Plus lente à réagir sur le problème politique du Québec, qu'elle ne peut pourtant pas éviter, la F.T.Q. (dans le cas de cette centrale, il ne faut pas perdre de vue qu'elle possède une autonomie toute relative par rapport au Congrès du travail du Canada dont elle constitue une section régionale), n'hésite cependant pas à faire connaître son point de vue sur des questions qui s'y rapportent directement, comme celle de la langue de travail, aspect qui la concerne au premier chef puisqu'elle se compose surtout de travailleurs de l'entreprise privée. Surtout elle ne peut échapper à la dynamique enclenchée par la présence du Parti Québécois sur la scène politique et, si à l'occasion des élections de 1970, elle accorde toujours son soutien au Nouveau Parti Démocratique (N.P.D., parti social-démocrate classique et fidèle au cadre politique fédéral), en 1973, elle porte toutefois son choix sur le Parti Québécois selon une problématique "d'appui critique" à l'égard du projet national qu'il véhicule, et des aspects progressistes du programme. Mais ce glissement vers une position davantage sympathique au projet d'indépendance correspond peut-être surtout au déplacement idéologique dans les rangs, à la base. À titre d'exemple, citons, le président de l'une des plus grandes sections de cette fédération, celle de la métallurgie, chez qui ce déplacement idéologique révèle toute sa force dans la déclaration suivante : "la pénétration du P.Q. chez les travailleurs francophones, sans aucun mot d'ordre syndical, a été immensément plus grande et plus rapide que la pénétration de toute autre pensée politique patronnée par le mouvement syndical ou sous étiquette socialiste. Il y a là peut-être pour nous une leçon d'humilité et de réalisme. Il y a surtout, à mon avis, la leçon que la conscience nationale entraîne la conscience socio-politique, du moins plus que vice-versa" ¹⁸². L'auteur oublie cependant de signaler que de nombreux débats sur le projet socio-politique des organisations ouvrières, notamment à la C.S.N et à la C.E.Q. ont amené ces dernières à opter

¹⁸² Jean Gérin-Lajoie, in "*Le Métallo*", vol. 8 no 4, août 1972, cité par Diane Lamoureux, "*Question nationale et mode de radicalisation de la classe ouvrière au Québec, (1970-1976)*", thèse de maîtrise, UQAM, 1977, p. 109.

pour un socialisme démocratique dont l'écho ne fut pas négligeable dans les rangs même de la F.T.Q. Cette orientation idéologique semble soulever moins de difficultés ou apparaît comme moins lancinante aux directions syndicales québécoises qu'une déclaration ferme en faveur de l'indépendance politique du Québec. Toutefois elle ne va pas sans problème et provoque à court terme des clivages prononcés à l'intérieur des appareils comme parmi les militants.

Ce projet socio-politique s'affirme d'abord comme une critique du [120] régime social et de l'État en même temps qu'il annonce des alternatives possibles. Mais dans quel cadre politique ! Québécois ? Canadien ? Cette question, pour nous essentielle, demeure encore maintenant posée. En fait s'il nous est permis d'avancer que ce projet de société se réfère d'abord au Québec, comme terrain historique et pratique, on ne peut pas soutenir qu'il s'agit là d'une position assumée avec une franchise évidente. Car elle implique en dernière analyse la relation des organisations syndicales, comme l'ensemble des classes populaires, au Parti Québécois. Pour les uns, le projet social s'articule directement au projet d'indépendance et il est exclu de les dissocier. Pour les autres, la question de la souveraineté se pose à plus court terme ; et elle implique son règlement avant de pouvoir affirmer le reste. Dans ce cas on justifie la subordination du projet social à la stratégie du Parti Québécois : la souveraineté d'abord, le reste... doit attendre, d'autant plus que ce projet n'apparaît pas distinctivement, ni dans les intentions ni dans les objectifs de ce parti. Prises entre ces deux stratégies, les organisations syndicales ne sont pas parvenues à trancher cette question, et pire encore, ne se sont pas dans un commun élan engagées dans cette voie : non seulement parce que l'on se divise sur la stratégie mais également parce que le projet de souveraineté, ou plus radicalement, de l'indépendance politique, s'il semble parfois acquis, sinon maintenu, et pour le moment du moins, parmi les couches les plus radicalisées des organisations syndicales ou au sein de la gauche ouvrière et populaire, dans les milieux intellectuels qui s'y rattachent, il apparaît beaucoup moins certain lorsque l'on sort des milieux les plus politisés. De toute évidence les organisations ouvrières et populaires sont divisées, et le peuple québécois n'a pas encore réussi à dégager une majorité nette et suffisante en faveur du projet de souveraineté politique, ainsi que pour un projet socialiste démocratique véhiculé par les organisations ouvrières.

Ces remarques et ces précisions nous sont utiles pour comprendre les discussions récentes au sein des organisations syndicales ouvrières. Si en l'espace de quelques années elles se voient forcées de prendre position sur la question nationale et sur tout ce qui s'y rattache, bien souvent cela se fait en ordre dispersé même si dans l'ensemble, ces prises de position récusent manifestement les trajectoires pro-fédéralistes qui paraissaient se dessiner encore jusqu'au milieu des années soixante.

Cependant le mouvement ouvrier et plus particulièrement les directions syndicales ne se trouvent-ils pas acculés dans une impasse ? La présence politique du Parti Québécois, et le discours idéologique de ses intellectuels ne paralysent-ils pas l'initiative et la réflexion théorique et politique des syndicats et des organisations populaires ? En effet les divers congrès syndicaux ne donnent-ils pas l'impression que le mouvement ouvrier se cherche et bute constamment contre les deux alternatives [121] suivantes : 1- se prononcer pour l'indépendance nationale et reconnaître le P.Q. comme dirigeant et ordonnateur du mouvement national ; 2- se démarquer de la politique du P.Q. et, en même temps révéler une prudence extrême et une passivité contraignante en matière de question nationale, de peur qu'une position en faveur de l'indépendance signifie une subordination politique au P.Q.

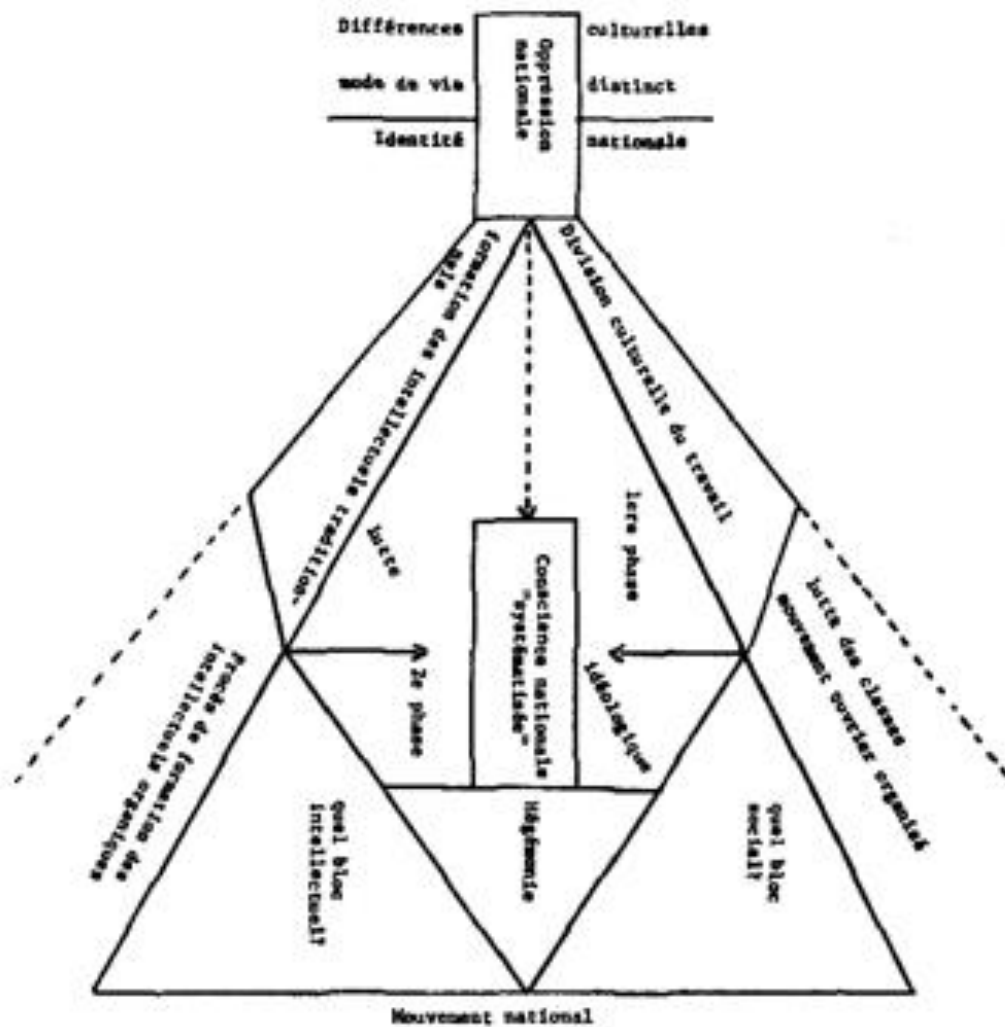
Pour conclure on dira que même si le mouvement ouvrier a fait la preuve ces dernières années d'un intérêt certain et d'une implication croissante envers et dans la question nationale, notamment en caractérisant et en énumérant tous les aspects et contours économiques sociaux et politiques de l'oppression nationale, il n'a pas encore réussi à dégager un programme politique précis, à affirmer des positions claires et distinctes et à la fois communes sur l'indépendance nationale.

Le mouvement ouvrier peut-il aller plus loin, se hisser complètement hors de l'ornière, aller jusqu'au bout et battre le Parti Québécois sur son propre terrain, ou du moins le terrain qu'il s'était adjugé, c'est-à-dire l'indépendance nationale du Québec ? Ces questions renvoient aux capacités des classes laborieuses et populaires à se dégager de l'hégémonie des classes dominantes, et corollairement à définir un nouveau bloc social, une nouvelle hégémonie.

Nous allons maintenant analyser les problèmes de l'hégémonie, ses implications sociales et culturelles, puis dans un deuxième temps, nous tenterons de situer ces problèmes concrets et spécifiques de l'hégémonie au Québec et par là même définir les alternatives et les enjeux qu'elle suppose.

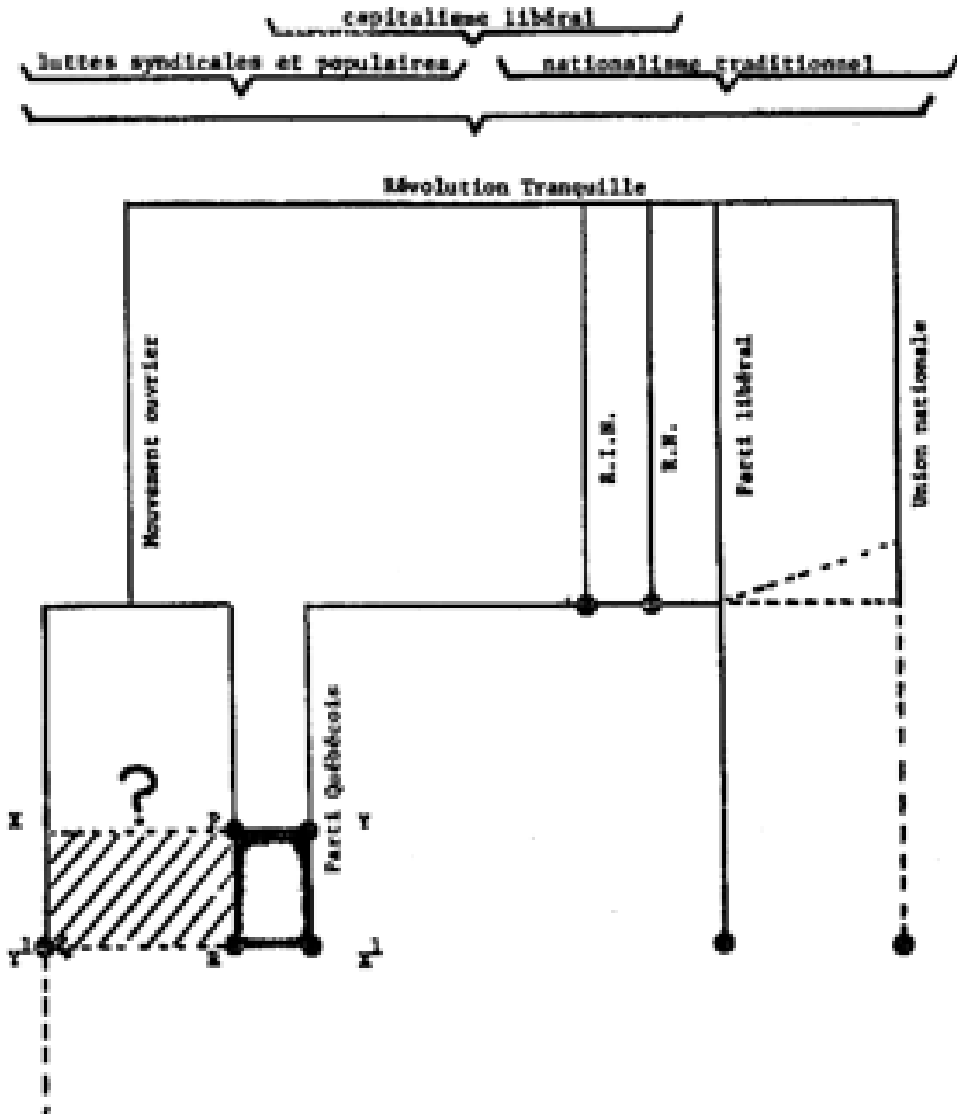
[122]

Schéma 1 : Formation de l'hégémonie dans une nation dominée



[123]

Schéma II : Configuration des forces politiques



KYX^1Y^1 représente la zone des alliances et de la lutte idéologique

$XPRY^1$ représente les couches populaires que le mouvement syndical doit gagner

PYX^1P figure la gauche du P.Q. que le mouvement peut rallier

[124]

[125]

Sociologie politique de la question nationale

Troisième partie

**LA NATION :
LIEU ET ENJEU
DE L'HÉGÉMONIE**

[Retour à la table des matières](#)

[126]

[127]

Nous avons abordé jusqu'ici notre analyse de la question nationale en partant des concepts de "formation sociale", "situation objective d'oppression nationale", "supports et spécificités culturels", "division culturelle du travail"... Notre intention était donc de saisir la nation dans sa "concrétude" et dans son "élasticité". Définir la nation comme un rapport social, comme le terrain historique, pratique et gnoseologique où se forment les classes sociales, c'était pour nous définir les enjeux de la nation et aussi éviter de saisir la lutte des classes de façon abstraite, volontariste ou même rationnellement construite. Les classes sociales se déterminent certes en fonction des rapports de production mais aussi en fonction de la base technique et du type de production d'une société. Contrairement à des idées reçues, la base technique et les conditions structurelles de la production peuvent se modifier considérablement sans que la structure de classe subisse un bouleversement correspondant (par exemple le servage avait cessé de jouer un rôle déterminant dans les nouvelles conditions de la production, bien avant qu'il disparaisse). Ce qui a changé, c'est la base économique de l'hégémonie des classes dominantes, c'est la position politico-légale des classes sociales qui subissent une stratification interne. Heureusement, le matérialisme historique ne se réduit pas à la structure de classe ! Si cela était le cas on épuiserait bien trois vies sans voir aucun changement dans la lutte des classes ! La position politico-légale des classes sociales est différente dans une nation dominée de celle qui prévaut dans une nation oppressive. L'oppression nationale est une particularité de la base économique de l'hégémonie des classes dominantes de la nation dominante ¹⁸³. Le maintien et l'extension de cette base sont des

¹⁸³ On pourrait raisonnablement opposer ici le cas basque. En effet la question nationale du Pays Basque pose de nombreux problèmes théoriques D'une part l'industrialisation, qui s'est surtout développée après l'abolition des "gueros" (équivalant somme toute à l'autonomie et aux caractères traditionnels de la structure sociale basques), a été pris en charge par la grande bourgeoisie basque elle-même qui, du reste participait activement au pouvoir centralisateur de Madrid ; d'autre part le nationalisme basque apparaît à bien des égards une réaction de la moyenne bourgeoisie basque, urbaine et catholique, contre la pénétration du socialisme lequel était véhiculé par les

conditions de l'hégémonie qui, en retour, suppose tout un arsenal de propagande idéologique et culturelle, un dispositif de normes juridiques, politiques, morales, religieuses, linguistiques qui servent à institutionnaliser l'hégémonie économique. Cependant l'objectivité de la nation, les réalités psychiques, les habitudes culturelles, les systèmes sociolinguistiques, les places dans la division du travail, dans la division technique et dans la division sociale — empêche une hégémonie politique parfaite, une intégration achevée, une intégration structurelle à l'hégémonie économique (et politique) ¹⁸⁴. Cette opposition patente de la nation dominée jette un peu de lumière sur la nature de l'hégémonie.

Celle-ci, nous apprend Gramsci, ne se pense pas en dehors de la diffusion et de la socialisation d'une culture, d'une vision du monde intellectuelle, morale et politique — c'est-à-dire d'une idéologie globale. L'idéologie ne se pense pas en dehors d'une lutte, d'une conquête idéologiques ; elle suppose un bloc social et culturel ¹⁸⁵. Ces précisions nous amènent à définir, de façon récurrente, la nation comme un bloc [128] social et culturel ¹⁸⁶ qui, empiriquement, nous apparaît

nombreux ouvriers des autres parties de l'Espagne qui étaient sollicités par l'industrie basque. Quant aux élites nationalistes, elles parlaient peu le basque et fondèrent un parti qui portait un nom castillan : Partido Nacionalista Vasco. Ainsi il apparaît difficile d'associer hégémonie des classes dirigeantes, oppression nationale et mouvement national.

Cf. Marianne Heibert, "Insiders/outsidiers : Basque Nationalism" in *Archives européennes de Sociologie*, vol. XVI, 1975, Sur le P.N.V. voir Milton M. Da Silva "Modernization and Ethnic Conflict : the case of the Basques" in *Comparative Politics*, vol. VII, 1975. Nous tenterons de répondre à ces problèmes un peu plus loin.

¹⁸⁴ cf. Une partie de l'ouvrage d'Hechter que nous avons mentionné plus haut : M. Hechter, "Towards a Theory of Ethnic Change" in *Politics and Society* vol. 2 no 1, 1971, p. 274.

¹⁸⁵ Antonio Gramsci, "Il Materialismo Storico e la Filosofia di Benedetto Croce", Milan, Einaudi, 1972, pp. 7-9.

¹⁸⁶ V. Medem écrit à ce propos : "Dans la majorité des nations opprimées, le mouvement national bourgeois précède le mouvement socialiste, en prenant la forme soit d'une réalisation politique, soit d'un travail culturel à l'échelle de la nation entière ; à côté des éléments radicaux et progressistes se tiennent les futurs bâtisseurs du socialisme". Medem écrivait ces lignes au début du siècle, dans la Russie tsariste, en s'interrogeant sur les liens entre l'intelligentsia et la paysannerie. Cf. Medem, "le mouvement national et les

comme tel : la révolution nationale hongroise de 1848 mettait en scène des paysans, des intellectuels, des propriétaires fonciers . la révolution de 1956 impliquait des travailleurs. des intellectuels, des jeunes . les mouvements nationaux des Tchèques et des Tatars de la Volga, au 19^e siècle, mobilisaient des intellectuels et des capitalistes ; le mouvement national québécois met en évidence des travailleurs, des jeunes, des étudiants, des intellectuels. la petite-bourgeoisie... ¹⁸⁷.

L'hégémonie est un enjeu de la lutte de libération nationale : dans une nation dominée l'hégémonie des classes dominantes a conséquemment l'oppression nationale comme substratum, qui est l'obstacle structurel à l'hégémonie des classes populaires à l'intérieur de la nation — le mouvement national se pose nécessairement comme l'expression politique du bloc social et culturel qu'est la nation. L'hégémonie à l'intérieur du mouvement national est la forme historique de la lutte politique et idéologique des classes populaires. Nous pouvons affirmer maintenant que la conscience nationale, parce qu'elle traduit une lutte pour l'hégémonie politique et économique dans une nation dominée, est une des formes nécessaires de la conscience de classe. Corollairement la conscience de classe suppose une délimitation des contradictions de classe. elle est donc aussi une conscience démocratique - populaire, puisqu'il est évident que le travailleur collectif est stratifié, qui établit des intérêts divergents ou différents au sein des classes populaires mais qui cependant ne sont pas des contradictions insurmontables. La formation d'un bloc social et culturel est nécessaire au progrès politique de toute conscience de classe qui apparaît donc comme une élaboration théorique (travail intellectuel) — et non une donnée immédiate — à partir des multiples problèmes concrets que les classes populaires se posent pratiquement. En tant que la conscience de classe exige une élaboration, en tant qu'elle est l'expression — sur le terrain de la politique — d'une fusion de la théorie et de la pratique, elle se forge dans un bloc social et culturel. La conscience nationale ne constitue pas un réflexe, elle ne participe pas des expériences canines de Pavlov : elle est la conscience d'appartenir

partis socialistes nationaux en Russie", in A. Kasleliansky éd. : "Formes du mouvement national dans les États contemporains" (En Russe), St-Petersbourg, 1910, p. 751.

¹⁸⁷ cf. Hugh Seton Watson, "*Nations and States*", Boulder, West view Press, 1977, pp. 439-440.

à une force hégémonique (existante ou en devenir), elle est l'élaboration historico-concrète d'un bloc social et culturel ¹⁸⁸. Par quel mystère une conscience de classe nubile et ingénue viendrait y superposer un autre bloc ? Crûment : si la conscience nationale est une forme de conscience de classe dans une nation dominée, c'est parce que les classes populaires ne peuvent pas avoir les pieds dans des blocs sociaux différents. À moins d'avoir une conception schizoïde de l'idée et l'interprétation que se font les masses de leurs intérêts. La conscience nationale, tout comme la conscience de classe stricto sensu (dans une nation non dominée) est une élaboration [129] intellectuelle, morale et politique à partir d'une situation objective, historique et concrète. Dans un cas comme dans l'autre "le procès de développement est lié à une dialectique intellectuelle — masse" ¹⁸⁹. Autrement dit, tout progrès politique de la conscience de classe passe par un progrès intellectuel à l'intérieur du bloc social.

Quand Gramsci écrit que "les hommes prennent conscience des conflits de structure sur le terrain des idéologies" ¹⁹⁰, il assigne une dimension gnoséologique, théorique et pratique à l'hégémonie. Seule une conscience d'appartenir à un bloc hégémonique peut refléter rationnellement l'ensemble des contradictions de la structure et créer les conditions objectives et subjectives pour le renversement de la praxis. Le mouvement national est donc, dans une nation dominée, un système hégémonique où les classes populaires puisent leur progrès gnoséologique, culturel et politique. Subséquemment, l'indépendance nationale apparaît comme une "idéologie historiquement organique" ¹⁹¹. Toute hégémonie est donc une volonté collective de

¹⁸⁸ cf. Antonio Gramsci, "Passato e Presente", Editori Riuniti, 1971. Gramsci insiste sur le fait que chaque gouvernement a une politique culturelle et souvent organise les sciences sans élever le niveau de la "culture nationale Populaire" pour éviter toute conscience politique de classes subalternes, ceci est d'autant plus évident en période de crise, cf. p. 117 et p. 150.

Gramsci indique clairement dans son œuvre qu'un tel bloc est durable, solidaire ; en aucun cas il s'agit d'un conglomerat selon la conjoncture.

¹⁸⁹ Gramsci, "Il Materialismo Storico" ... *op. cit.*, p. 12.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 48.

¹⁹¹ Cf. Giorgio Bonami, "Partito e Rivoluzione in Gramsci", Milan, Feltrinelli, 1976, (2^e édition).

direction politique et culturelle. Le caractère organique de l'indépendance nationale est déduit du caractère pluri-classiste du mouvement d'émancipation nationale, c'est-à-dire d'un rapport précis, déterminé, entre les classes populaires, qui affecte les modes de conscience de ces classes ; l'indépendance nationale rend compte de leurs intérêts communs ; elle est constitutive d'une hégémonie (bourgeoise ou socialiste) ; elle concentre tous les rapports entre gouvernants et gouvernés ; elle définit un ensemble socio-culturel, politique et économique alternatif ; elle traduit à la fois une acceptation spontanée d'un certain type de société et une élaboration théorique de ce type de société. Globalement, le mouvement national constitue l'intellectuel collectif du bloc des classes populaires.

Les classes sociales sont en mouvement ; elles expriment un mouvement réel ; l'élaboration d'une idéologie organique, pour reprendre l'expression de Gramsci, suppose une "adéquation permanente" d'une organisation à ce mouvement réel, c'est-à-dire une "insertion continue" ¹⁹² entre les classes populaires.

La question nationale n'est pas un épiphénomène mais une structure sociale, Gramsci l'a très bien compris puisqu'il analyse la question du Mezzogiorno à partir d'une analyse sociologique : *"Le Mezzogiorno peut être défini comme une grande désagrégation sociale ; les paysans qui constituent la grande majorité de la population n'ont aucune cohésion entre eux... La société méridionale est un grand bloc agraire constitué de trois strates sociales : la grande masse paysanne amorphe et désagrégée, les intellectuels de la petite et moyenne bourgeoisie rurale, les grands propriétaires terriens avec les grands intellectuels"* ¹⁹³. Le problème du Mezzogiorno traduit une structure coloniale interne : "La [130] bourgeoisie du Nord a subjugué l'Italie

L'auteur insiste sur la préparation idéologique et sur les modes d'approches spécifiquement psychologiques, dans des situations concrètes, nécessaires à toute stratégie hégémonique.

¹⁹² A. Gramsci, "Note sul Machievelli sulla Politica e sullo Stato Moderno", Editori Riuniti, 1971, p. 105.

¹⁹³ A. Gramsci, "Scritti Politici" (a cura di Paolo Spriano) Editori Riuniti, 1967, p. 734 ; cf. infra p. 149.

méridionale et les îles et les a réduites à l'état de colonies asservies" ¹⁹⁴. Confronté à cette séparation entre la ville et la campagne, entre l'ouvrier et le paysan à la "mentalité féodaliste", Gramsci, après avoir noté dans l'ouvrage : *Il Risorgimento* ¹⁹⁵ (lue la présence matérielle de l'idéologie bourgeoise se caractérisait par la formation de deux nationalités distinctes. celle du Sud et celle du Nord, tire les conclusions suivantes : "*Au sujet du gouvernement ouvrier et paysan, nous devons accorder une importance spéciale à la question méridionale, c'est-à-dire à la question où le problème des rapports entre ouvriers et paysans se pose non seulement comme un problème de rapports de classes, mais aussi et surtout comme un problème territorial, c'est-à-dire comme un des aspects de la question nationale. Personnellement je crois que le mot d'ordre "gouvernement ouvrier et paysan" doit être adopté en Italie de la façon suivante : "République fédérale des ouvriers et des paysans"*. ¹⁹⁶

L'hégémonie en général, et dans une nation dominée en particulier, ne s'appréhende pas comme une idéologie d'avant-garde ou une culture d'élite ¹⁹⁷ ; elle ne renvoie pas non plus à une alliance conjoncturelle, tactique entre un sacro-saint prolétariat mythologiquement préservé intact depuis la révolution industrielle et une "petite-bourgeoisie" qui serait aussi dangereuse que l'étaient les paysans pour Lénine.

En tant que bloc social organiquement soudé, l'hégémonie incarne des intérêts communs et la conscience politique de la nécessité d'alliances~ de la nécessité de l'organicité. L'hégémonie socialiste sera donc définie comme une démocratie c'est-à-dire une "recherche critique de ce qui est égal dans l'apparente difformité et ce qui est distinct et même opposé dans l'apparente uniformité". L'hégémonie socialiste est donc "une unité organique, entre théorie et pratique,

¹⁹⁴ A. Gramsci, "operai e contadini", 3 janvier 1920 in "*La Questione Meridionale*" (édité par F. de Felice et V. Parlato), Editori Riuniti, 1966, p. 73.

¹⁹⁵ A. Gramsci, "*Il Risorgimento*", Editori Riuniti, 1971.

¹⁹⁶ A. Gramsci, "AI CE del PC d'Italia", septembre 1923, in "*La Questione Meridionale*", *op. cit.*, pp. 80-81.

¹⁹⁷ cf. Giuseppe Tamburrano, "Il Concetto di Egeonia in Gramsci e il 'compromesso Storico'" in "*Egeonia Democrazia e Transiziona al Socialismo*" (collectif), Milan, Franco Angeli ed., 1977 p. 223.

niasses populaires et intellectuels, travail manuel et travail intellectuel" 198.

Pour résumé, quand nous inférons que la conscience nationale est une forme de conscience de classe dans une nation dominée, nous tenons que :

- (a) les classes sont des réalités objectives déterminées par les rapports sociaux. les conditions et la base technique de la production , la conscience de classe n'est pas donnée a priori, cela est déterminée par le mode d'existence des classes et le caractère, l'origine de l'élaboration pratico-intellectuelle de cette conscience 199 ;
- (b) dans une situation objective d'oppression nationale — qui est une composante principale de l'hégémonie politique et économique des classes dominantes — les classes sociales entretiennent, à des degrés divers, des rapports d'exploitation et de subordination morale et culturelle ;
- (c) toute conscience de classe suppose la délimitation subjective [131] d'intérêts de classe non -contradictoires et de contradictions de classe ; elle est conscience d'alliance de classes, de la nécessité d'articuler un bloc social et culturel ,
- (d) dans une nation dominée, ce bloc est constitué par le mouvement national. L'hégémonie des classes populaires passe par l'articulation politique des différentes revendications nationales et sociales ;
- (e) pour le Québec, nous avons dit que les salariés du secteur public, de par leur fonction, associaient leurs intérêts immédiats à l'indépendance nationale ; nous avons dit aussi que les ouvriers d'entreprise et les syndicats, qui sont leurs intellectuels

198 A. Gramsci, "Note sul Machiavelli", *op. cit.*, p. 106.

199 Cette élaboration pratico-intellectuelle puise ses ressources dans la langue qui est selon Gramsci une grammaire sociale, une philosophie spontanée, un ensemble structuré de notions, de bon sens, d'opinions, de mode de vie ; elle est aussi un système de croyances : "chaque langue contient les éléments d'une conception du monde et d'une culture".

Antonio Gramsci, "Il Materialismo Storico" ..., *op. cit.*, p. 4.

organiques, manifestaient un grand intérêt dans les questions linguistiques... ceci signifie que le mouvement national possède de nombreux intellectuels organiques. Selon Gramsci plus un groupe social secrète des intellectuels organiques et plus il détache les intellectuels organiques des autres classes et plus il assimile des intellectuels traditionnels ²⁰⁰.

Au Québec cela veut dire que la défense de la langue est nécessaire pour gagner les techniciens, les ingénieurs qui, par leur fonction et leur capacité intellectuelle, peuvent comprendre les structures complexes de la société capitaliste actuelle et du mode d'organisation du travail. La question nationale est donc au centre de la formation des intellectuels organiques des classes populaires. Qu'advierait-il si les intellectuels organiques (du système productif) que sont les techniciens, les spécialistes, les ingénieurs etc. ... parlaient une autre langue (ou se situaient à des niveaux d'aliénation et de subordination différents) que celle des producteurs ?

Par ailleurs plus le secteur d'État secrète des intellectuels organiques du mouvement national et plus celui-ci est en mesure de gagner les intellectuels traditionnels québécois.

* * *

Nous allons terminer ce travail en tentant une systématisation de la forme et du contenu de la conscience dans une nation dominée. Cette entreprise est en quelque sorte un défi envers nous-mêmes, les résultats d'une sollicitation permanente de la part de ceux et celles qui ont toujours hésité à analyser les classes dans le prisme de la nation craignant d'abandonner, face à l'ennemi (précisément lequel ?), la ligne

²⁰⁰ A. Gramsci, "Gli Intellectuali", Editori Riuniti, 1971, p. 18 et et sq.

Déduisant la stratégie révolutionnaire d'une analyse socio-politique de la formation sociale dominée du "Mezzogiorno", Gramsci écrit : "Le prolétariat détruira le bloc agraire méridional dans la mesure où il réussira, à travers son parti, à organiser en des formations autonomes et indépendantes, des masses de paysans pauvres toujours plus nombreuses. Mais il réussira plus ou moins bien cette tâche obligatoire, s'il se montre capable de désagréger le bloc intellectuel qui est l'armateur flexible mais très résistant du bloc agraire". "Scritti politici (1921-1926)", Editori Riuniti, 1967, (édité par Paolo Spriano), p. 265.

de classe, la ligne de démarcation, croyant y voir une adaptation au "nationalisme bourgeois". Nous avons vu dans ces positions une certaine routine qui acculait la pensée dans des schémas répétitifs mais aussi le reflet d'un problème réel : l'impossibilité d'esquisser une théorie de la question nationale sans concepts spécifiques.

Une économie politique de la question nationale a donc pour objet une analyse empirique d'une formation sociale dominée, une analyse historique du mouvement national et une critique, saisie dans une perspective de changement, des concepts, des catégories socio-politiques 132 qui sont utilisés dans l'approche globale du nationalisme.

Nous pensons que l'hégémonie, qui est un de ces concepts, prend toute sa signification dans la praxis sociale d'une nation dominée et, en même temps que, le mouvement réel de la théorie et de la pratique à l'intérieur de cette nation dominée exige un dépassement de cette signification.

L'hégémonie est naturellement associée à la pensée de Gramsci ; cependant l'hégémonie, dans l'œuvre du dirigeant communiste italien, ne recouvre pas toujours les mêmes problèmes, les mêmes déterminations. Comme de nombreux auteurs l'ont déjà rappelé, le découpage gramscien entre la société civile et la société politique, entre la domination et la direction, entre le consensus et la coercition etc. ... est d'ordre méthodologique et non d'ordre organique ²⁰¹. Ainsi il ne s'agit pas ici d'opérer une réduction togliattienne ou "eurocommuniste" de l'hégémonie à la société civile qui se situerait alors en divorce par rapport à la société politique. L'hégémonie ne signifie pas "guerre de position", étapisme, suivisme, passivité, stratégie parlementaire ou bien même suprématie idéologique, mais initiative politique, progrès politique d'un bloc socio-culturel. L'hégémonie renvoie certes à une stratégie d'alliances, mais elle a avant tout une portée sociale ²⁰².

²⁰¹ Notons que John M. Cammett dans son ouvrage pourtant excellent : "*Antonio Gramsci and the Origins of Italian Communism*", Stanford University Press, 1967, reste prisonnier d'une conception "idéologico-intégrante" de l'hégémonie.

²⁰² Pour cette discussion autour du concept d'hégémonie voir : Gian Carlo Jocteau, "*Leggere Gramsci - Guida alle interpretazioni*", Milan Peltrinelli, 1977 (2e édition), p. 11 et sqs.
- Perry Anderson, "The Antinomies of Antonio Gramsci" in "*New Left Review*" no 100, 1977, paru récemment chez Maspero : "Sur Gramsci".

S'appuyant sur un texte de Gramsci qui pose les organes judiciaires et législatifs de l'État libéral comme "organes de l'hégémonie politique", Perry Anderson montre que l'auteur des Cahiers de Prison nous livre en fait trois définitions de l'État : (a) l'État opposé à la société civile (b) l'État englobant la société civile (c) l'État se confondant avec la société civile. Loin d'abaisser la pertinence du concept d'hégémonie, ces définitions, apparemment contradictoires, viennent l'enrichir et révèlent une intuition profonde de Gramsci en ce qui concerne les rapports entre le pouvoir de classe et le pouvoir d'État. L'hégémonie est donc située également dans l'État et ne se trouve plus confinée à la seule société civile : l'État est hégémonie politique. L'appareil répressif et le parlement constituent les piliers de cette hégémonie. Quels sont les rapports entre l'hégémonie civile et l'hégémonie politique, entre la société civile et l'État, entre le consensus et la coercition ? Quelles sont les implications pour une sociologie politique d'une nation dominée ? Dans un ouvrage original sur les appareils d'État, Göran Therborn émet cette idée que : *"Bien que l'on ne doive pas utiliser l'hégémonie pour désigner un aspect structurel de l'État — lequel fait appel à des relations distinctes de la direction de classe — l'exercice de l'hégémonie doit se manifester dans la forme de l'État"* ²⁰³.

G. Therborn veut signifier par là que le rôle de l'État, dans son caractère d'organisation complexe, se dévoile surtout dans la dynamique spécifique des appareils d'État (politiciens, bureaucratie, technocratie...) [133] qui peut rendre compte des rapports organiques entre la structure sociale et l'organisation interne de l'État. Autrement dit la bureaucratie et la technocratie sont des formes adéquates de la domination capitaliste dont les capacités organisationnelles ne doivent pas être automatiquement subordonnées à la structure sociale mais saisies dans leur aspect structurel. Notre intention n'est pas de remettre en cause la démarche de Therborn mais de l'intégrer à une analyse de l'hégémonie dans une nation dominée. La forme fédérale de l'État — et toutes les conférences ad hoc, inter-provinciales, provinciales-fédérales, et tous les comités, les commissions, les cours de tribunaux,

- Martin Shaw, "Back to the Maginot Line : Harman's New Gramsci" in *"International Socialis"*, Séries nos 1 et 2, 1978.

²⁰³ Göran Therborn, "What does the Ruling Class Do When it Rules ? State Apparatuses and State Power under Feudalis, Captialism and Socialism", Londres, New Lefet Books, 1978, p. 158.

lès enchevêtrements juridiques et toutes les contorsions idéologiques qu'elle suppose — désigne bien : (a) la capillarité de l'État ; (b) les capacités agrégeantes des classes dominantes ; (c) l'interpénétration incessante du politique, du juridique et de l'économique — elle est le point de convergence de l'hégémonie politique et de l'hégémonie civile, elle alimente la dynamique spécifique de la domination de la bureaucratie et de la technocratie.

La question nationale est une dialectique sociale qui, du point de vue socialiste, pose à la lutte des classes les deux questions suivantes, qui sont peut-être les plus importantes dans cette période :

- (1) Comment est construit le bloc des classes dominantes, c'est-à-dire quels sont les mécanismes de l'hégémonie capitaliste ?
- (2) Qu'est-ce qu'un mouvement de masse ?

Si le lecteur a consenti à nous suivre dans notre démarche qui consistait à définir - avec des concepts politiques et sociologiques qui seraient spécifiques à un type de formation sociale, c'est-à-dire une nation dominée, industrialisée et se trouvant dans le centre capitaliste - une situation objective d'oppression nationale, alors il consentira à poser la question de la dialectique conscience de classe/lutte de libération nationale en termes non dogmatiques, en termes qui ne soient pas des miradors sur la figne de barbelés d'un marxisme chanci et charançonné. Avec F. de Felice nous croyons que la conscience de classe s'insère dans la spirale de l'action de masse et de la lutte politique, que la lutte nationale, comprise comme mouvement réel sollicitant les classes sociales dans le vécu quotidien, dans le mode concret d'organisation de leurs intérêts immédiats et fondamentaux, constitue la pratique d'un dépassement du dilemme réforme ou révolution ²⁰⁴. La dialectique conscience de classe — conscience nationale investit tout le champ social de la nation dominée, elle pose la question du changement révolutionnaire dans toute sa concrétité ; elle est la dialectique : démocratie/socialisme ; actions de classe et mouvements populaires ; secteurs [134] avancés/secteurs

²⁰⁴ Franco de Felice, "Serrati, Bordiga, Gramsci e il problema della Rivoluzione in Italia 1919-1920", Bari de Donato, 1971, p. 322 et sqs.

arriérés ; intellectuels/classes populaires : mouvement organisé/mouvement non encore organisé : vie quotidienne/travail théorique ; organisation/spontanéité. L'hégémonie comme processus de conquête politique et de lutte idéologique permet le dépassement de tout dualisme bipolaire.

Il est donc temps maintenant de répondre aux questions auxquelles nous confrontent la genèse et les formes du mouvement national basque. D'abord personne ne peut nier les efforts du régime franquiste qui visaient à supprimer la langue et la culture basques : personne ne peut ignorer les efforts conjoints des formations politiques d'Espagne, en partant de Suarez jusqu'à Carrillo, pour préserver la structure étatique castillane, incarnation de l'oppression nationale des Basques, des Catalans et des autres nationalités. La question nationale basque lamine l'intégrité des structures institutionnelles et le procès de légitimation du système capitaliste en Espagne. Telle est la situation actuelle créée, entre autres, par une conscience nationale (abertsale) basque qui n'a cessé de se manifester et de se développer depuis la première guerre carliste de 1833.

Si effectivement les industries, les banques se trouvent entre les mains de la grande bourgeoisie basque, si le Pays Basque n'est pas une partie sous-développée (bien au contraire !) de l'Espagne, il n'en demeure pas moins que les appels nationalistes de la moyenne bourgeoisie et du clergé ont été largement suivis par les masses travailleuses de Vizeaya et Guipuzcoa ²⁰⁵. Comment expliquer le caractère de masse qu'a acquis le nationalisme au Pays Basque ? Répondre à cette question c'est aussi répondre à la suivante : comment se manifeste l'oppression nationale ? Celle-ci n'est jamais uniforme, elle est liée aux différentes étapes de l'expansion de l'économie mondiale ; conséquemment les relations de l'identité ethnique et de la conscience nationale aux structures sociales, politiques et économiques, varient selon les modifications que subit le système économique mondial ²⁰⁶. Rawkins précise que le "nationalisme"

²⁰⁵ cf. Marianne Herberg, art. cité p. 184, et F. Letamendia : *"Les Basques, un peuple contre les États"* (notamment les premiers chapitres), Paris, Le Seuil, 1977.

²⁰⁶ cf. Philipp M. Rawkins, "Outsiders As Insiders. The Implications of Minority Nationalism in Scotland and Wales" in *"comparative Politics"*, vol. X, no 4, 1979, pp 522 et 529.

écossais et gallois constitue une "réponse créative" à des forces économiques qui déstabilisent l'équilibre sociétal et détruisent la culture et, citant Tom Nairn, il explique que le caractère de préservation psychologique et institutionnelle de la nation écossaise, dû aux circonstances de l'acte d'union de 1707 et à la position socio-culturelle antérieure de l'Écosse, s'est révélé une condition nécessaire à cette "réponse créative" ²⁰⁷. Quels liens existent-ils entre le développement économique et la culture ? À ce niveau, la question nationale écossaise suit une trajectoire similaire à la question nationale basque. Dans les deux cas la langue avait considérablement régressé au profit de la langue du centre, dans certaines régions elle avait même disparu ; dans les deux cas les élites intellectuelles se sont associées au développement économique [135] et social institutionnalisé au centre (avec cette différence que le Pays Basque et la Catalogne étaient considérablement plus avancés que le reste de l'Espagne). Dans les deux cas, on note une spécificité culturelle, des différences, en même temps la tendance à la résorption de celle-ci, à leur abolition et pourtant le maintien, le développement et la prise en charge collective et dynamique de ces spécificités, de ces différences. L'oppression nationale — en dépit de ceux qui excipent de leur bonne foi envers le progrès universel — sera donc définie comme une violation de la différence, une liquidation des "univers culturels" et des "structures motivationnelles autochtones" ; elle incarne, par la supposition d'une culture humanitaire universelle, un "système de violence symbolique" ²⁰⁸. L'identité ethnique et la conscience nationale qui la prolonge et l'épanouit sont des obstacles à l'uniformisation psychologique, idéologique, au laminage culturel que contient et suppose tout système de domination. Bien entendu cela n'a rien à voir avec les curiosités anthropologiques, les foires aux indigènes, les cirques exotiques, les cuisines régionales, les poupées bretonnes ou les ramoneurs savoyards qui ornent les étagères... cela n'a rien à voir avec l'imitation de l'accent de Marseille ou de Strasbourg, la reconnaissance d'un caractère "typiquement corse" de vertus

Loin d'infirmier la thèse du "colonialisme interne", cette explication la situe dans le temps. Par ailleurs la crise de l'État britannique, la pénétration des multinationales etc. ... créent littéralement une perception de colonisation interne dans les régions culturellement distinctes.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 524.

²⁰⁸ cf. Jean Ziegler, "*Main basse sur l'Afrique*", Paris, Seuil, 1978, pp. 28-29.

(généralement physiques, bon enfant ou courageuses) de ces "bons Québécois", avec ces indiens qui défilent dans leurs beaux costumes à l'occasion de la coupe Grey... autant de doses d'extériorité pour faire saillir encore plus le "cadre national" et l'uniformité.

Une analyse de l'oppression nationale et de la conscience nationale ne peut donc pas faire l'économie d'une approche matérialiste critique de la culture dans laquelle figureraient les dimensions suivantes :

- (1) la production symbolique-culturelle comme production de la différence et de la défense d'un groupe par rapport à un autre ²⁰⁹ ;
- (2) le développement des sous-cultures comme expression systématisée et spontanément articulée d'intérêts économiques et sociaux menacés ; les luttes populaires embryonnaires comme potentialités de contre-hégémonie ;
- (3) l'intégration et le bouleversement culturels apportés par la révolution industrielle et sa diffusion à un rythme accéléré ; Marianne Heiberg parle fort à propos de "culture industrielle", de l'industrialisation comme "fait culturel" global et massif que sous-tendent la technique, les communications et le système d'éducation publique ;
- (4) la diversification et la sophistication des modes d'autorités et d'organisation de la "subalternité" (le terme "subalterne" est couramment employé par Gramsci) qui sont associées à la division technique du travail ; subséquemment il serait urgent d'étudier le contenu culturel, [136] le message psychologique répressif, la domination culturelle, la violence symbolique et

²⁰⁹ Kinsey dans son livre - "*Sexual Behavior in the Human Female*" - nous apprend que des particularités sexuelles-culturelles dérivées des condamnations talmudiques, s'étaient développées chez le peuple juif, au retour de l'exil babylonien, en réaction contre les peuples voisins, les Chananéens, les Chaldéens, etc. ... avec lesquels ils avaient partagé pourtant, jusqu'au VIIe siècle avant Jésus-Christ, les mêmes activités sexuelles et les mêmes rites religieux. On pourrait parler d'un procès de la production de la spécificité.

Kinsey est cité par Shere Hite, "*Le Rapport Hite*", Paris, Laffont, 1977, pp 349-356.

réelle dans toute innovation concernant l'organisation du travail (analyse du taylorisme par exemple ²¹⁰ ;

- (5) le développement de la bureaucratie et de la technocratie -comme sources d'une nouvelle idéologie hégémonique propre aux pays capitalistes avancés" ²¹¹ ; cette idéologie est un mélange de monopolisation de l'efficacité juridique et de l'expertise scientifique et technique ; les oppositions entre une bureaucratie archaïque et une technocratie dynamique contribuent à la dépolitisation des masses ²¹² ; cet aspect doit donc être pris en considération dans la lutte nationale (contre l'État oppresseur et pour l'indépendance) ;
- (6) le procès de structuration des différences culturelles en composantes d'une identité ethnique et d'une conscience nationale par la division culturelle du travail ;
- (7) le remplacement graduel des humanités par la science appliquée et l'étude des retombées technologiques des inventions scientifiques dans le système d'éducation — et la crise du modèle universitaire de la culture bourgeoise qui en résulte ;
- (8) le degré d'adéquation ou d'équilibre entre les institutions politiques et culturelles et les idéologies populaires dans une période historique déterminée ; il s'agit là du rôle joué par le bloc culturel-intellectuel (de l'hégémonie bourgeoise et/ou de la nouvelle de contre-hégémonie socialiste) dans la transformation des périodes de transition ;
- (9) l'autonomie relative de la superstructure déterminée par l'évolution des différentes structures sociales et la sédimentation psycho-sociale qui se développe à partir des cultures antécédentes.

²¹⁰ Sur ce point voir l'excellente analyse de la matérialité de la culture chez Gramsci par Carl Booggs, "*Gramsci's Marxism*", Londres, Pluto Press, 1976 (2e éd.), p. 46.

²¹¹ *Ibid.*, p. 45.

²¹² cf. Börán Therbom, "*What does the Ruling Class do When it Rules*", *op. cit.*, pp. 54-55.

Concrètement il s'agit de la dynamique interne de la transmission culturelle qui prend en compte :

- (a) le procès d'accroissement de la cohérence interne à l'œuvre dans tout phénomène culturel et la tendance au maximum de "systématicité" qui est propre à toute idéologie ;
- (b) l'évolution des rapports entre la base et la superstructure relative à la place qu'occupent les intellectuels à l'intérieur du travailleur collectif ²¹³.

Ces quelques suggestions pour une analyse matérialiste de la culture devraient suffire à écarter l'idée fort répandue que la classes n'existent pas en dehors de la conscience de classe pour la raison fort simple qu'une telle idée suppose un développement uniformément linéaire du progrès social, culturel et politique et que manifestement elle ignore ce qu'une situation concrète veut dire. Comme l'a si bien dit Carl Boggs (à la suite d'Andrew Arato), la conscience de classe ne possède pas d'attributs anticipés : elle est problématique. ²¹⁴

[137]

Par ailleurs l'hégémonie nous apparaît non comme l'ascendant qu'un allié pourrait exercer sur l'autre mais plutôt comme un principe organisateur, comme le cadre de référence analytique des classes sociales, comme l'articulation organique de ces classes dans le peuple. Celui-ci n'est pas une fiction, un substitut à l'analyse sociologique, un fourretout idéologique, un galimatias électoral. Le peuple existe au niveau politique, il se fait et se défait constamment ; il est un enjeu de la lutte idéologique. Le poids politique du peuple n'est jamais acquis, il doit être sans cesse conquis. Les classes dominantes ont créé politiquement le peuple en associant souveraineté nationale et souveraineté populaire, peuple et nation ; la conquête socialiste doit le recréer en liant l'indépendance nationale à l'hégémonie socio-

²¹³ cf. Sebastiano Timpanaro, *"On Materialism"*, Londres, NLB, 1975, pp. 115-117-118.

²¹⁴ Carl Booggs, *"Gramsci's Marxism"*, *op. cit.*, p. 68.

politique²¹⁵. Cette exposition des problèmes et des enjeux de l'hégémonie nous sera utile dans notre effort de situer, le plus distinctement possible, les alternatives politiques concrètes qui confrontent les classes et les projets de société au Québec.

Dans une publication récente, Pierre Fournier a cru bon avancer le pronostic suivant : "*Au niveau stratégique, le projet de la bourgeoisie québécoise et du PQ représente un énorme potentiel de déstabilisation de l'État canadien. En effet, dans la mesure où la bourgeoisie locale réussit à saper une partie des bases infrastructurelles et superstructurelles de la bourgeoisie canadienne, un affaiblissement considérable de la structure répressive de l'État canadien est à prévoir*"²¹⁶. Cette conclusion nous semble erronée et, par surcroît, dangereuse (du moins dans ses implications) parce qu'elle ne suppose qu'un embryon théorique de l'État, néglige la nécessité de la concurrence pour le capital, occulte les rapports de force politiques au Québec, propose une explication économiste de la crise de l'État et enfin élude le caractère complexe des rapports entre le capitalisme au Canada et la structure fédérale de l'État. Précisons ici que la déstabilisation de l'État canadien renvoie à l'ensemble polymorphe des problèmes nationaux. Elle n'est pas simplement le fait d'une classe, qu'elle soit bourgeoise ou prolétaire.

Il devrait être clair pour tous que l'État ne se réduit pas, ne se ramène pas au gouvernement et qu'il n'est pas qu'un instrument de la bourgeoisie ; c'est pourtant ce que suggère Fournier en écrivant que les gens du P.Q. œuvrent comme les clercs d'une bourgeoisie en voie de consolidation issus d'une lutte entre fractions du capital. Pourquoi et surtout comment la bourgeoisie québécoise compétitionnerait-elle avec la bourgeoisie canadienne ? Qu'est-ce qu'une bourgeoisie sans les grandes banques, sans les cadres institutionnels de répression ? Comment un moyen capital québécois pourrait-il se passer d'un marché suffisamment large, d'une union monétaire et douanière ? Comment peut-on imaginer que le moyen capital, et même le petit capital n'appel

²¹⁵ A. Gramsci, "Antologia degli scritti" (a cura di C.Salinari et M. Spinella). vol. 2, Editori Riuniti, 1963, pp 172-174.

²¹⁶ Pierre Fournier, "[Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise](#)" in P. Fournier ed., "[Le capitalisme au Québec](#)", Montréal, Albert Saint-Martin, 1978, p. 178.

[138] lent pas la concurrence, l'attraction d'autres capitaux ? En d'autres termes, en quoi l'existence per se d'une certaine bourgeoisie québécoise supposerait-elle l'écroulement ou l'affaiblissement de l'État fédéral ?

Une chose est d'établir les intérêts du petit et moyen capital québécois dans les subventions et la protection de l'État, et subséquemment montrer que ce capital constitue un fondement matériel du pouvoir politique, autre chose est de considérer la formation d'une bourgeoisie québécoise comme l'axe oppositionnel majeur à l'État capitaliste fédéral. Si cela était le cas qu'est-ce qui différencierait les exigences d'une plus grande latitude d'action, d'une plus grande autonomie, d'un plus grand support institutionnel de la part de la bourgeoisie en Alberta ou en Colombie Britannique d'un côté et de la part d'une bourgeoisie québécoise de l'autre ? Qu'est-ce qui séparerait les revendications provinciales régionales des aspirations nationales du peuple québécois ? L'exposition des motifs et la description minutieuse des activités des sociétés d'État qu'a réalisées P. Fournier nous permettent de comprendre l'anatomie du capital au Québec et de saisir les mécanismes décisionnels en matière de politique économique. Nous lui en saurons gré.

Néanmoins caractériser ainsi les contradictions qui ébranlent l'État fédéral canadien revient à investir, a priori la bourgeoisie québécoise d'un projet d'indépendance nationale et même à opérer l'équation et le dilemme suivants : la formation d'une bourgeoisie nationale est indispensable à la réalisation de l'indépendance. De ces postulats se dégage la proposition que cette bourgeoisie menace l'intégrité de l'État. Même si la consolidation d'une bourgeoisie québécoise menace, ou mieux, conteste les intérêts de la bourgeoisie canadienne au Québec, il ne s'ensuit pas automatiquement que cela mine, sape les fondements de l'État canadien, que cela préfigure ou inaugure une crise économique, constitutionnelle et, partant, idéologique de l'État capitaliste. La venue au pouvoir du P.Q. fut du reste l'expression de cette crise ; sa politique, sa mission, consiste à formuler, fournir une réponse à cette crise et non à en créer une ou à approfondir celle dont il est l'héritier. Par ailleurs rien n'indique en économie politique qu'il faille déduire des effets politiques de causes économiques qui, par surcroît, jouent chez de nombreux marxistes le rôle d'apprenti-sorcier. La crise politique de l'État canadien ne réside pas dans l'élargissement de la base économique des sociétés d'État et du capital privé au Québec ; on devrait plutôt

considérer cet élargissement comme une conséquence, un facteur additionnel, une émanation de la crise dont l'analyse nécessite la prise en compte d'un ensemble complexe de facteurs structurés par la question nationale.

[139]

De plus, si le nerf ou l'épicentre de la crise de l'État se situait au seul niveau économique, on ne comprenait pas la nature profonde des problèmes auxquels le Parti Libéral se trouve confronté et qui découlent de la perte de la raison d'être de Pierre Elliott Trudeau et son noyau francophone libéral à Ottawa, c'est-à-dire le projet d'attirer les intellectuels québécois, de l'administration, des professions libérales ou des milieux syndicaux, dans l'orbite fédérale, puis la tâche éminemment politique d'empêcher l'agrandissement du fossé entre francophones et anglophones, entre la Fédération et le Québec.

Le développement du capital au Québec est d'abord le prolongement de la Révolution Tranquille et en aucun cas le prodrome de la crise de la Fédération même si, au demeurant, celui-ci est devenu un facteur d'ordre cumulatif que l'on doit prendre nécessairement en considération ²¹⁷.

Autrement dit c'est le développement de la question nationale au Québec (que nous avons analysé plus haut) qui a mis en échec la politique du bilinguisme, son corollaire l'idéologie de l'État-nation, la gesticulation politique d'un homme aux grandes capacités intellectuelles dont la tâche fut, et reste encore, de prévenir et enrayer le surgissement d'une conscience nationale politique au Québec. En outre, et soit dit en passant l'affaiblissement de la structure répressive dont parle Fournier, et, logiquement, celui du pouvoir judiciaire et sa propension à envahir et empoisonner les structures organisationnelles et idéologiques du mouvement ouvrier, ne nous semblent pas poindre à l'horizon, à moins que ce ne soit celui des sociétés d'État et des petites et moyennes entreprises québécoises.

²¹⁷ L'explication "politique" de la crise du Canada est partagée par un grand journal d'économie : cf. : W.L. Luetkens, "Five Key Questions on the Future" in *Financial Times*, 19 décembre 1978 ; l'auteur perçoit nettement la question constitutionnelle comme une émanation de la question du Québec. Cf., Henry Giniger, "Quebec Regime Pushes Nationalist Aini with Voters" in *The New York Times*, 10 décembre 1978.

De ce qui précède découle la proposition que les urgences politiques actuelles, les alternatives concrètes et immédiates ne se déduisent pas du programme économique du P.Q. ou de la stratégie financière de Mr. Parizeau mais du projet politique du P.Q. et de la place que ce parti occupe dans le mouvement national.

Si l'analyse du P.N.B. est nécessaire, il est non moins important d'apprécier le rôle de la bureaucratie et les fonctions de l'État. D'aucuns croient avoir trouvé leur chemin de Damas, dans la théorie sociologique tout du moins, en conjuguant la bureaucratie et la bourgeoisie ; la grammaire sociale ainsi sollicitée et axiomatisée nous lègue une "bourgeoisie d'État". Pourquoi, au nom de quoi le terme "bourgeoisie" doit-il, à tout prix, figurer en concomitance avec l'État ? Cette façon d'envisager les choses ne traduit-elle pas une conception éculée de l'État saisi comme variable dépendante et déterminée de et par la société civile ?

Parler de "bourgeoisie d'État" revient soit à se leurrer sur les capacités d'autonomie ou d'indépendance d'un capital national, soit à gommer le rôle de l'État, en tant que structure autonome, dans la [140] constitution d'une hégémonie. Cela signifie que les appareils d'État ont leur logique propre de fonctionnement et que leur développement n'est pas contradictoire avec l'intensification des mécanismes de marché, comme ce fut le cas au Brésil dans les années 1960 ²¹⁸.

L'État est autonome en tant qu'il structure les relations entre la société civile et la société politique, en tant qu'il organise les relations causales et réciproques à l'intérieur même de la société civile ; à cet égard il constitue un mécanisme de domination et de contrôle qui modèle les groupes et les partis politiques et qui définit certaines règles de leurs relations corrélatives ²¹⁹.

Le projet politique du P.Q. consiste d'abord et avant tout, à utiliser le pouvoir d'État pour reconstruire la société civile que la révolution tranquille a ébranlée sans trop lui restituer une homogénéité et une légitimité, qui sont pourtant nécessaires à la formation d'un bloc social et culturel hégémonique. Le développement de la base économique et

²¹⁸ Cf. Alfred Stepan, *The State and Society. Peru in Comparative Perspective*, Princeton University Press 1978, p. 9.

²¹⁹ *Ibid.*, p.61.

financière de l'État vient sous-tendre ce projet global de structuration moderne et "civilisée", pour reprendre les termes que Mr. Lévesque affectionne, de la société civile.

Pour ce faire le P.Q. n'a pas besoin de hâter le processus de rapatriement de la constitution et encore moins de se prononcer sur le type de constitution qu'il préconise pour un Québec indépendant ou même pour un Québec associé ; cela ne signifie nullement qu'il marche de concert avec ses homologues fédéraux ou qu'il ne profite pas des contradictions et clivages au sein de la bourgeoisie canadienne pour faire valoir ses prétentions et affirmer ses gains ou ses victoires. Au niveau économique, si l'on peut s'exprimer ainsi, le P.Q. ne s'aperçoit plus l'unité de l'État que ses homologues provinciaux ; il ne faut pas prêter au P.Q. des intentions politiques destructives qui, si elles apparaissent telles, ne sont en fait que la manifestation de la crise économique du capitalisme au niveau mondial et de la crise de légitimité qui en résulte.

Le projet du P.Q. consiste à apporter -des réponses nouvelles et revitalisantes à la crise de domination capitaliste. Il s'agit, principalement, de contrôler les classes Populaires, incorporer les syndicats dans les sphères et la compétence de l'État, homogénéiser et rationaliser les secteurs d'intervention de l'État et les politiques sociales, étendre la bureaucratie d'État et développer la technocratie. Bref, nous assistons à la formation d'un bloc hégémonique, à l'enclenchement d'un processus d'intégration des classes sociales. Dès lors il est vain de raisonner en termes de "bourgeoisie d'État", "petite-bourgeoisie", "technocrates" pour définir le P.Q. ou bien pour spéculer sur ses chances et ses trajectoires. L'originalité du parti au pouvoir consiste en la façon de structurer la société civile et le bloc au pouvoir. Disposant [141] de ressources monnayables (énergie, matières premières, main-d'oeuvre spécialisée), d'une unité idéologique et d'un consensus programmatique minimal, d'une base organisationnelle bien établie et surtout d'un monopole théorique et idéologique de la question nationale ainsi que de l'initiative en matière constitutionnelle, le P.Q. est capable de rendre crédible et de diffuser ou de ténoriser un nationalisme culturel et linguistique assorti d'un nationalisme économique qui procède à propos et de manière bien orchestrée. Nous le définirons comme un parti populiste-nationaliste. Quant à son projet politique, nous le qualifierons d'une manière qui puisse indiquer et

saisir sa raison d'être, à savoir le monopole de la question nationale et la direction d'un bloc hégémonique qui puisse théoriser son originalité ; nous dirons donc qu'il s'agit d'un projet corporatiste et nationaliste au sein duquel interviennent des composantes bureaucratiques et démocratiques.

Il ressort de ce qui précède que la capacité qu'affiche le Parti Québécois dans la direction d'un bloc hégémonique, la synthèse organique qu'il réalise dans le cadre du mouvement national depuis les dix dernières années, mettent en évidence l'aspect suivant : les conditions de son hégémonie ne peuvent pas s'organiser sur la seule base d'un projet et d'un discours, exclusivement nationalistes mais doivent s'articuler autour d'un projet social susceptible de préciser le contenu du premier en proposant des solutions "réalistes" à l'actuelle crise des rapports de classe au Québec.

Ce problème, la direction du Parti Québécois l'a compris très tôt, dès le début des années soixante dix, alors que les organisations ouvrières complètent un tournant à gauche. Or pour répondre à la critique sociale avancée dans le mouvement ouvrier, puis au projet sociopolitique que, du même souffle, il annonce, la direction du Parti se voit forcée d'approfondir le "contenu" de son option en axant ses analyses et ses orientations stratégiques sur les problèmes socio-économiques. À cet égard l'objectif visé par le document du Conseil exécutif du Parti, et intitulé *Quand nous serons vraiment chez nous*, se laisse deviner dès les premières pages : "Il ne recherche donc pas à percer les voiles d'un futur lointain, ce qui est réservé aux prophètes, à chambarder tout ce qui existe en prévision de ce qui ne sera peut-être jamais..."²²⁰. Qu'espère-t-il alors ? Sans doute combattre ce qu'il nomme "les angélismes révolutionnaires", illusions, renchérit-on, qui ne sauraient tenir lieu de programme politique "réaliste". Mais cela ne suffit pas à fonder un projet social en mesure de rallier l'ensemble des classes populaires. Aussi que propose-t-on ? Une "démocratie renouvelée" qui ne mette pas en cause les structures sociales actuelles, bien que le texte du programme officiel (Édition 1978) maintienne [142] l'objectif d'"établir un système économique éliminant toute forme d'exploitation des travailleurs en répondant aux besoins réels de l'ensemble des

²²⁰ *"Quand nous serons vraiment chez nous"*, Montréal, Editions du Parti Québécois, 1972, p. 8.

Québécois plutôt qu'aux exigences d'une minorité économique favorisée : ..." ²²¹. Ce discours figure au menu lorsqu'il s'agit de s'adresser aux éléments les plus anxieux à l'intérieur du mouvement ouvrier. Toutefois, il ne faut pas se leurrer sur les intentions : dans ses aspects les plus réalistes, son projet compose davantage avec l'option de la "participation" ou de la "concertation". Or qu'entend-on par là ? Sinon une volonté politique de faire participer les "catégories les plus représentatives de la population" au projet social et économique que cherche à mettre en marche ce parti depuis qu'il est au pouvoir.

Mais ce projet exige une participation effective du mouvement syndical — vis-à-vis duquel on s'engage à faciliter les tâches immédiates par une libéralisation de la politique de syndicalisation —, de l'État et du patronat, ce dernier également mieux structuré.

Ces éléments programmatiques ont donné cours à un ensemble de propositions qui ne cessent d'avoir des échos dans le mouvement syndical, et plus largement dans toutes les couches du "bloc" des travailleurs salariés. Plus concrètement, ces orientations se précisent sous les formes suivantes : promotion de la cogestion, alors que les diverses couches de salariés du secteur public comme des grandes entreprises du secteur privé sont invitées à participer à la direction et à la gestion ; développement de la formule coopérative dans les secteurs de l'épargne et de l'agriculture ; extension de la formule de l'autogestion, notamment dans l'industrie forestière, etc. ... ²²². Tous ces éléments du projet politique du P.Q. de même que les mesures économiques, sociales et culturelles prises depuis qu'il est au pouvoir (bien que dans l'ensemble elles s« éloignent des intentions initiales et divergent sur de nombreux aspects de son programme) figurent parmi les conditions nécessaires à sa crédibilité globale dans le bloc social qu'il dirige. Si l'hégémonie apparaît comme un principe organisateur, celui-ci ordonne (en même temps qu'il se fonde sur) l'ensemble des domaines de la vie économique et sociale. C'est la capacité du P.Q. à créer un projet intégral (qui associe la question sociale et la question nationale) qui fonde et renouvelle la force et l'ascendant de cette formation politique. Ce projet global explique l'engouement de

²²¹ "Programme officiel du Parti Québécois", Edition 1978, Montréal, "Deuxième partie, notre vie économique", p. 17.

²²² Voir "*Quand nous serons vraiment chez nous*", *op. cit.*, pp 123 et suivantes.

fractions encore majoritaires des organisations syndicales à l'endroit de ce parti et que rappelle le *Mémoire commun de revendications* présenté par la CSN et la CEQ au gouvernement du Québec en février 1977 : "Le résultat de l'élection du 15 novembre dernier, peut-on lire, est un événement d'une portée historique indéniable pour les Québécois. Les travailleurs que nous représentons dans le domaine des relations industrielles et dans la dimension politique de l'action syndicale ont (...) largement contribué [143] au résultat de cette élection. C'est pourquoi notre gouvernement soulève beaucoup d'espoir en nos rangs face au pouvoir de la grande machine économique nord-américaine. (...)

"Les déclarations d'intention de plusieurs des membres du Gouvernement du Québec et le programme du Parti (...) nous permettent de croire que nos revendications ne resteront pas lettre morte" ²²³. Peut-on rappeler également ici le document de la F.T.Q. soumis au Congrès de décembre 1977 et dans lequel nous lisons les lignes fort évocatrices suivantes : "Le 15 novembre 1976, le Québec a fait le saut d'un gouvernement répressif, vendu aux grands intérêts financiers, anti-syndical et sans projet social, à un gouvernement avec un programme culturel, social et économique progressiste. (...). La priorité était de débarrasser le Québec d'un gouvernement anti-syndical et corrompu et de le remplacer par un gouvernement dont le programme rejoignait à plusieurs points de vue nos revendications" ²²⁴. Nous ne croyons pas utile de multiplier les citations de même nature. Nous prenons au hasard quelques exemples tirés de documents importants et récents. Et encore nous avons l'embarras du choix. Cette analyse du P.Q. demeure chose courante dans le milieu des centrales ouvrières. Elle rallie aujourd'hui encore une majorité confortable de syndiqués, à la base comme au sommet. Toutefois ceci n'empêche pas des fractions négligeables de ces syndiqués, sinon une gauche ouvrière à l'intérieur de ces appareils, de résister avec fermeté à toute tentative d'intégration, peu importe la manière, de ces organisations et de leurs politiques, à la stratégie du gouvernement actuel ou du parti qui le dirige.

Ainsi il est urgent d'écarter l'image simpliste selon laquelle le Parti Québécois ne serait qu'un parti "petit bourgeois", "démagogique"

²²³ "*Mémoire commun CSN-CEQ*", février 1977, pp 3 et 4.

²²⁴ Fédération des travailleurs du Québec, "*Un programme pour maintenant*", Montréal, 1977, p. 6.

faisant preuve d'un nationalisme borné et désuet (c'est pourtant ce qu'insinue Eric Hobsbawm lorsqu'il qualifie le nationalisme québécois d'épiphénomène frisant les pogromes contre les Indiens, les Esquimaux et la minorité anglophone). L'évolution politique récente de René Lévesque aux États-Unis, les conclusions auxquelles est parvenue la Commission Pépin-Robarts (Commission d'études sur les problèmes constitutionnels formée par le Gouvernement Trudeau en automne 1977), les tiraillements à l'intérieur du Parti Conservateur au sujet de la question nationale, le manque d'imagination et de souffle dont fait preuve le Parti Libéral face aux recommandations de la Commission Pépin-Robarts, notamment celle concernant le droit à l'autodétermination au Québec jusqu'à la séparation, et enfin le suivisme ou le mutisme qu'affiche le mouvement syndical dans son ensemble vis-à-vis des questions constitutionnelles à quelques mois du référendum, tout cela démontre les capacités et les potentialités du projet d'hégémonie (social, culturel et politique) du gouvernement actuel. Autrement dit, [144] la situation exige un programme alternatif, une vision d'ensemble de la société et non des prises de positions séquentielles sur telle ou telle question sociale, économique, politique, avancée séparément ; ceci est d'autant plus nécessaire que le manque d'unité organique du mouvement syndical et de l'ensemble du mouvement populaire, résulte d'une incapacité à saisir la société comme totalité concrète et donc à percevoir et renverser les liens multiples et structurellement ordonnés de la domination et de l'exploitation.

Quant à la conclusion de la Commission Pépin-Robarts, elle vient dans un sens confirmer plusieurs des analyses que nous avons effectuées dans cet ouvrage : la question nationale ne se réduit pas à une formule, un droit, un principe démocratique, une position défensive et attentiste mais pose le problème de la conscience sociale et politique et celui du renversement des conditions idéologiques et économiques actuelles. Rien d'étonnant donc que la solution avancée par une succursale de l'État en soit une qui fige la totalité sociale et ne vise pas à la créer en la dépassant. En ce sens la recommandation de la Commission est une reconnaissance de l'hégémonie du P.Q.

L'accent que nous avons mis sur la présence du politique et de l'idéologie se justifie si nous insérons les politiques syndicales et les capacités de classe des classes populaires (capacités d'alliance, de cohésion et d'organisation). C'est une préoccupation que ne partagent

pas toujours les penseurs se réclamant du marxisme donc du dépassement pratique de la conscience existante et du changement révolutionnaire des conditions de sa socialité.

Situer le projet du P.Q. dans le contexte politique et sociologique d'un bloc hégémonique, c'est poser l'alternative suivante : ou bien le P.Q. réussira à incorporer le mouvement syndical et intégrer les classes populaires ou bien ces derniers réussiront à dégager et formuler un projet de société autonome. La condition de cette autonomie réside dans la lutte politique pour l'unité syndicale et la formation d'alliances. L'une et l'autre ne seront possibles que si le mouvement syndical se prononcera rapidement et clairement sur l'indépendance nationale du Québec. Sans cela le mouvement ouvrier ne pourra pas désamorcer l'entreprise du P.Q. et lui contester l'héritage des luttes nationales et le monopole de la lutte idéologique.

L'indépendance nationale articulée au projet d'indépendance de classe du mouvement ouvrier ! Voilà le nerf du surgissement historique et du déploiement explosif de la conscience nationale ! Desserrer l'étau, faire éclater les murailles, faire sauter le cadenas, c'est la manifestation d'une urgence.

[145]

**Sociologie politique
de la question nationale**

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Le point de départ de cet ouvrage était quelque peu circonscrit. Il s'agissait d'abord d'une réponse à donner aux positions théoriques et politiques sur la question nationale (il faudrait dire, pour être plus précis, sur les questions nationales et les mouvements de revendications nationales), de même que sur le nationalisme dans la période actuelle, avancée par l'historien marxiste Eric J. Hobsbawm. Nous avons, en premier lieu, construit cette réponse à partir d'une critique de la démarche suivie dans l'analyse des rapports entre l'État et l'impérialisme contemporain, dans celle des propositions théoriques et conceptuelles concernant la structure de classe et la structure sociale ainsi que leurs rapports à la formation sociale, à l'État et à la nation ; le texte aborde, par la suite, une analyse des linéaments de la question nationale au Canada et au Québec pour déboucher enfin sur quelques considérations sur les conditions et le mode d'hégémonie dans une nation dominée.

Nous voudrions également faire porter nos remarques finales sur la situation politique actuelle au Canada et au Québec en fonction des problèmes et des analyses que nous avons soulevés antérieurement.

Après deux ans d'exercice du pouvoir par le Parti Québécois, comment se présente la conjoncture politique maintenant et quelles situations politiques peut-on prévoir pour les deux ou trois prochaines années (situations pré- et post- référendaires) ? Il va de soi qu'il ne peut y avoir de réponses définitives à ces questions. Tout au plus s'agit-il d'indiquer quelques possibilités.

La première année de pouvoir du Parti Québécois en a été une de tâtonnements au cours de laquelle les dirigeants de cette formation [146] politique cherchèrent les voies de passage qui eussent permis d'accroître leur crédibilité auprès des principaux milieux d'affaires, manifestement réticents. tant au Québec qu'au Canada et chez nos voisins du sud. Pour preuve, le budget du ministre Jacques Parizeau d'avril 1977 qualifié alors dans les milieux de l'information de budget très conservateur et qui s'inscrit tout droit dans la ligne des budgets du précédent gouvernement du Parti Libéral dirigé par Robert Bourassa. Pour preuve également les reculs notoires au sujet des exigences de la loi sur la langue française (projet de loi 101), ainsi que les positions toutes très mitigées concernant plusieurs conflits de travail (la grève des meuniers en été 1977, par exemple) ou encore le bill 45 sur la réforme du code du travail, autant d'exemples qui contredisent les beaux discours offerts à l'occasion des élections de 1976 au sujet du "préjugé favorable à l'égard des travailleurs". Ces quelques éléments d'allure "social-démocrate", comme se plaisent encore à le rappeler certains ministres ou députés péquistes, sont pour ainsi dire mis en veilleuse, sinon complètement dilués, pour laisser place à la sacro-sainte stratégie référendaire. Cette stratégie a toujours consisté à se situer par rapport au Parti Libéral selon une logique de non-mobilisation populaire. Dans ce cas il a été nécessaire au Parti Québécois de conquérir le pouvoir au Québec, de dissocier la prise du pouvoir par les élections de la mise en œuvre de la "souveraineté-association". Puis en reportant celle-ci à un référendum devant se tenir dans les deux ou trois années en cours de mandat électoral, le Parti Québécois s'affirmait comme "alternative crédible" à la population québécoise par rapport à un Parti Libéral usé, et empêtré dans nombres de scandales, d'une part, et vilipendé par les organisations ouvrières pour son anti-syndicalisme et sa politique d'État fort" d'autre part, qu'il n'a cessé de pratiquer depuis la crise d'octobre 1970 jusqu'à la dernière ronde des négociations avec les employés du secteur public et para-public de 1975-1976.

Après un an de pouvoir plusieurs observateurs notaient que le gouvernement de René Lévesque manquait de souffle. En fait, ce gouvernement n'était alors pas parvenu à étendre suffisamment une base sociale nécessaire pour se présenter au référendum dans une situation qui lui aurait été favorable. Ce qui va donner lieu, au cours de la deuxième année de son mandat, à des tergiversations nombreuses au

sujet de la souveraineté impliquant une association (les deux termes "souveraineté-association" étant indissociables), ainsi que sur le contenu de la question devant être posée lors du référendum (serait-elle une question portant sur la souveraineté ou sur le mandat de négocier la souveraineté ?). Dans le tumulte des déclarations et des prises de position, de part et d'autre, il apparaît que la souveraineté politique du Québec ne peut être qu'un acte unilatéral de sa part ; en effet, toute [147] demande de négociation pour l'obtention de cette souveraineté avec le gouvernement central est vouée d'emblée à l'échec, puisque dans un tel cas ce dernier serait en position de force pour signifier une fin de non recevoir à toute exigence québécoise en 'cette matière. Le Parti Québécois se trouve dans une position où il doit forcer la main du gouvernement central et seul un rapport de force qui lui soit nettement favorable peut le lui permettre. Pour ce faire il a besoin d'un appui populaire qui lui donne la possibilité d'imposer sa volonté au gouvernement central, sinon de se passer de toute forme de consentement de ce dernier ²²⁵. L'élargissement de cette base populaire, si elle pose de sérieux problèmes aux dirigeants actuels, semble

²²⁵ C'est cette stratégie que va tenir le Parti Québécois pour le référendum sur la souveraineté et que le chef du Parti Québécois exprime de manière explicite dans le texte suivant : "Chaque fois que ces consultations (il fait ici référence aux plébiscites ou aux référendum sur d'autres questions J.M/PYS) ont été claires, les résultats se sont imposés d'eux-mêmes. On a refusé d'en tirer les conséquences quand les plébiscites ou référendum se sont déroulés dans des contextes de coercition. Je n'en vois point au Québec. Remarquez qu'on ne peut jamais être à l'abri d'erreurs de parcours. Mais je crois que la démocratie canadienne et que les attitudes de responsabilités souvent manifestées au Canada anglais et au Québec sont une garantie. Si le peuple québécois, très clairement et très démocratiquement, indiquait sa volonté de changement, y compris d'atteindre à la souveraineté, le reste de l'ensemble canadien ne saurait faire autrement que d'accepter cette décision collective, à moins de se déshonorer".

"Contrairement à certaines allégations, les québécois ne considèrent pas la minorité anglophone comme une communauté d'"Otages en puissance". C'est au contraire le groupe social le plus riche, occupant les plus hauts postes dans l'économie, la finance, les entreprises privées. Les autorités fédérales ne pourraient pas justifier, en admettant qu'elles y aient jamais pensé, un intervention au Québec, comme elles le tirent en 1970, en prétextant un complot et une tentative d'insurrection, après l'enlèvement de James Cross et de Pierre Laporte". cf. René Lévesque, *"La Passion du Québec"*, éditions Québec/Amérique, Montréal, 1978, pp. 156-157.

toutefois se réaliser quelque peu. Devant une telle situation, le gouvernement libéral de P.E. Trudeau ne cesse d'amorcer des contre-offensives tout en cherchant à faire comprendre à la population québécoise qu'il ne saurait être question d'accepter un geste unilatéral au gouvernement du Québec advenant un "oui" majoritaire lors du référendum à ce sujet. Ce qui se trame du côté fédéral n'est pas de bon augure. Certains indices peuvent être ici évoqués. La préservation de l'intégrité du Canada passe par une lutte contre toute forme de "désintégration" ou de "subversion sociale". À ce titre, le gouvernement central (par la voix du Solliciteur général en l'occurrence Jean-Jacques Blais) n'hésite pas à faire appel déjà depuis un bon moment à ce principe de la "sécurité nationale", invoqué dans d'autres contextes, notamment par les gouvernements militaires latino-américains afin de justifier les méthodes fortes utilisées pour rappeler à l'ordre tout mouvement touchant au statu quo politique et social. Cette "sauce politique", le gouvernement central nous l'avait un peu servie en 1970 lors des événements d'octobre. Aussi, à partir d'une définition de l'expression "sécurité nationale" qui implique "que la souveraineté est l'élément vital de notre identité nationale ²²⁶, élément sans lequel le Canada, comme nous le connaissons et le voulons ²²⁷, ne pourrait exister", le Solliciteur général soutient-il que ce principe s'applique à "cinq secteurs de la vie nationale qui doivent être protégés de façon spéciale", à savoir, les "relations internationales, la défense nationale, la sécurité intérieure du Canada, les relations fédérales-provinciales et le maintien du régime parlementaire" ²²⁸. L'application ferme de tels principes dans les domaines mentionnés implique à toutes fins pratiques l'impossibilité pour le Québec de penser d'une manière ou d'un autre à une "souveraineté politique" qui ne serait pas patronnée ou supervisée par le Parlement fédéral. Plus concrètement il ne s'agit aucunement de "souveraineté", même limitée, mais d'une décentralisation politico-administrative susceptible de rallier tous les défenseurs du statu quo, soucieux de leur image progressiste. Or la contradiction est de taille. Pour pouvoir se [148] maintenir dans sa forme fédérale pérenne, le

²²⁶ Il faudrait savoir laquelle ou pour qui ?

²²⁷ Il faut entendre évidemment le Gouvernement fédéral.

²²⁸ cf. "*Le Devoir*" le 1er décembre 1978, p. 9, "Jean-Jacques Blais s'explique sur la notion de "sécurité nationale". C'est nous qui soulignons.

régime actuel se trouve forcé de se centraliser davantage, ou éventuellement de rappeler à l'ordre... par la force.

On peut dès lors saisir un peu plus pourquoi, dans les déclarations des dirigeants du Parti Québécois, depuis la venue au pouvoir de cette formation politique, les nouvelles formes envisagées pour une association éventuelle avec le reste du Canada tiennent plus de place dans les discours que les aspects et les formes de la souveraineté. Ce qui ne les empêche pas toutefois de rappeler, à l'occasion, à une base partisane, "trop empressée", "le caractère indispensable de la souveraineté du Québec et le caractère souhaitable de l'association" avec ce qui restera du Canada.

Par ailleurs, la stratégie de contre-offensive du gouvernement fédéral de P.E. Trudeau dispose toujours d'un appui inconditionnel de la part des autorités politiques américaines. Celles-ci ont en effet affirmé (depuis le début, faut-il le dire) leur penchant naturel pour le statu quo politique canadien. Et cela le secrétaire d'État aux affaires étrangères des États-Unis, M. Cyrus Vance, s'est chargé de le signifier avec un cran de fermeté en novembre 1978 lors d'une visite de routine au Canada. Le soutien ainsi accordé tombe à point nommé. Le Parti Libéral fédéral au pouvoir depuis 1968 connaît certaines difficultés, tout particulièrement au Canada anglais alors que sa base électorale ne cesse de se désagréger au profit du Parti Conservateur. Or un laminage complet du Parti Libéral au Canada anglais portant au pouvoir le Parti Conservateur, du moins si l'on se fonde sur le découpage et la répartition des sièges électoraux à l'échelle canadienne ²²⁹, pourrait avoir comme conséquence que ce parti (le Parti Conservateur) serait en mesure de diriger le Canada en se passant tout simplement du Québec (où ce parti ne fait généralement que quelques sièges) ²³⁰. Une telle situation confirmerait sur plusieurs points les thèses souvent soutenues par le Parti de René Lévesque à l'effet que les Québécois n'ont rien à

²²⁹ Nous faisons référence ici au rapport démographique Québécois et francophones, Canadiens anglais anglophones et la possibilité pour ce dernier groupe, compte tenu de leur forte majorité dans l'ensemble canadien, de former un gouvernement à Ottawa.

²³⁰ Alors que le Parti Libéral s'est historiquement assuré d'une assise électorale très solide au Québec.

faire à Ottawa ²³¹. Si une telle hypothèse se réalisait, le Parti Québécois serait alors en mesure de se présenter en force lors d'un référendum sur la souveraineté-association. Or dans la conjoncture actuelle les classes dirigeantes du Canada anglais (bourgeoisie compradore et les diverses fractions de la bourgeoisie canadienne) tentent de présenter un front uni pour faire échec au projet du Parti Québécois. Elles maintiennent leur appui au Parti Libéral car celui-ci est le seul à pouvoir disposer d'une crédibilité réelle au Québec qui lui vient du fait qu'une mince équipe de francophones dirigée par P.E. Trudeau détient des postes-clés dans le gouvernement fédéral. Il va de soi que le Premier Ministre canadien utilise à bon escient cette carte politique en rappelant aux Canadiens anglais que le maintien de son équipe (au sein du parti) et de [149] son gouvernement (au fédéral) est plus que jamais, en raison de la venue au pouvoir du Parti Québécois, une condition sine qua non de la survie du grand bon vieux État démocratique qu'est le Canada.

Que peut-on constater maintenant au niveau de la dynamique sociale et politique au Québec après deux ans de pouvoir du Parti Québécois ? D'abord que ce parti est loin d'avoir perdu l'hégémonie dans la question nationale. Pour le moment il est pleinement conscient qu'aucune alter, native politique articulée sur le mouvement ouvrier québécois puisse voir le jour à court et à moyen terme et lui contester cette hégémonie. Pour cette raison, il peut se permettre de poser des gestes susceptibles de provoquer des désillusions dans les rangs des organisations ouvrières ²³², sans que celles-ci ne lui retirent leur soutien (par rapport

²³¹ Cette situation, depuis longtemps redoutée par les dirigeants du gouvernement central, a été évoquée plus récemment par l'ex-acolyte et congénère du Premier ministre canadien, Pierre E. Trudeau, et nommé depuis sénateur, M. Jean Marchand. Ce dernier note en effet que dans la conjoncture actuelle le Canada ne possède pas de "parti national" et constate l'approfondissement du "clivage entre les deux grands groupes ethniques". L'une des conséquences peut être "que les prochaines élections envoient au Communes un parti qui représenterait le Québec et un autre le reste du Canada... Les Canadiens ne partageant plus les mêmes rêves". (cf. "La Presse", 12/12, 1978, p. 2.)

²³² Notamment en reportant aux calendes grecques ou encore en édulcorant les aspects "social-démocrates" de son programme qui lui avaient valu tant de complaisance notamment du côté de la F.T.Q, Ceci nous dit-on afin de ne pas "effrayer" certaines couches de la population québécoise toujours réticentes à son projet. À titre d'exemple, on peut rappeler ici sa législation ouvrière

au projet de souveraineté politique, faut-il le préciser) explicite ou mitigé et qui ont pris dans certains cas la forme d'une attitude bienveillante qui ne signifie pas moins un appui ("critique" pour les uns, "tactique" pour les autres) à cette formation politique qui monnaie ainsi son programme national. Pour le moment les contradictions au sein du mouvement national québécois surgissent tant de la "souveraineté-association" (malgré certaines tendances que manifeste la direction du Parti Québécois, et plus précisément son aile parlementaire, à diluer le programme en insistant davantage sur l'association que sur la souveraineté) que de la question sociale, compte tenu de sa composante populaire — classe ouvrière et nouvelles couches de travailleurs salariés — et des revendications que celle-ci formule. Si l'attitude assez conservatrice du Parti Québécois lui a permis de consolider ses assises en direction de couches sociales moins progressistes et non convaincues de son projet, cette stratégie achoppe sur de nouveaux problèmes. En ce qui concerne par exemple la gauche ouvrière et populaire qui se constitua dans le mouvement de radicalisation des organisations syndicales, principalement depuis la Révolution Tranquille, il apparaît actuellement que l'appui "critique" au Parti Québécois évolue vers des formes plus "critiques". Ce déplacement n'en est pas un de retrait par rapport à la question nationale. Il porte sur une volonté de plus en plus affirmée d'articuler la question nationale à la question sociale dans le cadre d'une politique avancée par un mouvement formulant des revendications sociales et nationales à l'intérieur duquel la classe ouvrière et les couches radicalisées de "la nouvelle petite-bourgeoisie" seraient en mesure de faire valoir leurs objectifs politiques communs et fondamentaux.

Dans les parties précédentes, nous avons fait valoir que dans une situation d'oppression nationale, il existe des classes sociales qui sont à la fois exploitées et subordonnées ; la question nationale, avons-nous

malgré les quelques modifications apportées au code du travail mais qui restent loin en-deçà de ce que le programme (version pré-électorale) prévoyait. Que l'on pense au régime de négociation dans le secteur public et plus récemment à la volonté affirmée par le ministre J. Parizeau de retirer la clause d'indexation des salaires à tous les employés de l'État. On peut ajouter les exemples de la demi-politique sur l'assurance-automobile, sur l'absence de décision concernant la démocratisation du système scolaire et la vétusté du système de bourses aux étudiants, le projet de loi timoré sur la santé-sécurité au travail, etc...

dit, saisit les classes à des niveaux différents d'exploitation mais égale [150] ment à des niveaux de subordination (culturelle, politique et idéologique) qui le sont beaucoup moins. Dans ce cas les revendications nationales peuvent constituer un pôle commun. Cependant la division technique du travail dans les sociétés capitalistes avancées a enclenché un processus complexe de massification du travail, de ventilation des salariés dans le secteur public et para-public, d'accroissement de la division entre le travail manuel et le travail intellectuel. Le Québec présente bien sûr ces caractéristiques. Dans ces conditions nous posons l'hégémonie dans les termes où la pose la gauche ouvrière et populaire, c'est-à-dire de la manière suivante : comment lutter, à partir des intérêts immédiats, pour les intérêts historiques fondamentaux ? Comment lutter contre l'exploitation et la subordination ? Comment avancer de manière cohérente des revendications classistes (c'est-à-dire qui situent nettement les contradictions de classe entre les salariés et la bourgeoisie) dans un mouvement qui, en raison de la division technique du travail, ne peut être que pluri-classiste ? Concrètement, dans la conjoncture pré ou post-référendaire au Québec, la question consiste à savoir comment désarticuler l'hégémonie du Parti Québécois dans la question nationale, comment s'opposer à un parti inter-classiste (en raison même d'un mouvement ouvrier peu synchronisé, de son monopole jusqu'à ce jour, de la question nationale) qui subordonne les intérêts des salariés à ceux de la bourgeoisie ? Comment donc constituer ce mouvement (terme qui nous paraît plus adéquat, pour exprimer une communauté d'intérêts dans la différence pensée politiquement). Une réponse à toutes ces questions dépasse nos possibilités ; cependant la formation au Québec d'un mouvement politique porteur d'un projet alternatif de société doit atteindre une diffusion ample de revendications démocratiques et populaires très concrètes et au sein desquelles la revendication d'indépendance nationale, au sens fort, figure parmi les objectifs premiers qu'un tel mouvement serait amené à défendre ; et cela contre les formations politiques prônant le maintien du système fédéral (dans sa forme actuelle ou renouvelée, c'est du pareil au même) et contre le Parti Québécois, dans la mesure où celui-ci paraît s'accommoder d'une association assortie d'une souveraineté culturelle, dont l'effet serait de désamorcer le mouvement national.

Dans la mesure où les problèmes sociaux ne sont pas superposés aux problèmes nationaux, où les uns et les autres ne sauraient se laisser hiérarchiser et dans la mesure où l'exploitation est globale tout en revêtant des formes multiples, tout en reflétant et secrétant des conditions socio-culturelles différentes — ce qui affecte de façon spécifique les modes de conscience et les formes et les conditions de luttes politiques — les auteurs expriment l'opinion que la perspective d'un mouvement national, démocratique et socialiste, c'est-à-dire un mouvement [151] politique autonome des classes populaires, souffrirait grandement s'il advenait que la stratégie du Parti Québécois désamorçât le mouvement national lui-même. Si tel était le cas, cela signifierait aussi, à court ou moyen terme, la fin de la course du P.Q. et une occasion manquée par le mouvement syndical de profiter des conditions de mobilisation et d'éveil politique qu'offre la période actuelle au Canada et au Québec.

Nous sommes conscients que les quelques développements théoriques et les analyses que nous proposons ici ne sont que l'ébauche d'une réflexion qui ne manquera pas de se prolonger, du moins nous l'espérons. Si cette réponse à Hobsbawm contribue d'une manière ou d'une autre à faire avancer un débat qui reste sur plusieurs points difficile et très controversé, l'objectif poursuivi sera réalisé. Cette polémique nous a donc incités et même contraints à réfléchir sur quelques problèmes majeurs que pose la situation politique québécoise. De ce point de vue, il prend son sens non seulement dans les aspects théoriques qu'il explore mais également dans les questions qu'il soulève pour le Québec.

[152]

[153]

**Sociologie politique
de la question nationale**

NOTES

[Retour à la table des matières](#)

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[154]

[155]

[156]

[157]

[158]

[159]

[160]

[161]

[162]

[163]

[164]

[165]

[166]

[167]

[168]

[169]

[170]

[171]

**Sociologie politique
de la question nationale**

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

ABDEL-MALEK (Anouar), *La dialectique sociale*, Paris, Seuil, 1972.

_____, Africa Research Group, *Race to Power - The Struggle for Southern Africa*, New York, Doubleday, Anchor Books, 1974.

ALBA (Victor), *Nationalists Without Nations. The Oligarchy Versus the People in Latin America*, New York, Praeger, 1968.

ANDERSON (Perry), "The Antinomies of Antonio Gramsci", in *New Left Review*, no 100, 1977.

ARRIGHI (Giovanni), *The Geometry of Imperialism*, Londres, NLB, 1978.

ARRIGHI (Giovanni) et SAUL (John S.), *Essays on the Political Economy of Africa*, New York, Monthly Review Press, 1973.

BAHRO (Rudolf), *Per un comunismo Democratico - l'Alternativa*, Milan, Sugarco edizioni. 1978.

BARRATT-BROWN (Michael), *From Labourism to Socialism : the Political Economy of Labour, in the 1970 's*, Spokesman Books, 1972.

BAUER (Otto), "La question des nationalités et la social-démocratie", in G. Haupt, M. Lowy, C. Weill, *Les marxistes et la question nationale*, Paris : Maspéro, 1974.

BIRCH (Anthony), *Political Integration and Desintegration in the British Isles*, Londres, George Allen and Unwin, 1977.

BOGGS (Carl), *Gramsci's marxism*, Londres, Pluto Press, 1976 (2^e éd.).

BOLTANSKI (Luc), "Les cadres autodidactes", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, no 22, juin 1978.

BONANI (Giorgio), *Partito e Rivoluzione in Gramsci*, Milan, Feltrinelli, 1976 (2^e édition).

BOROCHOV (Ber), *Nationalism and the class Struggle. A Marxism Approach to the Jewish Problem*, (introduction de Abra-Abraham C. Dujer). Wesport, Greenwood Press, 1937.

BOURQUE (Gilles), "[Le Parti Québécois dans les rapports de classes](#)", in *Politique aujourd'hui*, no 7-8, 1978.

BOURQUE (Gilles) & LEGARÉ (Anne), *Québec ; une question nationale au centre impérialiste*, Montréal, UQAM, texte ronéoté, 1978.

BOWLES (Samuel) & GENTIS (Hubert), "Le poing invisible", in *Le Monde Diplomatique*, juillet 1978.

BRAVO (Lucio Ferrari), in L. Ferrari Bravo ed. : *Imperialismo, classe Operaia multinazionale*, Milan, Feltrinelli, 1977, (2^e éd.).

[172]

BREHAUT-RYERSON (Stanley), "Le pari Québécois : de la nation/communauté au pouvoir étatique ?", in *Politique Aujourd'hui*, no 7-8, 1978.

BRUNELLE (Dorval), *La désillusion tranquille*, Montréal, H.M.H., 1978

BRUNELLE (Dorval), "L'intervention de l'État dans l'économie et la question du rapport entre le fédéral et les provinces", in *Les cahiers du socialisme*, no 1, Montréal, 1978.

BRUNELLE (Dorval), "La structure occupationnelle de la main-d'oeuvre québécoise, 1951-1971", in *Sociologie et Société*, Montréal, vol. 7, no 2, 1975.

CAMMETT (John, M.), *Antonio Gramsci and the Origins of Italian Communism*, Stanford University Press, 1967.

CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, (CEQ), *L'école au service de la classe dominante*, Québec, CEQ, 1972.

CHATTOPADHYAY (Paresh), *The State and the Accumulation of Capital ; Some Theoretical Considerations with Reference to the Third World*, Montréal, doc. ronéoté, UQAM, 1978.

CLEMENT (Wallace), "A Political Economy of Regionalism in Canada", in Glenday, Guidon et Turowetz eds, *Modernization and the Canadian State*, Toronto, Macmillan, 1978.

COLBORNE (D.C.) & ZLOTKIN (N.), "Internal Canadian Imperialism and the Native People", in *Imperialism, Nationalism and Canada*, Toronto, New Hogtow Press, 1977.

COLEMAN (James Smoot) : *Nigeria : Background to Nationalism*, Berkeley, University of California Press, 1958.

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN), *Ne comptons que sur nos propres moyens*, Montréal, Doc. CSN, 1972.

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN), "La situation et l'évolution de la langue française dans les entreprises au Québec, étude de la CSN", in *Revue Relations Industrielles*, vol. 23, no 3, 1968.

CONNOR (Walker), "Nation-Building or Nation-Destroying" in *World Politics*, avril 1972.

DA SILVA (M.M.), "Modernization and Ethnic Conflict : the Case of the Basques" in *Comparative Politics*, vol. VII, 1975.

DAVIDSON (Basil), *In the Eye of the Storm Angola's People*, Penguin Books (Penguin African Library), 1975.

DAVIDSON (Basil), "The Politics of Armed Struggle : National Liberation in the African Colonies of Portugal", in *Southern Africa : The New Politics of Revolution*, Ronald Segal ed., Penguin Books, 1977, (2^e éd.).

DE CHASSEY (Francis), "Des ethnies et de l'impérialisme dans la genèse des nations, des classes et des États en Afrique", in *L'Homme et la Société*, no 45-46, 1977.

[173]

DE FELICE (Franco), *Serrati, Bordiga, Gramsci e il problema della Rivoluzione in Italia, 1919-1920*, Bari, De donato, 1971.

DRAPER (Hal), *Karl Marx's Theory of Revolution*, New York, Monthly Review Press, 1977, 2 vols.

DUBUC (Alfred), "[Les fondements historiques de la crise des sociétés canadienne et québécoise](#)", in *Politique Aujourd'hui*, no 78, 1978.

DZYUBA (Van), *Internationalism or Russification ? A Study in the Soviet Nationalities Problem*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1968.

ERTEL (Rachel), FABRE (Geneviève) & MARIENSTRAS (Elise), *En marge : Les minorités aux États-Unis*, Paris, Maspéro, 1974.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ), *Mémoire sur le français langue de travail*, FTQ, Doc ronéoté, avril 1971.

PÉÉÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ), *L'État rouage de notre exploitation*, Montréal, FTQ, 1971.

FOSTER-CASTER (Aidan), "The Modes of Production Controversy", in *New Left Review*, no 107, janvier-février 1978.

FOUGEYROLLAS (Pierre), *Pour une France fédérale*, Paris, Denoël, 1968.

FOURNIER (Pierre), *Les sociétés d'État et les objectifs économiques du Québec*, Québec, éditeur officiel, (OPDQ), 1978. .

FURNISS (Norman), "Internal colonialism : its utility for understanding the Development of Higher education in Scotland", in *Development and Change*, no 7, 1976.

GOUVERNEMENT DU CANADA, *Vivre Ensemble ; Une étude des disparités régionales*, CEC, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1977.

GOUVERNEMENT DU CANADA, *Rapport Gray*, Montréal, Edition Leméac/Le Devoir.

GOUVERNEMENT DU CANADA, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Livre III, "Le monde du travail", Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Annuaire du Québec*, années 1966-67 et 1975-1976, Québec, éditeur officiel.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Statistiques sur le marché du travail du Québec*, B.S.Q., éditeur officiel, Québec, 1978.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (OPDQ), *Prospective socio-économique du Québec*, vol. (6.1), tome 1, éditeur officiel, Québec, 1978.

[174]

GOYETTE (J.M.) & LACHAPELLE (Il.), *Étude comparative de l'évolution du travail : Québec, Ontario, Canada, Québec*, Ministère du travail et de la main-d'oeuvre, éditeur officiel, 1977.

GRAMSCI (A.), *Antologia degli scritti*, (a cura di c. Salinari et M. Spinella), vol. 2, editori Pireni, 1963.

GRAMSCI (A.), *Gli Intelletuali*, editori Riuniti, 1971.

GRAMSCI (A.), *Il Materialismo Storico e la Filosofia di Benedetto Croce*, Milan, Einaudi, 1972.

GRAMSCI (A.), *E Risorgimento*, editori Riuniti, 1971.

GRAMSCI (A.), *Note Sul Machiavelli Sulla Politica e Sullo Stato Moderno*, editori Riuniti, 1971.

GRAMSCI (A.), *Passato e Presente*, editori Riuniti, 1971.

GRAMSCI (A.), *Scritti Politici* (a cura de Paolo Spriano) editori Riuniti, 1967.

GRAMSCI (A.), "Operai e contradini", in *La questione meridionale*, (édité par F. de Felice et V. Parlato), editori Riuniti, 1966.

HAMELIN (Jean) & HARVEY (Fernand), *Les travailleurs québécois, 1941-1971*, I.S.S.H., Université Laval, Québec, 1976.

HANHAM (H.J.), *Scottish Nationalism*, Harvard University Press, 1969.

HAUPT (Georges), *L'internazionale socialista dalla comune a Lenin*, Turin, Einaudi, 1978.

HAVEMANN (Robert), *Dialettica Senza Dogma*, Turin, Einaudi, 1970 (4^e éd.).

HAVENS (Thomas R.), *Farm and Nation in Modern Japan - Agrarian Nationalism 1870-1940*, Princeton University Press, 1974.

HECHTER (Michael), *Internal Colonialism teh Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1975.

_____, "Towards a Theory of Ethnic Change", in *Politics and Society*, vol. 2, no 1, 1971.

HEIBERT (Marianne), "Insiders/outside : Basque nationalism", in *Archives européennes de Sociologie*, vol. XVI, 1975.

HEMERY (Daniel), *Révolutionnaires Vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine*, Paris, Maspéro, 1975.

HITE (Shere), *Le Rapport Hite*, Paris, Laffont, 1977.

HOBBSAWM (Eric), *The age of capital 1848-1975*, New York, Scribner's Sons, 1975.

HOBBSAWM (Eric), "Some Reflections on 'the Break up of Britain'", in *New Left Review*, no 105, 1977.

HODGKIN (Thomas), *Nationalism in Colonial Africa*, New York University Press, 1957.

[175]

HYMER (Stephen), "La Società Multinazionale e la legge dello Sviluppo diseguale", in L. Ferrari Bravo, *Imperialismo, Classe operaia multinazionale*, Milan, Feltrinelli, 1977, (2^e édition).

HOFFMANN (Stanley), *Primacy or World Order American Foreign Policy since the Cold War*, New York, McGraw Hill, 1978.

IL MANIFESTO, *Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolutionnaires*, Paris, Seuil, 1978.

ISAACS (Harold R.), *Idols of the Tribe - Group Identity and Political Change*, New York, Harper and Row, 1977.

ISABA (Patxi), *Euzkadi socialiste*, Paris, Editions du cercle - Editions de la Tête de Feuilles, 1971.

JACOBSON (Julius) ed., *The Negro and the American Labor Movement*, New York, Doubleday, Anchor Books, 1968,

JOCTEAU (Gian Carlo), *Leggere Gramsci-- Guida alle interpretazioni*, Milan, Feltrinelli, 1977 (2^e édition).

KOLAKOWSKI (Leszek), *L'esprit révolutionnaire (suivi de marxisme : utopie et anti-utopie)*, Bruxelles, éditions complexe, 1978.

KOLKO (Joyce), *America and the Crises of World Capitalism*, Boston, Beacon Press, 1974.

LACLAU (Ernesto), *Politics and Ideology in Marxist Theory*, Londres, NLB, 1977.

LA GRASSA, TURCHETTO (M.), *Dal capitalismo alla societa di transizione*, Milan, Franco Angeli ed., 1978.

LAGUEUX (Conrad), *L'Unité du Prolétariat Québécois et Canadiens*, doc Roneoté, Montréal, 1977.

LAMOUREUX (Diane), *Question Nationale et mode de radicalisation de la classe ouvrière au Québec, (1970-1976)*, Montréal, thèse, UQAM, 1977.

LAXER (James) & LAXER (Robert), *Le Canada des libéraux*, Montréal, Editions Québec/Amérique, 1978.

LE BORGNE (Louis), "Idéologie nationale ou idéologie de l'État-nation ?", UQAM, 1978 (à paraître dans la revue Pluriel-Débat).

LE BORGNE (Louis), *La CSN et la question nationale depuis 1960*, Montréal, éd. Albert Saint-Martin, 1976, 208 pages.

LENINE (V.E.), "L'impérialisme stade suprême du capitalisme", in *Oeuvres*, tome 22, Moscou, éditions du Progrès, 1977.

LETAMENDIA (F.), *Les Basques, un peuple contre les États*, Paris, Seuil, 1977.

LESSARD (Diane), *L'agriculture et le capitalisme au Québec*, Montréal, L'étincelle, 1976.

[176]

LEVASSEUR (Carol), *Mouvements nationalitaires et structure de la domination nationale*, Québec, Université Laval, texte ronéoté, 1977.

_____, *Développement du capitalisme et Rapports de classes au Canada ; 1950-1970*, texte ronéoté, Québec, Université Laval, 1978.

LÉVESQUE (René), *La passion du Québec*, édition Québec/Amérique, Montréal, 1978.

LEWIS (David), *The Corporate Welfare Bums*, Toronto, James Lewis and Samuel, 1972.

LINDKURST (Kent), "Il quadro globale degli investimenti diretti e i rapporti tra le grande potenze Dominanza rivalita, integrazione", in *Multinazionale imperialisme e classe operaia*, Milan, Franco Angelli ed., 1978.

LONEY (Martin), *Rhodesia White Racism and Imperial Response*, Penguin Books (Penguin African Library), 1975.

LONGO (Antonio), "Imprese multinazionali, stato et borghesia nel processo di internazionalizzazione del capitale, Multinazionale imperialismo e classe operaia, Milan, Franco Angelli ed., 1978.

LUPORINI (Cezare), "Per l'interpretazione della categoria" Formazione economico-sociale, in *Critica Marxista*, no 3, 1977.

MACEWAN (Arthur), "World capitalism and the crisis of the 1970's" in R.C. Edwards, M. Reich, T.E. Weisskopf, *The Capitalist System ; A radical Analysis of American Society*, Englewood Cliff, Prentice-Hall, 1978, (2^e édition).

MAGRI (Lucio), "An interview with Lucio Magri", in *Socialist Revolution*, no 26, 1977.

MANDEL (Ernest), "Question nationale et luttes de classes dans les pays impérialistes", in *Contradictions*, Bruxelles, janvier-juin 1973.

MANDEL (Ernest), "The capitalist crisis and the working-class Solution", in *Intercontinental Press Imprecor*, vol. 16, no 46, 1978.

MANGANO (Attilio), *Le cause della questione meridionale*, Milan, I.S.E.D.I., 1975.

MARTINELLI (Alberto) & SOMAINI (Eugenio), "Nation States and Multinational Corporations" in *Kapitalistate*, no. 1, 1973.

MARX (Karl) & ENGELS (Friedrich), *L'idéologie Allemande* (1ère partie) (introduction de Jacques Milhan), Paris, Éditions Sociales, (édition bilingue), 1922.

MARX (Karl), *Contribution à la critique de l'économie politique*, préface) Paris, éditions sociales, 1972, traduction de M. Husson et G. Badia).

[177]

MARX (Karl), *Grundrisse*, 2 Bis Supplement au chapitre du capital (traduit par R. Dangeville), Paris, U.G.E., coll. 10-18, 1974.

MAURICE (Antoine), "L'attitude de Versailles. Du bruit que l'on écoute pas", in *Le Journal de Genève*, 28 juin 1978.

MAZLAKH (Serhii) & SHAKHRAI (Vasyl), *On The Current Situation in the Ukraine*, edited by Peter J. Potichnyj, (introduction by Michael M. Luther), Ann Arbor, University of Michigan Press, 1970.

MEDEM (V.), "La question nationale et la social démocratie", in A. Kasteliansky éd., *Formes du mouvement national dans les États contemporains*, (en russe), St. Petersburg, 1910.

MILNER (Henry), *Politics in the New Quebec*, Toronto, McClelland and Stewart, 1978.

MURRAY (Véra), *Le Parti Québécois*, Montréal, ed. HMH, 1976.

NAIRN (Tom), *The Break-Up of Britain Crisis and Neo-Nationalism*, Londres, NLB, 1977.

NAYLOR (Tom), *History of the Canadian Business*, Toronto, Lorimier, 1976, (2 vols.).

NAYLOR (Tom), "The rise and fall of the Third Commercial Empire of the St-Lawrence", in Gary Teeple (ed.), *Capitalism and the national Question in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1972.

NEGRI (Antonio), *La Forma Stato. Per la Critica dell'economica politica della costituzione*, Milan, Feltrinelli, 1977.

NEUSS (Christel), "Il movimento del capitale come presupposto e fondamento della realizzazione di un saggio di profitto medio sul mercato mondiale" in L. Ferrari Bravo, ed., *Imperialismo, classe operaia multinazionale*, Milan, Feltrinelli, 1977 (2^e édition).

NIN (Andres), *Les mouvements d'émancipation nationale*, Paris, Syros, 1976.

NIOSI (Jorge), *Le contrôle financier du capitalisme canadien*, Montréal, PUQ, 1978.

NIOSI (Jorge), "Les classes sociales au Canada", in *Politique aujourd'hui*, no 7-8, 1978.

OKPAKU (Joseph), *Nigeria : Dilemma of Nationhood*, New York, the Third Press, 1972.

OLIN-WRIGHT (Erik), *Class, Crisis and the State*, Londres, NLB, 1978

OLIN-WRIGHT (E.), ESPING-ANDERSON (G.) & FRIEDLAND (R.), "Modes of Class Struggle and the Capitalist State", in *Kapitalistate*, no 4-5, 1976.

[178]

ORBAN (Edmond) (sous la direction de), *La modernisation politique du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1976.

PANITCH (Leo) ed., *The Canadian State : Political Economy and Political Power*, Toronto, University of, Toronto Press, 1977.

PEPIN (Marcel), "Le français au travail, une lutte ouvrière et nationale" in *l'Action nationale*, vol. LXIII, no 8-9, 1974.

PERSON (Yves), "Contre l'État-nation", in *Pluriel*, no 8, 1976.

PETRAS (James), *La nouvelle moralité du Président Carter et la logique de l'impérialisme*, Montréal, Doc. ronéoté, 1977.

PETRAS (James), "The Myth of the Decline of US capitalism", in *Telos*, no 28, 1978.

_____, "La répression dans les pays capitalistes avancés", in *Le Monde Diplomatique*, août 1978.

PETRAS (James) & RHODES (Robert), "The reconsolidation of US Hegemony", in *New Left Review*, no 97, 1976.

PICCIOTTO (S.) & RADICE (H.), "Capital and State in the World Economy", in *Kapitalistate*, no 1, 1973.

QUEVIT (Michel), *Les causes du déclin Wallon : L'influence du pouvoir politique et des groupes financiers sur le développement régional*, (préface de Michael Adken), Bruxelles, Editions Vie Ouvrière, 1978.

RAWKINS (P.M.), "Outsiders as Insiders. The implications of minority nationalism in Scotland and Wales" in *Comparatives Politics*, vol. X, no 4, 1978.

RAYNAUD (André), *La propriété des entreprises au Québec*, Montréal, PUM, 1974.

RESNICK (Philip), *The land of Cain : class and nationalism in English Canada 1945-1975*, Vancouver, New Star Books, 1977.

ROBERT (Jean-Claude), *Du Canada-français au Québec Libre : histoire d'un mouvement indépendantiste*, Paris, Flammarion, 1975.

ROY (Michel), *L'Acadie perdue*, Montréal, Editions Québec/Amérique, 1978.

ROY (Raoul), *Résistance indépendantiste*, Montréal, 1973, Éditions Québécoises.

SALES (Arnaud), "La distribution du pouvoir économique dans l'industrie", in *Qui décide au Québec ?*, Montréal, Ed. Quinze, 1978.

"Vers une techno-bureaucratie d'État", in *La chance au coureur : Bilan de l'action du Gouvernement du Parti Québécois* (Textes réunis et présentés par J.F. Léonard), Montréal, Ed. Nouvelle Optique, 1978.

SALVI (Sergio), *Patria e Martria Dalla Catalogua al Friuli Dal Paese*

[179]

Basco Alla Sardegna : il principio di nazionalita Nell in Europa occidentale contemporanea, Florence, Vallecchi, 1978.

ST-PIERRE (Céline), "[De l'analyse marxiste' des classes sociales dans le mode de production capitaliste](#)", in *Socialisme québécois*, Montréal, no 24, 1974.

SCOTT (James), "Hegemony and the Peasantry", in *Politics and Society*, no 3, 1977.

SETON-WATSUN (Hugh) *Nations and States*, Boulder, Westview Press, 1977.

SHAW (Martin), "Back to the Maginotline : Harman's New Gramsci", in *International Socialism*, Series no 1-2, 1978.

SHOUP (L.R.) & MINTER (W.), *Imperial Brain Trust : the Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, New York, Monthly Review Press, 1977.

SIMON (Pierre-Jean), "Le mouvement breton ; expression ou créateurde la question bretonne ?", in *Pluriel*, no 15, 1978.

SIVAN (Emmanuel), *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976.

SMITH (Anthony B.), *Theories of Nationalism*, New York, Harper and Row, 1971.

SOMPIERI (Piero), "L'enjeu de l'élection présidentielle : l'avenir du compromis historique", in *Le Nouveau Journal*, 29 juin 1978.

SUTCLIFFE (Bob), "Imperialism and Industiralisation in the Third World", in R. Owen et B. Stuccliffe (dir.) : *Studies in the Theory of Imperialism*, Londres, Longman, 1975, (2^e édition).

SZULC (Tad), *The Illusion of Peace. Foreign Policy in the Nixon Years*, New York, The Viking Press, 1978.

TAMBURRANO (Giuseppe), "Il concetto di egemonia in Gramsci", in *Egemonia Democrazia et transizine al socialismo*, (collectif), Milan, Franco Angeli ed., 1977.

THERBORN (Goran), *What does the Ruling Class Do When it Rules ? State Apparatuses and State Power under Feudalism, Capitalism and Socialism*, Londres, NLB, 1978.

_____, *Science, Class and Society on the Formation of Sociology and Historical Materialism*, Londres, NLB, 1976.

TIMPARANO (Sebastiano), *On Materialism*, Londres, NLB, 1975.

TURNER (Frederik C.), *The Dynamic of Mexican Nationalism*, University of North Carolina Press, 1968.

[180]

VAN SCHENDEL (Michel), "Dépendance et autonomies politiques de la classe ouvrière", in *Revue Contradiction*, Bruxelles, no 3, 1973.

WADE (Mason), *Les Canadiens Français de 1760 à nos jours*, Montréal, Cercle du livre de France, 1963.

WALLERSTEIN (Immanuel), "The Three Stages of African Envolvement in the World Economy" in : P. Gantkind et I. Wallerstein eds ; *The Political Economy of Contemporary Africa*, Londres, Sage Publications, 1976.

WINDISCH (Uli) & WILLENER (Alfred), *Le Jura incompris*, Editions Delta, 1976.

YAARI (Arieh), *Le défi national : les théories marxistes sur la question nationale à l'épreuve de l'histoire*, vol. 1, Paris, Anthropos, 1978.

ZIEGLER (Jean), *Main basse sur l'Afrique*, Paris, Seuil, 1978.

Fin du texte